

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LES
RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE LES
COLONIES FRANÇAISES & LA MÉTROPOLE

« Les colonies sont pour la France des bases
d'opérations qui lui permettent d'étendre au loin
son action dans le monde. »

(Paul DOUMER, *Rapport sur la situation
de l'Indo-Chine, en 1901*, p. 61.)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 1^{er} mai 1903, à 3 heures de l'après-midi

PAR

E. CARRÉ

CAEN

Imprimerie Charles VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU, 7 ET 9

—
1903

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LES
RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE LES
COLONIES FRANÇAISES & LA MÉTROPOLE

« Les colonies sont pour la France des bases d'opérations qui lui permettent d'étendre au loin son action dans le monde. »

(Paul DOUMER, *Rapport sur la situation de l'Indo-Chine, en 1901*, p. 61).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le vendredi 1^{er} mai 1903, à 3 heures de l'après-midi

PAR

E. CARRÉ



CAEN

Imprimerie Charles VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU, 7 ET 9

—
1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1902-1903

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ☉), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (✱, A. ☉), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ☉, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱ L. ✱), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public* et *privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (A. ) , professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ) , professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

AGRÉGÉS :

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat), et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE

M. GILLET (I ) , secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. EDMOND VILLEY, *professeur et doyen*, PRÉSIDENT
DE LA THÈSE.

JULES CABOUAT, *professeur*.

EDGAR ALLIX, *agrégé*.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ASPE-FLEURIMONT. — *L'organisation économique de l'Afrique occidentale*. — Rapport adressé à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, 1901.

CAUWÈS. — *Cours d'économie politique*.

Paul DOUMER. — Rapport sur *la situation de l'Indo-Chine*, 1897-1901. Hanoï, F.-H. Schneider, 1902.

LE MYRE DE VILERS. — Rapport fait au nom de la Commission du budget, chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du *Budget général de l'exercice 1901*. (Ministère des Colonies.) Annexe au procès verbal de la séance du 10 juillet 1900.

LEROY-BEAULIEU. — *De la colonisation chez les peuples modernes*, 1891, Paris.

BIENVENU MARTIN. — Rapport sur *le budget des colonies pour 1903*. Annexe au procès-verbal de la séance du 5 décembre 1902.

Édouard PETIT. — *Organisation des colonies françaises*.

J.-Charles RAUX. — *Les Colonies françaises*. Introduction générale, 1901.—Augustin Challamel, éditeur, librairie maritime et coloniale, Paris.

Louis VIGNON. — *L'exploitation de notre empire colonial*, Paris, 1900.

Edmond VILLEY. — *Principes d'économie politique.*

Rapports du *Congrès international de géographie économique et commerciale*, tenu à Paris, du 27 au 31 août 1900.

- I — ASPE-FLEURIMONT. — *De la création, de l'organisation et de l'outillage des grands marchés de denrées et de matières premières.*—Paris, Société de géographie commerciale.
- II. — Georges FOUCART. — *Procès-verbaux sommaires des séances du Congrès international de géographie économique et commerciale.*— Paris, Imprimerie nationale, 1901.
- III. — Camille GUY. — *Des moyens de provoquer l'adaptation des produits de l'industrie aux besoins du commerce extérieur et aux habitudes des populations.*—Paris, Société de géographie commerciale.
- IV. — Charles ROUX. — *Des meilleures conditions de l'établissement d'un port franc.* — Paris, Société de géographie commerciale.

PÉRIODIQUES

Journal Officiel.

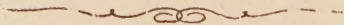
La Dépêche coloniale.

La Politique coloniale.

Le Travail national.

Feuilles de renseignements de l'Office colonial.

Statistiques publiées par le Ministre des colonies, 1900.



PRÉAMBULE

Quand il est question de *Pacte colonial*, la pensée se reporte immédiatement cinquante ans en arrière, et l'on se remémore les souffrances qu'il valut à nos colonies anciennes, les Antilles et la Réunion.

Il faut à l'esprit un réel effort pour envisager la situation nouvelle qu'a créée à notre pays, dans le dernier quart du XIX^e siècle, la conquête rapide d'un immense empire colonial tout différent de l'ancien, composé d'éléments très divers au point de vue ethnique, et soumis, soit par les accords diplomatiques, soit par la position géographique de plusieurs de nos possessions, en Afrique occidentale notamment, à des conditions économiques particulières qu'il importe de ne pas perdre de vue lorsque l'on traite d'un pareil sujet.

Nos vieilles colonies (Antilles et Réunion), habitées dans une forte proportion par des individus de race blanche, par de véritables

citoyens français, jouissent d'une organisation politique et administrative presque identique à la nôtre, que leur vaut leur civilisation avancée. On a donc pensé qu'un régime économique calqué sur celui de la métropole s'imposait naturellement.

Parmi nos jeunes colonies, il a semblé que l'Indo-Chine et Madagascar, à raison de leur situation géographique, devaient adopter des tarifs différentiels, de nature à favoriser les produits de l'industrie française, sans que les facultés d'achat de ces pays, neufs cependant, en soient affectées. Et de fait, l'on verra que ce régime n'a pas nui à leur épanouissement économique.

Quant à nos possessions africaines, le problème tire sa complexité à la fois de la pauvreté des indigènes qui s'y trouvent et des enclaves étrangères qui les morcellent dans leurs parties côtières. On a redouté, sans doute, que la moindre hausse des prix ne poussât nos nouveaux sujets vers les colonies étrangères voisines. C'est là l'explication probable des tarifs modérés du Sénégal et de l'absence de taxes différentielles en Guinée, à la côte d'Ivoire et au Dahomey.

Quoi qu'il en soit, à côté de *ce qui fut* et de *ce qui est*, il convient de rechercher *ce qui*

devrait être pour favoriser l'expansion économique de nos possessions d'outre-mer, non moins que pour activer leurs échanges avec la métropole , actuellement trop sacrifiée au profit des intérêts étrangers. Ce sera là l'objet de ce travail.



CHAPITRE I^{er}

L'ancien Pacte colonial et ses modalités

SECTION I^{re}

Définition — Historique — Avantages et inconvénients respectifs pour la métropole et pour les colonies

Les rapports commerciaux des métropoles avec leurs colonies peuvent se concevoir de trois façons différentes, d'où trois grands systèmes : le système de l'exploitation, celui de l'autonomie et celui de l'assimilation.

Le système de l'exploitation a été en honneur chez toutes les nations coloniales de l'Europe. Il fut d'abord appliqué d'une manière instinctive par l'Espagne et le Portugal au XVI^e siècle, puis d'une manière raisonnée par l'Angleterre et la France. Nous le voyons atteindre son apogée en France sous Colbert.

D'après ce système, qu'on a appelé le *Pacte colonial*, les colonies doivent s'approvisionner sur les marchés de la métropole; leurs produits ne peuvent être écoulés au

dehors que sur les mêmes marchés. Seuls les navires de la marine nationale peuvent faire l'intercourse coloniale. Donc, on peut donner comme définition succincte, mais précise : « Tout de la métropole, tout à la métropole, tout par la marine métropolitaine. »

Le système se ramène à ce principe que le commerce aussi bien d'importation que d'exportation des colonies, doit être réservé à la métropole, sauf à leur accorder en retour quelques avantages.

Le Pacte colonial a contribué à développer la marine nationale, puisque seul le pavillon français avait le monopole des transports. Il a également ouvert aux produits de la France de nouveaux débouchés, le marché des colonies étant exclusivement réservé aux marchandises françaises. Le roi Louis XV, dans les instructions qu'il donna au comte d'Emery, envoyé en 1765 comme gouverneur de la Martinique, ne disait-il pas que : « Les colonies n'ont dû être instituées que pour opérer la consommation et le débouché des produits de la métropole. »

Tous les produits bruts de nos colonies devant être manufacturés en France, l'industrie nationale a acquis un grand développement. Mais cet essor dérivait des obligations

imposées à nos colonies; il fallait bien qu'en retour la mère patrie leur accordât quelques compensations, ce n'était que justice. C'est ce qu'elle fit en créant, au profit des produits coloniaux, une sorte de monopole pour la fourniture de son marché, dont l'accès était interdit aux denrées des colonies étrangères.

Cependant, en France, on ne tarda pas à voir le mauvais côté de ce monopole. Les prix des denrées s'établissent ordinairement d'après la concurrence; mais, celle-ci étant supprimée, le fournisseur qui reste seul maître du marché n'a plus rien qui l'empêche de hausser ses prix; or, c'est précisément ce qui arriva chez nous.

Les producteurs coloniaux, étant sûrs d'écouler leurs produits, ne se firent pas souvent scrupule d'en livrer de mauvaise qualité. Ce sont là des inconvénients qui se retournent contre la métropole; mais cette situation privilégiée des denrées coloniales sur le marché français devait avoir des inconvénients autrement graves pour les colonies elles-mêmes. Tout naturellement, voyant une denrée plus demandée que les autres sur le marché métropolitain, elles furent amenées à sa production exclusive, préférant délaissier les autres cultures moins

rémunératrices. Or, il en advint des crises tout à fait aiguës, lors des contractions de la consommation de cette denrée unique. Dans certaines colonies très fertiles, on put voir les habitants affamés en attendant les arrivages de blé et de riz.

Ce qui pesait le plus sur les colonies, c'était la défense qui leur était faite de créer des industries locales pour y manufacturer elles-mêmes leurs produits. C'était là une mesure propre à paralyser l'essor de nos possessions d'outre-mer, obligées de payer fort cher tous les outils qui leur étaient nécessaires. Récoltant les matières premières, elles étaient forcées de les expédier en France, d'où on les leur retournait manufacturées ; il résultait de ceci un inutile gaspillage. Les frais de transport privaient le pays d'origine d'une plus-value qui aurait dû lui revenir légitimement.

Bien qu'inique dans son fondement, cette défense existait dans les autres pays. Chatam a pu dire des colonies anglaises de l'Amérique du Nord « qu'elles n'avaient aucun droit à manufacturer même un clou ou un fer à cheval ». Mais cette interdiction ne fut pas aussi absolue chez nous que dans les colonies anglaises, qui en souffrirent tant, car on y apporta des adoucissements. En

effet, jusqu'en 1684, nos colonies eurent le droit de raffiner leurs sucres sur place ; à cette époque, il leur fut défendu d'établir de nouvelles raffineries, mais les anciennes subsistèrent avec une surtaxe sur les produits.

Les prohibitions du Pacte colonial et les impôts énormes qui pesaient sur les colons, avaient, pendant tout le cours du XVII^e siècle, retardé le développement de nos colonies. Heureusement, celles-ci profitèrent des idées de liberté et d'humanité qui marquèrent le XVIII^e siècle. A partir de 1717, un revirement se manifesta dans l'administration coloniale sous les auspices du célèbre Law. Un règlement salulaire, conçu dans les principes libéraux qui disparurent à la fin du XVIII^e siècle, affranchit de tout droit les marchandises françaises destinées aux îles, diminua considérablement les droits sur les marchandises des îles, et, ce qui valait encore mieux pour les colonies, autorisa les denrées des îles, amenées en France, à en ressortir moyennant un droit de 3 %. Les sucres étrangers furent frappés d'une taxe générale.

D'autres mesures furent encore prises pour favoriser le développement des îles françaises. On conçoit que, sous ce système, fort libéral si on le compare au régime

antérieur, les îles françaises durent prendre un rapide essor ; rien n'égale en effet leur prospérité à partir de cette époque et durant toute la fin du siècle.

Peu à peu, d'autres dérogations furent apportées à la rigueur première du Pacte. C'est ainsi qu'après la perte du Canada, ce pays d'un grand avenir, et que Voltaire, avec sa coutumière insouciance, qualifiait de « quelques arpents de neige », nos Antilles furent autorisées à continuer de trafiquer avec cette colonie, bien que devenue anglaise ; car elle était leur fournisseur des bois de construction, et, comme ces bois seraient revenus à des prix très élevés s'ils n'avaient pas été payés par des denrées du cru, fournissant aux vaisseaux qui les avaient apportées un fret de retour qui abaisserait les frais généraux, un mémoire du roi, du 18 avril 1763, pour servir d'instruction générale aux gouverneurs et intendants des colonies, permit l'importation par bâtiments étrangers, dans les ports coloniaux où se trouvait une amirauté, d'un certain nombre d'articles étrangers « pour les échanger, dit le mémoire, avec les sirops ou tafias dont les colonies abondent, et qui ne peuvent être qu'en pure perte pour les colons, ou préjudicier à la santé des

soldats ». La liste de ces articles était assez longue, et comprenait principalement des objets de première nécessité : bois, objets d'alimentation, de construction, d'ameublement, animaux vivants, etc.

Le Pacte de famille du 24 décembre 1761 accordait, d'autre part, aux Espagnols le même avantage qu'aux Français, au point de vue du commerce avec les colonies.

Le 30 août 1784, un arrêt du Conseil augmenta, dans les îles du Vent et Sous-le-Vent de l'Amérique, le nombre des ports d'entrepôt où l'échange des articles étrangers autorisés avec les denrées du cru était permis. Comme taxe, en plus des droits locaux, les étrangers n'étaient soumis qu'à un modique droit de 1 % de la valeur des marchandises, droit dont étaient exempts les armateurs français.

Les Compagnies de colonisation, qui avaient le monopole du trafic avec nos colonies, sauf redevances, furent supprimées par le décret de la Convention des 26-29 germinal an II, qui défendit, en outre, d'en créer de nouvelles à l'avenir sous quelque prétexte que ce fût.

A cette époque, on n'envisageait plus les colonies comme des fermes à exploiter ; nous voyons posé un principe nouveau dans la

discussion du premier tarif général des douanes : « Le commerce des colonies, y est-il dit, est un commerce entre frères, un commerce de la nation avec une partie de la nation. » Aussi, fidèle à ce principe, la Convention, par le traité du 11 septembre 1793, supprima les droits d'entrée et de consommation dans la métropole sur les provenances des colonies françaises, ainsi que les droits de sortie perçus dans les colonies sur les denrées expédiées en France. Mais, malgré cela, les relations de la France avec ses possessions d'outre-mer vinrent presque à cesser pendant les guerres interminables qui survinrent. Les vaisseaux anglais couraient les mers, et leur incontestable supériorité rendait bien difficiles les relations de la France avec ses colonies, et cela dura pendant près d'un quart de siècle.

Sous le Consulat, le système d'assimilation douanière établi par la Révolution fut abandonné ; des droits furent rétablis sur les produits des colonies à leur entrée en France.

Après un essai libéral, le gouvernement de la Restauration dut mettre en vigueur les dispositions du règlement du 30 août 1784, qui limitait les libertés du trafic étranger dans

les colonies. D'autres mesures suivirent, ravalant peu à peu les restrictions du Pacte colonial.

Cependant, il était difficile de remettre sous le joug des obligations anciennes des colonies qui, trop longtemps privées de relations avec la métropole, avaient pris l'habitude d'en nouer avec les colonies voisines, qu'elles fussent étrangères ou non. En effet, ne pouvant ni s'approvisionner dans la métropole ni y envoyer leurs produits, les autorités locales des colonies prirent sur elles d'autoriser l'importation des marchandises étrangères, ainsi que l'exportation des denrées du cru qui servaient à les payer, et qui, du reste, ne pouvaient demeurer inutilisées dans la colonie. Depuis ce temps, Bourbon était en relations suivies avec l'île Maurice, et, de leur côté, la Martinique et la Guadeloupe commerçaient avec les Antilles anglaises. On dut donc tenir compte de cet état de choses, et admettre des tempéraments aux rigueurs du principe.

L'industrie sucrière coloniale fut protégée par le Gouvernement de la Restauration contre l'industrie étrangère. La loi du 28 avril 1816 frappait d'une surtaxe de plus de 33 p. 100 les provenances autres que celles des colonies. L'effet bienfaisant de cette mesure

ne tarda pas à se faire sentir, et, en 1819, nos colonies avaient importé en France 34 millions de kilogrammes de sucre, alors que l'étranger n'en avait envoyé que 5 millions seulement.

Les lois des 7 juin 1820 et 27 juillet 1822 accrurent encore cette surtaxe, ce qui diminua encore de moitié l'importation étrangère. En 1827, nos Antilles et Bourbon nous envoyaient 60 millions de kilogrammes.

Tout allait donc pour le mieux, quand apparut un concurrent de la production coloniale, avec lequel on n'avait pas pris l'habitude de compter : c'était le sucre de betterave.

Les débuts de cette industrie indigène avaient été en effet fort modestes, bien que favorisés par Napoléon I^{er}. L'Empereur ne ménageait pas les encouragements à la découverte de Margraff, aux travaux d'Achard et aux premières tentatives industrielles de Benjamin Delessert. Il ordonna, par un décret du 25 mars 1811, de consacrer 32.000 hectares à la culture de la betterave, et mit un million à la disposition du ministre de l'Intérieur pour subventionner la nouvelle industrie. Malgré tout, celle-ci, étant donnée sa faible production — un peu plus de trois

millions de kilogrammes de sucre par an vers la chute de l'empire, — fut dédaignée et complètement laissée de côté dans les dispositions concernant les sucres.

Ce n'est qu'après la loi de 1826 et l'établissement du régime prohibitif et du système de prime à la réexportation que le sucre indigène prit peu à peu l'essor qui devait en faire le rival le plus redoutable de son aîné d'outre-mer, le sucre de canne. En 1831, sa production s'élève à 9 millions de kilogrammes, à 12 millions en 1832, à 19 millions en 1833 et à près de 50 millions en 1836. C'est alors que l'on dut songer à enrayer ce développement incessant; on vit un seul remède possible, taxer le nouveau produit. C'est ce que fit la loi du 18 juillet 1837, qui le frappa d'un droit de 10 francs par 100 kilogrammes, droit qui devait s'élever à 15 francs. Dès lors, on s'achemina vers une liberté plus grande du commerce colonial.

On lit, en effet, dans l'exposé des motifs de la loi du 12 juillet 1837 : « Tout le monde comprend que la France n'a plus de motifs pour tenir ses colonies dans un état d'isolement absolu, mais qu'il faut, au contraire, leur ménager graduellement le moyen de multiplier leurs rapports et d'accepter les

chances d'un avenir dont personne n'a le pouvoir de les défendre. »

Cependant, l'envahissement du sucre indigène continuait malgré les mesures prises. Il fut frappé d'un droit de 25 francs, au lieu de 10, par la loi du 3 juillet 1840, tandis que l'ordonnance du 21 août 1839 dégrevait de 13 francs 20 par quintal le sucre colonial. Plus tard, la loi du 2 juillet 1843 et les ordonnances réglementaires des 7 août 1843 et 14 août 1845 établirent l'impôt progressif sur le sucre indigène et frappèrent les glucoses.

La lutte n'en continua pas moins au désavantage des producteurs coloniaux, qui, au contraire des industriels indigènes, étaient rebelles à tout progrès, préférant la main-d'œuvre aux machines. Ils se trouvaient donc dans une situation tout à fait inférieure, qui devint critique lorsque le gouvernement provisoire de 1848 vint décréter l'émancipation des esclaves. De ce coup, l'exportation des Antilles tomba de 33 millions de kilogrammes à 17 millions, et celle de la Réunion de 14 millions à 9 millions. Alors, la loi du 26 juin 1851 abaissa à 11 francs la surtaxe sur le sucre étranger, et accorda au sucre de canne une réduction de droits de 6 francs. Les colons furent, d'autre part, autorisés à aller

chercher la main-d'œuvre, qui leur manquait, sur la côte d'Afrique et dans l'Inde anglaise. On organisa des institutions de crédit aux colonies ; tout ceci aidant, la production coloniale se releva un peu.

Le sénatus-consulte du 3 mai 1854 vint confirmer les droits du gouvernement métropolitain à régler seul les questions de douanes coloniales.

SECTION II

*Le Régime libéral inauguré en 1861. — Ses avantages
pour les colonies,
ses inconvénients pour la métropole.*

Un courant d'opinions libres-échangistes nous venait d'Angleterre, où il avait été développé par Cobden et la ligue de Manchester, qui, se rendant compte que la Grande-Bretagne, riche en charbons et en minerais de fer, n'ignoraient pas que leur pays n'était exposé à craindre aucune concurrence sérieuse des autres nations et pouvait, au contraire, les envahir de ses produits manufacturés à bon compte, s'ils obtenaient de leurs rivaux qu'ils leur ouvrirent toutes grandes les portes de leur domaine économique. Un traité de commerce, négocié dans le plus grand secret, fut

signé par le gouvernement de l'Empereur avec l'Angleterre. Ce traité avait des tendances nettement libres-échangistes. Presque aussitôt après, la loi du 23 mai 1860 et les décrets des 16 janvier et 24 juin 1861 ouvrirent décidément le marché français aux sucres étrangers, en supprimant toute surtaxe d'origine pour les produits exotiques de provenances autres que les pays d'Europe, en réduisant les autres surtaxes à 2 et 3 francs les 100 kilogrammes, et en admettant au drawback¹ les sucres importés par navires étrangers. Les réclamations des colons ne tardèrent pas à se faire sentir : leurs capitaux étaient presque épuisés par cette lutte désespérée ; aussi une réforme s'imposait-elle.

Malgré la déclaration d'autorité du sénatus-consulte, les dérogations aux restrictions du vieux système colonial ne s'en multiplièrent pas moins de plus en plus.

M. J. Delarbre, conseiller d'État, dans une brochure qu'il écrivait sur la liberté du commerce aux colonies, résumait ainsi la situation à la veille de cette réforme : « Les

1. « On entend par *drawback* la restitution, lors de la réexportation d'un produit fabriqué, des droits qui avaient été perçus à importation sur les matières premières servant à sa fabrication. »

Ed. VILLEY, *Principes d'Économie politique*.

colonies, on le sait, ne produisent guère que du sucre, et il ne leur était pas permis de choisir pour sa vente le marché qui leur aurait paru le plus avantageux; il n'y avait licence de le porter qu'en France, de par les dispositions encore en vigueur du Pacte colonial, et là, il était exposé à la double concurrence du sucre indigène et du sucre étranger.»

Pour l'y envoyer, il fallait n'employer que des bâtiments français et subir, par conséquent, les conditions d'un prix de fret établi sans concurrence; enfin, en face de chances aussi contraires pour faire parvenir et placer leurs produits sur le marché métropolitain, les colonies avaient-elles au moins des compensations chez elles, sous le rapport des frais de production? Malheureusement non. On n'a pas oublié, en effet, que les marchés coloniaux étaient, à cette époque, fermés aux provenances étrangères; et, tandis que la Martinique et le Guadeloupe auraient trouvé à bon compte, à leur porte pour ainsi dire, soit en Amérique, soit aux Antilles anglaises, et la Réunion à Maurice ou dans l'Inde, certaines denrées ou certains objets de première nécessité, les dispositions encore en vigueur du Pacte colonial les contraignaient à tout demander en France, et à quels prix! Il est

curieux, à cet égard, de rapprocher quelques chiffres authentiques. Dans les derniers mois de 1859, le baril de farine, qui valait dans les colonies anglaises voisines 31 francs en moyenne, coûtait 54 francs à la Guadeloupe ; le riz, ce pain du travailleur créole, 24 francs les 75 kilogrammes dans les îles anglaises et 33 francs à la Guadeloupe ; le guano, cet engrais précieux pour les terres fatiguées où les cultures rotatives sont inconnues, 340 francs le sac pour les planteurs anglais, et 400 francs pour les nôtres ; le charbon de terre 30 francs la tonne pour les premiers et 53 francs pour les seconds.

Quant au fret, on constatait, à la même époque, alors qu'à Maurice le cours moyen était de 70 fr., qu'il était, à la Réunion, de 90 fr. et 100 fr. par tonneau. Ces différences ne devaient-elles pas rendre illusoire tout essai de concurrence avec le sucre exotique ? Mais, si tel était le désavantage des colons vis-à-vis des producteurs étrangers, il était encore plus marqué peut-être vis-à-vis du sucre de betterave.

Avant de faire droit aux réclamations des colons, une vaste enquête fut faite par les soins du gouvernement auprès des chambres de commerce des 14 ports les plus impor-

tants par leurs relations avec nos possessions. Nous trouvons, dans l'exposé des motifs du projet de loi de 1861, le résultat de cette enquête :

« Toute les chambres de commerce consultées sont, à l'exception d'une seule, favorables, plus ou moins, à la pensée de l'émancipation commerciale des colonies. Les unes l'acceptent résolument, et parmi elles, on peut nommer celles de Marseille et de Bordeaux, qui ne considèrent nullement que la navigation française doive en être compromise ; les autres font certaines restrictions, réclament certains tempéraments ou atermoiements ; mais toutes reconnaissent qu'il n'est plus possible de maintenir les dispositions du Pacte colonial à la charge des colonies, quand les dispositions à leur profit n'existent plus. Une seule, celle de Dunkerque, repousse l'émancipation coloniale, mais sous la condition du rétablissement du pacte dans son intégrité, dans ses obligations réciproques anciennes, c'est-à-dire d'un retour au passé véritablement impossible. »

La nouvelle loi fut votée le 3 juillet 1861. Par cette loi, le Pacte colonial a cessé d'être applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion.

Elle consacrait trois principes qui étaient le contre-pied des prohibitions du Pacte colonial :

1^o Droit pour les colonies de recevoir sur leur marché toutes les marchandises étrangères dont l'importation était autorisée en France (art. 1), mais cela sous l'obligation d'acquitter pour ces marchandises les mêmes droits de douane qui leur étaient imposés à leur importation en France. (Art. 2, 4, 5.)

2^o Droit pour les colonies de se servir, pour leurs transports, de navires de toutes nationalités, sous réserve d'une surtaxe de pavillon frappant les transports faits par navires étrangers. (Art. 3, 6, 7.)

3^o Droit pour les colonies d'exporter leurs produits où bon leur semble. (Art. 7.) En outre, l'article 8 faisait aux produits des colonies autres que le sucre, les mélasses non destinées à être converties en alcool, les confitures et fruits confits au sucre, le café et le cacao, importés en France par navires français, une situation de faveur en les admettant en franchise des droits de douane.

Cette loi ne répondait pas encore aux besoins de nos colonies ; l'assimilation à la métropole dont elles étaient l'objet nuisait à leur développement en soumettant les mar-

chandises étrangères, importées dans ces colonies, aux mêmes droits qu'elles eussent payés à leur entrée en France. En effet, nos possessions d'outre-mer ne pouvaient pas faire d'échanges avantageux de leurs produits contre des produits étrangers, que ces tarifs étaient susceptibles d'éloigner. De plus, une tarification fiscale bien faite aurait pu, eu égard à leurs habitudes, leur procurer des ressources sans imposer de gêne à la consommation. Ce sont là, du reste, les motifs contenus dans l'exposé du sénatus-consulte du 4 juillet 1866.

Les planteurs se plaignirent aussi de ne pas trouver de débouchés assez rémunérateurs à l'étranger. Il fallut donc encore modifier la situation ; la nécessité de cette nouvelle réforme est ainsi expliquée dans l'exposé des motifs du sénatus-consulte de 1866 :

« Depuis que les colonies n'ont plus eu, dans la métropole, un marché réservé ; depuis qu'elles n'y ont plus trouvé, pour leur produit le plus important, d'autre protection que celle résultant d'une détaxe qui, dans quelque temps, va complètement cesser, il est juste qu'elles puissent se procurer, à un aussi bon compte que leurs concurrents, les objets qui leur sont nécessaires, et que

des tarifs de douane, combinés dans un tout autre intérêt que le leur, ne viennent pas y mettre obstacle. »

On remit au conseil général de chaque colonie le soin de voter les tarifs de douane sur les produits étrangers importés dans cette colonie. Toutefois, pour sauvegarder les intérêts de la métropole, on décida que ces tarifs seraient rendus exécutoires par un décret du Conseil d'État.

Les conseils généraux recevaient aussi le droit de voter des tarifs d'octrois de mer sur les marchandises de toutes provenances, même de provenance française.

On avait établi, depuis longtemps déjà, sur les objets de consommation importés dans les ports du littoral maritime, un droit d'octroi municipal dont les produits étaient répartis entre toutes les communes de la colonie au prorata de leur population. Avec ces revenus, les communes pouvaient subvenir aux services municipaux.

Mais, en compensation de ces avantages concédés aux colonies, celles-ci devaient satisfaire à leurs dépenses, et ne laisser à la charge de la métropole que le contingent qui, dérivant du principe même de la souveraineté, constitue essentiellement une dette

de l'État. De plus, les produits coloniaux ne devaient plus bénéficier de détaxes.

Tel est, dans ses grandes lignes, le régime d'autonomie relative accordé par le sénatus-consulte du 4 janvier 1866 à nos vieilles possessions des Antilles et de la Réunion.

Il convient de dire qu'avant cette réforme, la loi du 19 mai 1866 (art. 5 et 8) avait supprimé les surtaxes de pavillon, effaçant ainsi toute différence de traitement entre les bâtiments étrangers et les bâtiments français, même à l'égard de l'intercourse entre la France et ses colonies.

Les conseils généraux des trois colonies ne tardèrent pas à profiter de l'initiative qui leur était laissée pour modifier leur législation douanière.

Le 30 novembre 1866, le conseil général de la Martinique vota la suppression complète des droits de douane sur les marchandises étrangères introduites dans la colonie.

Le 11 décembre 1866, le conseil général de la Guadeloupe suspendit les droits de douane sur les produits étrangers autres que le sucre, le tafia, le café, le coton, le cacao, le tabac, le rocou et la vanille.

Enfin, le 5 juillet 1871, le conseil général de la Réunion abolit les droits d'entrée sur

toutes les provenances étrangères autres que le tabac.

Ces décisions furent rendues exécutoires par des décrets du Conseil d'État portant règlement d'administration publique.

Après avoir ainsi fait abandon de la plupart des droits de douane, il ne restait qu'une ressource aux colonies pour faire face aux charges nouvelles qui pesaient sur elles, c'était l'octroi de mer. Or, les conseils généraux remanièrent et augmentèrent considérablement cette taxe, sans accorder un régime de faveur aux produits français, qui furent frappés des mêmes droits que les produits étrangers : c'était une véritable taxe fiscale. Aussi les réclamations ne tardèrent-elles pas à s'élever, nombreuses et vives, de la part des industriels français et des armateurs des ports.

Les colonies ne se plaignaient pas de leur nouveau régime, loin de là, car pour elles étaient tous les avantages. Par la suppression des droits de douane, les importations étrangères leur fournissaient à bon marché tout ce qui jadis leur était envoyé à grands frais de la métropole.

Mais, à côté de ce bien-être de nos possessions d'outre-mer, l'intérêt national ne

pouvait pas être complètement sacrifié. Voici le tableau que M. Cauwès¹ nous fait de la situation :

« La métropole ne conservait aucun avantage pour ses exportations ; elle était traitée comme les nations étrangères. Ceci n'eût été supportable que si les colonies avaient cessé de compter sur le budget de la France : en 1866, on avait pensé que l'affranchissement économique emporterait cette conséquence que les colonies devraient se suffire à l'aide de leurs ressources. En fait, elles continuèrent à peser sur le budget.

A tous égards, le sénatus-consulte de 1866 eut des conséquences funestes : la marine anglaise se substitua à la nôtre dans l'intercourse coloniale.

Les étrangers ont pris en grande partie notre place dans le commerce avec nos colonies. Avant le changement de régime, de 1857 à 1866, nous exportions pour 230 millions dans nos possessions, et nous en recevions environ 150 millions. En 1883 (l'Algérie exceptée), les produits de la métropole vendus aux colonies n'ont pas dépassé 74 millions ; ceux des colonies fournis à la France se

1. CAUWÈS, *Économie politique*, page 628.

tiennent à 140 millions ; mais les produits achetés par nos colonies aux pays étrangers se sont élevés à 130 millions, et elles leur ont envoyé 91,4 millions. La France reste donc, pour ses colonies, le plus grand marché d'exportation ; mais notre production a cessé d'être pour elles la principale source d'approvisionnement. »

SECTION III

*Circonstances qui amenèrent l'opinion
à une conception de la politique économique
à suivre avec nos colonies.*

Le véritable but des colonies pour un pays, c'est de servir de débouché aux produits de l'industrie nationale en les échangeant contre les produits de leur cru. Il est bien naturel qu'une métropole qui s'est imposé des sacrifices considérables pour l'acquisition et la conservation d'un domaine colonial, soit la première à profiter du marché de ses colonies. Or, du train dont allaient les choses, le marché menaçait de nous échapper pour le plus grand profit des autres ; il était urgent d'y porter remède.

En 1871, la loi du 8 juillet supprima les détaxes dont jouissaient les produits de nos

colonies : c'était là une sorte de représailles. Le Gouvernement chargea le Conseil supérieur du commerce de faire une enquête, et voici quelles sont les conclusions du rapport que rédigea, en 1875, M. Teisserenc de Bort :

« 1° Le régime commercial des colonies doit être mis en harmonie avec le régime de la métropole par la présentation d'une loi qui établirait une distinction entre les tarifs de douane et les tarifs d'octroi, et qui donnerait la nomenclature des divers objets pouvant être soumis à l'octroi, avec l'indication d'un maximum de tarif.

« 2° Les conseils généraux des colonies doivent rester maîtres de voter les tarifs d'octroi dans les limites du tarif type ; mais, au cas où ils voudraient dépasser ces limites, ils seraient obligés de demander une autorisation délibérée en Conseil d'État.

« 3° Tous les objets non dénommés dans la catégorie des matières soumises à l'octroi, ne pourraient être frappés que de tarifs de douane.

« 4° Les conseils généraux des colonies devraient conserver l'initiative du vote des taxes de douane qui leur a été conféré par la loi de 1866, mais ces tarifs ne seraient applica-

bles qu'après avoir été revêtus de la sanction du pouvoir législatif.

« 5° Le régime des douanes et d'octroi réclamé par les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, devrait être étendu à toutes nos possessions d'outre-mer autres que l'Algérie.

En 1881, lors du vote du tarif général des douanes, le droit sur les cafés fut porté à 156 fr. par 100 kilogr.; les cacaos furent frappés d'un droit de 104 fr., la vanille de 416 fr., le poivre, le girofle, le cardamome de 208 fr.

Enfin, en 1884, le sous-secrétaire d'État aux colonies, qui était alors M. Félix Faure, insista très vivement auprès des conseils généraux des trois colonies régies par le sénatus-consulte de 1866, pour les inviter à mettre des droits de douane sur les produits étrangers. En compensation, il leur promettait un traitement de faveur pour les sucres coloniaux. La Réunion entra largement, et de la manière la plus patriotique, dans la voie indiquée par le gouvernement; la Martinique et la Guadeloupe suivirent de moins bonne grâce, et votèrent des droits très modérés. Pour ces deux dernières, les droits n'étaient en général pas assez élevés pour remédier au mal, et ramener à notre commerce et à

notre industrie les importations faites par l'étranger. Quoi qu'il en soit, ces droits, tels qu'ils étaient, amenèrent un relèvement dans le chiffre de nos importations de produits français dans les trois colonies.

Si nous comparons les chiffres de l'année 1885 et ceux de 1889, nous constatons une augmentation de 11 millions.

La loi du 29 juillet 1884 donna aux colonies françaises la compensation promise par M. Félix Fauré : elle accorda à leurs sucres importés directement en France une véritable prime, dite *déchet de fabrication*, fixée à 12 %, et frappa d'une surtaxe, non remboursable, de 7 fr. par 100 kilogrammes les sucres bruts et les sucres non assimilés aux sucres raffinés, importés des pays d'Europe ou des entrepôts d'Europe.

La loi du 13 juillet 1886 prorogea cette surtaxe et éleva le déchet de fabrication, pour la campagne 1886-1887, à 24 %, et décida qu'il serait désormais égal à la moyenne des excédents de rendement obtenus par la sucrerie indigène pendant la campagne de fabrication.

Le gouvernement prit une série de mesures pour assurer des avantages à nos exportations dans les colonies qui étaient

restées soumises à l'article 18 du décret de 1854. Cet article conférait au gouvernement métropolitain le droit d'établir les tarifs de douane par simples décrets. Mais la métropole ne trouvait pas davantage, dans ses possessions, les débouchés qu'elle aurait dû y rencontrer. D'ailleurs, la différence des systèmes qui y étaient appliqués constituait un embarras pour le commerce et une confusion pour les intéressés.

En Indo-Chine, le tarif général des douanes était appliqué depuis 1887. Il n'y avait pas de droits de douane en Nouvelle-Calédonie ni dans nos établissements de l'Océanie, mais seulement des taxes d'octroi de mer.

Le régime variait de colonie à colonie. Dans plusieurs de nos possessions, aucune faveur n'était réservée aux produits de la métropole.

Dans celles où des tarifs de douane existaient, leur incohérence et leur insuffisance en faisaient une base impossible pour un régime sérieux et raisonné, tel que le réclamaient le commerce et l'industrie.

Lors du vote de la loi de finances du 26 février 1887, devant les heureux résultats obtenus en Algérie par l'assimilation douanière prononcée par l'article 10 de la loi

de finances du 29 décembre 1884, on proposa d'étendre ce régime à la Cochinchine, au Cambodge, à l'Annam et au Tonkin, ce qui fut voté sans discussion. Mais ce vote du Parlement ne fut accueilli avec enthousiasme ni en Cochinchine ni au Tonkin.

Des taxes, purement fiscales, y frappaient de droits énormes un grand nombre de produits que la France et ses colonies ne pourront jamais produire, et qui sont indispensables aux populations de l'Indo-Chine. Le mouvement commercial de la Cochinchine fléchit de 18 millions en 1888, et le nombre des faillites quintupla. Alors, un décret du 9 mai 1889 dégreva tous les produits n'ayant pas de similaires en France.

Cette tentative d'assimilation pure fut une sage leçon pour le législateur de 1892, qui comprit que, s'il était légitime de garantir un avantage aux produits de la métropole, il ne l'était pas moins de tenir compte de la situation particulière des colonies pour apporter telles exceptions au tarif général métropolitain que cette situation comportait.

CHAPITRE II

Le régime protectionniste de 1892

SECTION I^{re}

Faits et discussions qui ont précédé ce régime

La question du régime douanier à appliquer à nos colonies était de plus en plus à l'ordre du jour, et les discussions qu'elle souleva sont intéressantes à rapporter. Nous allons les passer en revue, de façon à nous faire une idée du courant d'opinions qui devait amener la réforme réalisée par la loi du 11 janvier 1892.

A l'occasion de l'Exposition universelle de 1889, il se tint à Paris un Congrès international colonial. Mais, ses séances étant comptées, et étant donné leur caractère international, les questions qui intéressaient particulièrement les colonies françaises ne purent y être l'objet d'études approfondies. Cependant, au nom de la troisième section, qui s'occupa du régime douanier des colonies,

M. Isaac, sénateur et vice-président du Congrès, émit dans son rapport des avis qui indiquaient fort judicieusement d'excellentes mesures à prendre et qui furent incorporées dans la loi de 1892.

Il est désirable, lisons-nous dans ce rapport¹ :

1° Qu'il soit procédé dans les formes de droit à la revision des sénatus-consultes de 1854 et de 1866, dont les dispositions sont incompatibles avec l'organisation politique actuelle de la France ; que l'acte à intervenir détermine les matières sur lesquelles la loi métropolitaine sera, de plein droit, applicable aux colonies placées autrefois sous le régime des sénatus-consultes ; qu'en attendant et désormais, dans toute loi d'intérêt général votée par le Parlement, il soit introduit une disposition déterminant les colonies auxquelles cette loi sera applicable ;

2° Qu'il soit institué, auprès de l'administration des colonies, un Conseil supérieur comprenant, entre autres membres, des délégués des colonies non représentées au Parlement ; que ce Conseil soit appelé à choisir lui-même son président ; qu'il soit préalable-

1. Congrès colonial et international de Paris, 1889, p. 145.

ment et obligatoirement consulté sur tout projet de loi concernant les colonies et tout projet de décret ayant un caractère législatif; qu'il ait le droit de formuler des vœux en matière coloniale;

3° Que l'organisation intérieure des colonies soit modifiée de manière à concentrer entre les mains du représentant de l'autorité centrale toute l'action administrative et toute la responsabilité; que, par voie de conséquence, les pouvoirs propres des chefs d'administration soient supprimés;

4° Qu'à l'avenir, le régime douanier ne soit établi qu'après consultation des conseils locaux; que, toutes les fois qu'un tarif sera établi dans une colonie dans un but de protection au profit des produits métropolitains, il soit accordé aux produits de cette colonie entrant en France un traitement équivalent.

Le Congrès international à peine clos, de nombreuses personnalités exprimèrent le désir de voir convoquer un Congrès exclusivement national, qui pourrait achever à loisir, dans l'intérêt de la patrie française, l'œuvre un peu cosmopolite du Congrès international. Ce Congrès tint ses séances en 1889 et en 1890. M. Levasseur en était président.

Réuni en assemblée générale le 20 fé-

vrier 1890, il discuta le vœu suivant émis par la première section ¹ :

« La section, considérant que le régime commercial des colonies se rapporte aux intérêts généraux de la nation et non pas seulement à des intérêts locaux, et que, dès lors, il est naturel que la métropole et la colonie participent à son établissement ;

Considérant que les tarifs douaniers sont au nombre des matières qui, par leur généralité, sont comprises dans les attributions du législateur, et que, par conséquent, c'est au Parlement qu'il appartient de les fixer, au moins pour ce qui concerne les colonies représentées législativement ;

Considérant qu'il est de l'intérêt bien entendu de la métropole de ne pas mettre obstacle au développement, dans ses colonies, des produits qui ne font pas concurrence à sa propre production, et que, d'ailleurs, étant donnée l'existence d'un régime douanier, il paraît anormal que soit les produits métropolitains entrant aux colonies, soit les produits coloniaux entrant en France, se trouvent placés sous l'application des mêmes tarifs que les marchandises étrangères,

1. Congrès colonial national, 1889-1890, t. III, p. 29 et suivantes.

Émet le vœu :

1^e Que, pour les colonies représentées au Parlement, les tarifs douaniers soient fixés par voie législative, mais seulement après consultation des conseils généraux ;

2^e Que, pour les colonies non représentées, les mêmes tarifs soient établis par des délibérations des conseils locaux, approuvés par décrets après consultation du Conseil supérieur des colonies ;

3^e Que, dans la fixation des tarifs, un traitement de réciprocité soit assuré aux produits tant métropolitains que coloniaux, et qu'en conséquence, un dégrèvement soit accordé à tous ceux des produits des colonies françaises qui sont actuellement soumis, à l'entrée en France, aux mêmes droits que les produits similaires étrangers.

Ce vœu fut critiqué par MM. Irénée Blanc et le baron Michel, qui le trouvaient insuffisant et trop compliqué. Ils demandaient, d'une part, l'assimilation complète, au point de vue douanier, de la métropole et de ses colonies et, d'autre part, la liberté complète des échanges entre les colonies et la métropole.

M. Maurice Wahl combattit cette proposition en disant que les intérêts et les be-

soins spéciaux de chaque colonie exigeaient un régime douanier particulier.

M. Henri Mager exposa qu'il voudrait laisser les conseils généraux seuls maîtres de fixer les tarifs à leur gré; mais on ne se rangea pas à son avis, et l'assemblée adopta les §§ 1 et 2 du vœu. Quant au § 3, il est remplacé, sous la réserve d'une revision ultérieure, par un amendement de M. le baron Michel, ainsi conçu :

« Les produits français entreront en franchise aux colonies, et les produits des colonies françaises entreront en franchise en France. »

Lors de sa dernière séance, le 4 mars 1890, l'assemblée adopta à nouveau les §§ 1 et 2. Elle discuta de nouveau sur le § 3.

M. Isaac, commissaire, s'efforça de faire revenir le Congrès sur l'amendement de M. le baron Michel, et il parvint à faire adopter le texte suivant, qui fut ajouté aux deux premiers paragraphes adoptés :

3° Que les produits métropolitains, entrant aux colonies ne puissent être soumis, ni directement ni indirectement, à aucune taxe ayant un caractère douanier ;

4° Que les produits coloniaux ayant des similaires en France ne puissent être sou-

mis, à leur entrée dans la métropole, qu'à des droits égaux à ceux qui frapperaient, à l'intérieur du pays, les produits français de même nature ;

5° Que les produits coloniaux n'ayant pas de similaires en France ne puissent être soumis, à l'entrée dans la métropole, qu'à des taxes de consommation d'un taux inférieur aux droits que supporteraient les produits étrangers de même nature.

Ainsi, les deux congrès s'étaient nettement prononcés contre la politique d'autonomie qui, depuis 1666, tendait de plus en plus à isoler les colonies et la France, contre cette politique de folle générosité qui, sous un vain prétexte de liberté, nous privait des légitimes compensations que nos sacrifices incessants nous donnaient droit d'attendre de nos colonies.

L'idée protectionniste avait fait un grand pas en avant.

M. Tirard, alors ministre du Commerce, chargea le Conseil supérieur du commerce de procéder à une vaste enquête auprès des Chambres de commerce et autres corps, sur le régime douanier. Dans l'exposé général des résultats de cette enquête, présenté au Conseil supérieur à sa première séance,

M. Jules Roche, ministre du Commerce, s'exprimait ainsi :

« Le Conseil supérieur avait compris, dans l'étude des questions que peut embrasser la revision de nos lois de douane, l'examen des vœux du pays en ce qui concerne les bases du régime douanier qu'il convient d'appliquer à nos colonies. Une impression très nette se dégage de la consultation provoquée sur ce point par le questionnaire.

« La France, qui s'est imposé des sacrifices considérables pour ses colonies, est en droit d'en chercher la compensation dans l'établissement d'un régime destiné à lui assurer, plus complètement qu'on ne l'a fait jusqu'ici, le bénéfice des échanges avec les différentes parties de son domaine extérieur. S'inspirant de cette idée, une forte majorité s'est formée pour recommander l'assimilation des colonies à la métropole, c'est-à-dire l'importation en franchise des marchandises françaises dans les colonies, avec la réciprocité pour les produits coloniaux à l'entrée en France et l'application du tarif général métropolitain aux marchandises étrangères pénétrant dans nos possessions. »

Le 17 juillet 1890, le Conseil discuta la question du régime colonial. M. Étienne,

sous-secrétaire d'État aux colonies, assistait à la séance.

Aucun rapport n'avait été rédigé ; mais la résolution était prise d'avance, et il n'était plus question de continuer cette politique qui consiste à entretenir des colonies pour le plus grand profit des nations étrangères.

M. Ponnier, filateur de coton, ayant parlé des tentatives faites, en 1884, sur l'invitation de M. Félix Faure, auprès des colonies pour leur faire adopter un tarif plus favorable pour la métropole, trouve la protection ainsi obtenue insuffisante, de même que les droits établis par des décrets du gouvernement dans les colonies régies par le sénatus-consulte de 1854. Il se plaint de l'incohérence de tous ces tarifs, et réclame l'assimilation des colonies à la métropole, en citant les heureux résultats produits par son application à l'Algérie depuis le 1^{er} janvier 1885. Il expose, d'après les statistiques fournies par la douane, un résumé fort intéressant de notre commerce avec nos colonies depuis 1827 jusqu'à l'époque actuelle. Ce tableau prouve que, de 1827 à 1866, il y a eu progression constante dans les échanges entre les colonies et la métropole, et que nos exportations n'ont cessé de dépasser de beaucoup les importations.

Il prouve en outre qu'après le sénatus-consulte de 1866, cet état économique s'est modifié contre nous.

On peut donc dire que cette situation était anormale ; tandis que la France, qui fait tous les frais de leur protection, ne leur envoyait, en 1888, que pour 70 millions de produits, les colonies en recevaient 130 millions de l'étranger ; par contre, elles envoyaient sur le marché métropolitain pour 100.526.591 fr., et n'envoyaient à l'étranger que pour 54 millions.

M. Ponnier, en terminant cet exposé, demande au gouvernement :

1° D'abroger le sénatus-consulte de 1866, pour les trois colonies, et de donner au gouvernement seul la faculté de régler législativement le régime colonial ;

2° D'assurer un traitement de faveur aux produits de nos colonies importés en France, avec des détaxes d'après leur distance.

MM. Félix Faure, député, et Plermezel, membre de la Chambre de commerce de Lyon, dirent que l'abolition du sénatus-consulte de 1866 serait une mesure trop radicale ayant des conséquences fâcheuses. Selon M. Félix Faure, « les colonies doivent avoir la liberté de se mouvoir pour trouver des débouchés à

côté d'elles; on ne doit pas les obliger à prendre leur matériel de fabrication en France, alors que les colonies concurrentes se le procurent à un prix moins élevé, et produisent par conséquent à meilleur marché. » Malgré ses efforts, M. Félix Faure ne put convaincre le conseil, et le débat fut clos par un discours de M. Étienne, qu'il est intéressant de rappeler dans ses principales lignes :

« Mon sentiment, dit-il, est très net : j'appartiens à cette école qui veut que les colonies soient absolument réservées au marché français. Je ne comprends pas cette conception qui consiste à avoir, sur tous les points du globe, des marchés commerciaux qui seraient exclusivement destinés à alimenter tous les autres marchés, excepté celui de la France.

« Avoir, dans l'Atlantique, le Pacifique, l'océan Indien, dans l'Extrême Orient, de grandes possessions, qui ont coûté le sang le plus pur de la France, qui ont nécessité de notre part les plus grands sacrifices, et constater, après de longues années d'occupation, que ces possessions sont livrées aux Anglais, aux Allemands, c'est là un spectacle qui m'afflige tous les jours, et c'est une situation à laquelle il est temps de

porter remède. Cet exposé fait, je suis d'avis qu'il convient de poursuivre le but que M. Félix Faure a atteint en partie en 1884. A cette époque, de toutes parts, dans le Parlement comme dans le public, on a déclaré que la France ne devrait plus se laisser aller aux générosités du passé, et qu'il fallait songer désormais à la production nationale. Ce mouvement s'est étendu aux colonies; on a demandé que les colonies fussent, en partie du moins, réservées au marché français.

« Je crois qu'il faut aller plus loin et demander aux colonies, étant donnés les sacrifices que nous faisons pour elles, de réserver leur marché à la production française. » Il cite ensuite l'exemple de l'Algérie en faveur de l'assimilation et critique le régime de l'autonomie. « Quand on accorde aux colonies l'indépendance économique, la force des choses veut qu'on arrive bien vite à l'indépendance complète; quand les colonies n'ont plus de relations, plus de liens communs avec la métropole, tôt ou tard cette dernière est abandonnée. On en a des exemples : l'Angleterre sait ce qu'il lui en coûte d'avoir laissé une indépendance absolue à ses colonies. »

En terminant ce discours, qui fut fréquemment applaudi, M. Étienne propose au conseil de saisir de la question le Conseil supérieur des colonies qui en délibérera.

Cette solution est adoptée à l'unanimité.

Cependant, lorsque le 20 octobre 1890, M. Jules Roche, ministre du Commerce et de l'Industrie, déposa sur le bureau de la Chambre le projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes, le Conseil supérieur des colonies n'avait pas encore été consulté, ainsi que l'avait fait espérer M. Étienne. Le Gouvernement devait être suffisamment éclairé dans la voie à suivre par les vœux émis précédemment par les deux Congrès coloniaux et le Conseil supérieur du commerce.

Toutefois, le Gouvernement ne crut pas devoir prendre l'initiative, et il se borna à proposer le maintien du *statu quo*, laissant à l'initiative parlementaire le soin d'engager la discussion.

SECTION II

Discussion au Parlement et vote de la loi de 1892

« Le tableau E, porte l'exposé des motifs, détermine le régime applicable aux produits

importés des colonies et possessions françaises. Des considérations fiscales ne nous ont pas permis, à notre grand regret, de vous proposer de détaxer les denrées coloniales; mais la discussion des diverses propositions de loi dont l'initiative parlementaire nous a déjà saisis, vous permettra de vous prononcer à cet égard ¹. »

Les produits étrangers importés aux colonies restaient soumis aux tarifs particuliers en vigueur dans chacune d'elles, et les produits coloniaux exportés en France étaient toujours traités ainsi que leurs similaires étrangers.

Mais la majorité protectionniste du Parlement était décidée à voter l'application aux colonies du nouveau tarif général des douanes. D'autre part, les députés des colonies craignaient que les denrées coloniales ne continuassent, malgré cette application, à être traitées comme les produits étrangers, sans aucune diminution de taxe. Ces députés étaient d'accord avec les représentants du commerce et de l'industrie métropolitaine, lorsqu'ils proposèrent d'appliquer moitié seulement des droits du tarif métro-

1. *Journal officiel*, Session extraordinaire de 1890 Annexe, 932.

politain à différents produits venant des colonies, en ajoutant, comme articles additionnels, les dispositions suivantes :

1° Le traitement de faveur ci-dessus accordé aux produits des colonies françaises est subordonné aux conditions suivantes :

a) Les produits devront venir directement des colonies françaises.

b) Ils devront être accompagnés de certificats d'origine, délivrés par l'administration des douanes de la colonie originaire.

c) Ils devront être importés par des navires français.

2° Le tarif des douanes est applicable dans toutes les colonies françaises, aux mêmes conditions que dans la métropole.

3° Les produits métropolitains entreront francs de tout droit de douanes dans les colonies françaises.

Ils devront être munis de certificats d'origine, délivrés par l'administration des douanes et importés par des navires français.

Dans le cas où les pouvoirs locaux, pour se créer des ressources, croiront devoir taxer les produits français d'un droit de consommation, ce droit s'ajoutera aux droits de douane sur les produits similaires étrangers.

La Commission des douanes, à qui le projet du gouvernement fut renvoyé, dans l'étude spéciale qu'elle fit du régime douanier à appliquer à nos colonies, tint un large compte de cette proposition des députés coloniaux, et, par l'organe de son rapporteur général, M. Méline, réclama l'application aux colonies d'un régime qui, tout en sauvegardant les légitimes intérêts de celles-ci, apportait à la métropole certains avantages que les sacrifices qu'elle s'impose pour elles la mettent en droit d'exiger.

« Les produits étrangers, dit M. Méline dans son rapport ¹, doivent être des produits étrangers dans nos colonies comme chez nous, et soumis aux mêmes droits. Il faut que nos colonies offrent aux produits français des débouchés de plus en plus larges; sans cela, la politique coloniale serait radicalement condamnée. Il n'y a aujourd'hui qu'une voix en France sur la nécessité d'apporter un esprit de plus en plus positif dans la direction de nos affaires coloniales. »

Après avoir montré les bons résultats de l'assimilation introduite en Algérie depuis 1888, M. Méline dit que les autres colonies

1. *Journal officiel*, 9 mars 1891, Annexe 1257, p. 9.

sont prêtes à en faire autant; mais, puisqu'elles réclament une compensation aux recettes importantes qui vont ainsi disparaître de leur budget, la Commission des douanes est d'avis de leur accorder la réduction de moitié qu'elles réclament sur les droits qui frappent leurs produits à leur entrée en France.

« Nous avons, du reste, dit encore le rapporteur, considérablement atténué les conséquences de la mesure pour nos colonies en mettant, en dehors de l'application de notre tarif, les produits étrangers qui n'auraient pas leurs similaires en France, et même les produits d'alimentation de première nécessité qui, ayant leurs similaires, n'ont jamais été considérés comme pouvant nous offrir des débouchés dans nos colonies, à raison du prix trop élevé des transports. Le Conseil d'État sera chargé de déterminer ces exceptions sous le contrôle supérieur du Parlement. »

La Commission des douanes décida que les ressources résultant de l'application du tarif métropolitain aux colonies, resteraient acquises aux budgets coloniaux en vertu de la législation antérieure, qui n'était modifiée qu'en ce qui concerne ces tarifs.

Pour les droits d'octroi de mer, l'abus qu'en avaient fait les conseils généraux décida la Commission des douanes à n'en confier l'établissement ou la modification qu'à des décrets délibérés au Conseil d'État, après avis des conseils généraux ou des Conseils d'administration.

De plus, certaines possessions étaient laissées en dehors de ce régime. C'étaient celles dans lesquelles des conventions internationales interdisent l'application d'un tarif différentiel (territoire de la côte occidentale d'Afrique, sauf le Gabon); d'autres établissements qui ne sont en réalité que des entrepôts, ou qui, trop éloignés de la mère patrie, n'ont pas un commerce suffisant pour qu'il y ait avantage à les faire rentrer dans la règle commune: les établissements français de l'Océanie, de l'Inde, d'Obock et Diégo-Suarez. Nos établissements de l'Inde étaient exceptés à cause de leur enchevêtrement dans les possessions anglaises, qui rendait difficile, sinon impossible, l'établissement d'une ligne de douanes.

Un tableau annexé, le tableau E, fixait les droits et immunités applicables aux produits importés des colonies, possessions françaises et pays de protectorat de l'Indo-Chine.

Le gouvernement s'émut d'un si grand bouleversement opéré dans le régime douanier de nos colonies, et il saisit le Conseil supérieur des colonies du projet de la Commission des douanes.

La discussion s'engagea au sein du Conseil, sous la présidence de M. Étienne, sous-secrétaire d'État aux colonies, les 4, 6 et 8 mai 1891.

M. Félix Faure combattit le projet en reprenant les arguments qu'il avait émis jadis au Conseil supérieur du commerce, et demanda l'ajournement de la discussion jusqu'au moment où les colonies auraient fait connaître leur avis. Cet avis prévalut par l'adoption d'un projet de résolution signé par MM. Félix Faure, Schœlcher et plusieurs autres membres, et ainsi conçu :

« Le Conseil supérieur des colonies ,

« Considérant que les propositions de la commission des douanes concernant les colonies ne sont pas définitives ;

« Que des changements aussi considérables à apporter au régime douanier et économique des colonies ne peuvent être décidés avant la consultation préalable des conseils locaux ,

« Émet l'avis :

« Qu'il y a lieu d'ajourner la décision à prendre quant au régime économique des colonies, jusqu'à ce que l'administration puisse communiquer au Conseil supérieur les délibérations des conseils locaux. »

Mais, malgré cet avis, la consultation des conseils locaux n'eut pas lieu, et le projet de la commission des douanes fut adopté par la Chambre, dans sa séance du 15 juillet, après une discussion à laquelle prirent part MM. Félix Faure, Thomson, Deproge, Le Myre de Villers, Gerville-Réache, Hurard, où libres-échangistes et protectionnistes reproduisirent les arguments déjà donnés dans les précédentes enquêtes.

Après le vote de la Chambre, le projet fut à nouveau discuté au sein de la commission du Sénat, qui, malgré les objections présentées par M. Isaac, jugea le projet bon en y apportant un correctif heureux, qui permet de tenir compte, dans une certaine mesure, des besoins et des vœux des populations.

« Le projet de loi dépossède, outre mesure, les conseils généraux et d'administration des colonies du droit de concourir à l'établissement des exceptions. La commission est d'avis de les autoriser à prendre l'initiative

sur cet objet des délibérations que le Gouvernement sera tenu de soumettre au Conseil d'État, étant bien entendu que le droit de tarification appartient avant tout, en principe et en dehors d'eux, au Gouvernement lui-même¹ ».

En outre, la commission proposa de dire que le tarif de la métropole sera exécutoire seulement après qu'aura été rendu le décret d'administration publique établissant les exceptions.

Dans sa séance du 17 décembre 1891, le Sénat adopta le projet ainsi modifié par sa commission des douanes.

Après plusieurs renvois de l'une à l'autre Chambre, une discussion au Palais Bourbon, le 25 décembre 1891, et une au Sénat le lendemain, le nouveau régime douanier fut établi définitivement par la loi promulguée le 11 janvier 1892.

1. *Journal officiel*, Documents parlementaires, novembre 1891, p. 300.

SECTION III

Économie de la nouvelle loi

En examinant l'économie de cette loi, nous verrons qu'elle marque une orientation nouvelle dans notre politique douanière. En effet, les tendances libre-échangistes, qui régnaient depuis 1860, y font place au protectionnisme le plus accentué et le système des traités de commerce y est définitivement abandonné.

La loi du 11 janvier 1892 est basée sur le principe de l'assimilation, qui fait de la colonie une prolongation du territoire de la métropole : la solidarité politique se double de la solidarité économique.

Les articles qui concernent le régime douanier des colonies sont les articles 3, 4, 5, 6 et 7, ainsi conçus ¹:

« ART. 3.—Les droits et immunités applicables aux produits importés dans la métropole, des colonies, des possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine,

¹. *Journal officiel* du 12 janvier 1892, p. 169,

sont fixés conformément au tableau E annexé à la présente loi.

Sont exceptés du régime du tableau E les territoires français de la côte occidentale d'Afrique (sauf le Gabon), Taïti et ses dépendances, les établissements français de l'Inde, Obock, Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie de Madagascar. Toutefois, les guinées d'origine française provenant des établissements français de l'Inde, sont exemptes de droits. Des exemptions ou détaxes pourront être, en outre, accordées à d'autres produits naturels ou fabriqués originaires des établissements susvisés, suivant la nomenclature qui sera arrêtée pour chacun d'eux par des décrets en Conseil d'État.

Les produits naturels ou fabriqués originaires de ces établissements qui ne seront admis, à leur entrée en France, au bénéfice d'aucune exemption ou détaxe, seront soumis aux droits du tarif minimum.

Les produits étrangers importés dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, à l'exception des territoires énumérés au paragraphe 2, sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France.

Des décrets en forme de règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, détermineront les produits qui, par exception à la disposition qui précède, seront l'objet d'une tarification spéciale.

Les paragraphes 1 et 3 du présent article ne seront exécutoires, pour chaque colonie, qu'après que le règlement prévu par le paragraphe 4 sera intervenu, sans que cependant l'effet de cette disposition puisse excéder le délai d'un an. Toutefois, le gouvernement pourra faire bénéficier immédiatement, en tout ou en partie, des dispositions du tableau E les colonies qui actuellement appliquent dans leur ensemble aux produits étrangers les droits du tarif métropolitain, ou qui frappent les denrées coloniales venant de l'étranger de droits inscrits audit tarif.

ART. 4. — Les conseils généraux et les conseils d'administration des colonies pourront aussi prendre des délibérations pour demander des exceptions au tarif de la métropole. Ces délibérations seront soumises au Conseil d'État, et il sera statué sur elles dans la même forme que les règlements d'ad-

ministration publique prévus dans l'article précédent.

ART. 5. — Les produits originaires d'une colonie française importés dans une autre colonie française ne seront soumis à aucun droit de douane.

Les produits étrangers importés d'une colonie française dans une autre colonie française seront assujétis, dans cette dernière, au paiement de la différence entre les droits du tarif local et ceux du tarif de la colonie d'exportation.

ART. 6. — Le mode d'assiette, les règles de perception et le mode de répartition de l'octroi de mer seront établis par des délibérations des conseils généraux ou des conseils d'administration, approuvés par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique.

Les tarifs d'octroi de mer seront votés par les conseils généraux ou conseils d'administration des colonies. Ils seront rendus exécutoires par décrets rendus sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie et des colonies. Ils pourront être provisoirement mis à exécution en vertu d'arrêtés des gouverneurs.

Les dépenses du service des douanes

(personnel et matériel) seront comprises dans les dépenses obligatoires des budgets locaux des colonies.

ART. 7. — Les dispositions de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1884, relatives à l'Algérie, sont maintenues en vigueur.

Enfin, le tableau E annexé à la loi fait à certains produits des possessions françaises une situation de faveur. Ces produits étaient : le cacao en fèves ou broyé, le chocolat, le café en fèves, torréfié ou moulu, les thé, poivre, piment, girofle, cannelle, cassia lignea, amomes et cardamomes, muscades, macis et vanilles. Ils bénéficiaient, à leur entrée en France, d'une réduction de moitié sur les droits du tarif métropolitain.

Il est bien spécifié, dans le tableau E, que les produits des colonies et possessions françaises ne sont admis au régime de faveur qu'à la condition de l'importation directe, et sur la production des justifications d'origine réglementaires.

Notre régime douanier de 1892 ne s'occupe, ni de Madagascar ni de la Tunisie. C'est que le traité du 17 décembre 1885 n'accordait à la France, à Madagascar, qu'une protection politique avec quelques privilèges pour les personnes de ses nationaux. La

loi du 16 avril 1896 a placé la grande île sous le régime douanier de 1892.

Quant à la Tunisie, elle était mise, par la loi du 19 juillet 1890, sous un régime exceptionnel qui ne pouvait être modifié avant l'expiration des traités conclus par le gouvernement de la Régence avec d'autres puissances. Un certain nombre de produits tunisiens entraient en franchise, en France ; il n'y avait pas compensation pour les marchandises françaises, qui ne jouissaient d'aucune protection dans la Régence.

SECTION IV

Conséquences de la loi du 11 janvier 1892

Maintenant que nous avons passé en revue, dans la loi du 11 janvier 1892, ce qui intéressait particulièrement nos colonies, nous allons examiner le résultat produit par son application sur leur mouvement commercial.

Le meilleur moyen de se rendre compte du progrès du commerce des colonies consiste à établir une comparaison entre deux années, l'une précédant l'application du tarif

général des douanes et l'autre venant un peu après.

Prenons, par exemple, les chiffres de 1891, année qui précède la nouvelle loi, empruntés aux statistiques coloniales et ceux de 1894; comparons-les:

En 1891, le mouvement commercial de nos colonies — moins l'Algérie et la Tunisie — s'était élevé à 400 millions en chiffres ronds, dont plus de la moitié, 220.590.864 fr., avec l'étranger.

Le commerce avec la France s'élevait donc seulement à 179.942.125 fr., soit 40 millions de moins.

Les colonies françaises avaient importé, c'est-à-dire acheté au dehors, pour 211.690.636 francs en 1891.

Sur ce chiffre, elles en avaient acheté pour 132.309.530 fr. à l'étranger, et pour 78.891.106 fr. à la France, c'est-à-dire pour 53.418.424 fr. de moins.

Les colonies avaient exporté, c'est-à-dire vendu en 1891, pour 188.842.353 fr. Sur ce chiffre, l'étranger avait reçu 88.281.734 fr., et la France 100.560.619 fr., soit 12.278.885 fr. de plus.

En 1894, le mouvement commercial de nos colonies (toujours moins l'Algérie et la

Tunisie) s'est élevé à la somme de 476 millions en chiffres ronds, dont 259 millions avec l'étranger.

Le commerce avec la France s'élève donc seulement à 213 millions, soit 46 millions de moins.

Les colonies françaises ont importé pour 223 millions. Sur ce chiffre, elles en ont acheté pour 124 millions à l'étranger, et pour 95 millions seulement à la France, c'est-à-dire pour 28 millions de moins.

Les colonies ont exporté, en 1894, pour 253 millions.

Sur ce chiffre, l'étranger a reçu 134 millions, et la France 118 millions, soit environ 16 millions de moins.

On voit donc, par ce rapprochement du mouvement commercial des deux années, que celui-ci, après seulement une période de trois années depuis la loi de 1892, s'est élevé, de 400 millions en 1891, à 476 millions en 1894.

La différence est assez grande pour indiquer une amélioration, qui est la meilleure réponse aux critiques dirigées contre le nouveau régime douanier des colonies.

D'autre part, le commerce de la France avec ses colonies s'est élevé de 179.942.125

francs en 1891, à 213 millions en 1894, en augmentant de près de 33 millions.

Le chiffre des achats des colonies au dehors est plus élevé en 1894 qu'en 1891, 223 millions au lieu de 211, et pourtant, la différence entre les achats faits à l'étranger et les achats faits en France a considérablement diminué, puisqu'elle n'est plus que de 28 millions, alors qu'elle était de près de 54 millions.

Le chiffre des exportations des colonies s'est élevé, de 188 millions en 1891, à 253 millions en 1894.

Il est vrai que la France recevait, en 1894, 16 millions de moins que l'étranger; mais cela prouve qu'il n'y a pas lieu de craindre l'envahissement du marché français par les produits coloniaux, et que la loi de 1892 n'a pas fermé aux colonies les débouchés étrangers.

Afin de se donner une idée de l'importance du commerce particulier de nos différentes colonies et possessions, on n'a qu'à consulter le rapport fait en 1900 par M. Le Myre de Vilers, député, au nom de la Commission du budget, chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1901 pour le ministère des Colonies.

Le rapporteur a choisi, pour les comparer, les deux années 1892 et 1898. Il n'envisage que le commerce général, ne distinguant pas entre les importations et les exportations, et cela 'est évidemment fâcheux. Pour chaque colonie, il établit le gain ou la perte en 1898. Il arrive ainsi à montrer que le commerce général de nos colonies s'est accru de 20 02 % en 1898 par rapport à 1892. Si l'on retranche, de l'augmentation du mouvement commercial de nos colonies, les sommes qui représentent le gain réalisé, en 1898, par Madagascar et la côte des Somalis, l'établissement de notre protectorat sur la grande île étant en effet postérieur à l'application du régime douanier de 1892, et les douanes n'étant pas établies avant 1899 à la côte des Somalis, le gain total n'est plus que de 22.070.068 fr., soit 16 23 %.

Pour nos vieilles colonies, telles que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, nous constatons, en 1898, une perte sur leur commerce général comparé à celui de 1892 ; mais ce n'est là qu'une crise passagère, et nous voyons ce commerce aujourd'hui relevé.

Enfin, pour compléter cette statistique, si nous nous reportons aux chiffres donnés par

l'Office Colonial dans les statistiques Coloniales de l'année 1900, nous voyons que le mouvement du commerce général des colonies et pays de protectorat qui relèvent du ministère des colonies, s'est élevé, en 1900 (importations et exportations réunies des marchandises de toutes sortes), à une somme de 780.409.713 fr. 05, dont une augmentation de 124.668.267 fr. 65 sur l'année précédente, et de 239.528.251 fr. 74 sur la moyenne de la période quinquennale antérieure à 1900.

A l'importation, les valeurs ont atteint le chiffre de 436.024.140 fr. 24. Elles ont été ainsi supérieures de 90.448.433 fr. 54 à celles de l'année précédente, et de 160.561.092 fr. 57 à la moyenne quinquennale.

Les exportations ont atteint le chiffre de 344.385.572 francs 81, en augmentation de 34.219.834 fr. 11 sur l'année précédente et de 78.967.159 fr. 17 sur la moyenne quinquennale.

Nous assistons donc à une marche ascendante dans le commerce de nos colonies, depuis qu'elles sont régies par la loi du 11 janvier 1892. De plus, le chiffre d'affaires qu'elles font avec la France a toujours augmenté jusqu'à aujourd'hui: de 73.500.000 fr. qu'il était en 1889, nous le voyons, en 1892, arriver à

84.517.714 fr. 35 et, en 1898, à 125.176.731 fr. Dans l'évaluation de 1898, nous ne faisons pas figurer le gain de Madagascar et celui de la côte française des Somalis. Si nous comparons les chiffres de 1898 et de 1900 pour comprendre ceux de Madagascar et de la côte des Somalis, nous voyons que le commerce d'importation des colonies avec la France et ses colonies s'est élevé, de 142.904.782 fr. en 1898, à 219.832.002 fr. en 1900. D'autre part, alors qu'en 1898, nos colonies achetaient à l'étranger pour 146.227.985 francs de marchandises, elles en achetaient en 1900 pour 216.192.137 francs. Ces chiffres prouvent que nos possessions d'outre-mer sont dans une ère de prospérité indiscutable ; car, pour acheter, il faut des moyens d'achat.

De tout ceci, il y a deux déductions à tirer :

1° Pour les anciennes colonies, notre industrie métropolitaine a reconquis une partie de leur marché ;

2° Pour les nouvelles colonies, celles du moins auxquelles des tarifs différentiels ont été imposés, comme Madagascar et l'Indo-Chine, on n'a pas eu à se plaindre.

L'Indo-Chine, en particulier, est dans une situation très prospère. D'après les statistiques, les douanes en 1901 annoncent, pour

le commerce général, 534 millions, soit 60 millions de plus qu'en 1900.

L'augmentation totale, depuis 5 années, a été de 320 millions, soit 148 %¹

Les nombreux visiteurs accourus de tous les points du globe à l'Exposition universelle de 1900, ont déjà pu être émerveillés devant la belle exposition organisée par l'Indo-Chine à Paris. Aujourd'hui, notre colonie d'Extrême Orient fait mieux encore : en effet, en ce moment, se tient à Hanoï une exposition qui, de l'avis général des correspondants de la presse, dépassera toutes les espérances. Non seulement, elle a réuni les richesses et les produits indo-chinois, mais encore elle a convié les autres colonies françaises à venir joindre leurs produits aux siens, et celles-ci ont répondu assez bien, dit-on, à cet appel. On ne peut qu'applaudir à ce mouvement, qui amènera nos colonies à fraterniser entre elles et à mieux se connaître, espérons-le du moins.

1. Pour être juste, il convient de dire que, de grands emprunts ayant été contractés en France par l'Indo-Chine et Madagascar pour leurs travaux publics, il est naturel que les douanes de ces colonies aient eu à constater un fort accroissement de marchandises (matériel, etc.) de provenance métropolitaine; l'argent des emprunts a servi, pour partie du moins, à solder l'acquisition de ces importants achats, sur lesquels nos industriels ont réalisé de sérieux bénéfices.

Les tarifs différentiels imposés aux nouvelles colonies, tout en favorisant les marchandises françaises, n'ont donc pas nui à leur développement.

La principale objection des adversaires tombe ainsi d'elle-même. Et pourtant, que n'a-t-on pas dit au sujet de la quasi-obligation faite aux populations de consommer nos produits nationaux ? L'obligation peut sembler dure ; mais les faits prouvent cependant que les colonies n'en ont pas souffert, puisque leur commerce général a augmenté, et que, tout en achetant davantage à la France, leurs importations de l'étranger n'ont cessé d'augmenter.

Jadis nos produits arrivaient dans nos possessions lointaines grevés de charges de transport énormes, et ne pouvaient lutter avec les produits similaires étrangers amenés à des frais moindres. Maintenant, les chances sont égalisées ; pour les produits étrangers, les droits de douane remplacent les frais de transport, ce qui fait que les colons peuvent choisir entre les marchandises de même prix.

Enfin, les droits de douane perçus sont un bénéfice considérable pour le budget local des colonies : c'est une considération à ne pas négliger.

Les adversaires du régime de la loi de 1892 appliqué aux colonies ont relevé que, depuis cette époque, le coût de la vie pour les Européens dans nos possessions lointaines s'était sensiblement accru. Cela est exact.

Toutefois, il convient d'observer que le mal n'est pas tel qu'on l'a décrit. Les Européens résidant dans nos colonies soumises au nouveau régime douanier, doivent être partagés en deux fractions initiales, les Français et les étrangers : de ceux-ci nous n'avons pas à nous occuper; ils vivent de nous et chez nous; s'ils y restent, c'est que les charges qui leur sont imposées ne leur semblent pas trop lourdes. Quant à nos concitoyens, on peut les diviser en militaires, fonctionnaires et colons. Pour les deux premières catégories, les indemnités de séjour et les soldes coloniales sont calculées de façon à leur compenser largement le surcroît de dépenses qu'ils sont censés supporter par suite de leur éloignement de la mère patrie. Le sort de la troisième catégorie, celle des colons (négociants, employés, planteurs, etc.), reste donc à examiner. Or, depuis dix ans, aux colonies comme en Europe, les salaires ont augmenté sensiblement; les produits de nos colonies se vendent également en hausse sur

nos marchés, où ils profitent de la remise du demi-droit de douane ; enfin, l'on peut affirmer que les comptoirs coloniaux tenus par des Français, qui se multiplient à Madagascar et en Indo Chine, auraient dû laisser la place aux Anglais et aux Allemands, si le nouveau régime douanier n'avait pas protégé avec efficacité les articles français. Tous ces avantages doivent se payer, et, à considérer les choses avec impartialité, il est indéniable que le léger accroissement du coût de la vie aux colonies, autour duquel on a fait tant de bruit, bien à tort selon nous, a été très largement compensé au moyen des avantages divers que nous n'avons pu qu'indiquer sommairement. Ne sait-on pas, de plus, que les articles frais d'alimentation (volailles, etc.) sont bien meilleur marché à Saïgon ou à Hanoï qu'en France ? Le vin revient plus cher, ainsi que les objets de luxe, cela est incontestable ; mais qu'est-ce en comparaison avec les nécessités de la vie quotidienne ? Il y a, dans l'observation qui précède, tout un ordre d'idées qu'on néglige trop souvent — volontairement ou non — quand on aborde le sujet sur lequel nous venons de nous expliquer brièvement.

CHAPITRE III

L'écoulement des produits coloniaux sur les marchés européens

D'après les renseignements fournis par les statistiques publiées par l'office colonial pour l'année 1900, nous voyons que la France figure pour 158.975.342 fr. 50 au chiffre des exportations de ses colonies — l'Algérie et la Tunisie exceptées. C'est certes un progrès auprès des exportations de 1891, qui ne montaient qu'à 97.006.277 fr. Il serait cependant désirable que ce chiffre s'élevât encore.

L'étude du *tableau général du commerce et de la navigation pour 1898* prouve que, tandis que notre pays a dû importer pour sa consommation 1.251 millions de fr. de produits exotiques en général, ses colonies ne lui ont fourni, sur cette somme totale, que pour environ 75 millions. Or, il n'est pas contestable que, presque tous ces produits étant d'origine tropicale, nous devions pouvoir les tirer

directement de nos colonies, qui sont toutes situées sous les tropiques.

Nos colonies africaines, il est vrai, sont encore jeunes, et on pourrait être tenté de dire que, si nous leur achetons peu, c'est qu'elles produisent encore peu. Non, ce n'est pas là la raison qui nous oblige à nous adresser à l'étranger ; et, pour le démontrer, nous allons donner quelques chiffres qui montreront, pour trois de nos possessions africaines, que ce n'est pas en France qu'elles écoulent leurs produits.

COTE D'IVOIRE

	FRANCE	ÉTRANGER	TOTAL
Caoutchouc.	27 tonnes 1/3	262 tonnes	289 tonnes 1/2
Acajou . .	1.661 —	10.998 —	12.659 —

DAHOMEY

Caoutchouc . . .	2 tonnes	12 tonnes	14 tonnes
Huile de palme. .	4.500 —	5.100 —	7.600 —
Palmistes. . . .	3.200 —	18.500 —	21.700 —

GUINÉE FRANÇAISE

Caoutchouc . . .	101 tonnes	1.124 tonnes	1.225 tonnes
Huile de palme. .	2 —	147 —	149 —
Palmistes. . . .	736 —	2.907 —	3.643 —

Dans un rapport qu'il fit au Congrès international de géographie économique et commerciale tenu à Paris en 1900, M. Aspe Fleurimont, conseiller du commerce extérieur, montre l'intérêt qu'il y aurait pour la France non seulement à vendre à ses colonies le plus possible de produits fabriqués, mais encore à y acheter directement les matières premières, qu'elles fournissent en abondance, et que nos industriels se procurent actuellement à l'étranger.

« Il importe non seulement, disait M. Aspe Fleurimont, de nous efforcer de vendre à nos colonies le plus possible de nos marchandises nationales ; mais, il y a aussi le plus grand intérêt, en vue d'une balance économique sagement entendue, à ce que nous achetions *directement* à nos colonies les matières premières qu'elles produisent en abondance, et que nos industriels ont la funeste habitude d'aller trop souvent se procurer à l'étranger, ne les ayant ainsi que de seconde main, et payant des frais et des commissions assez inutiles ¹. »

Il n'est pas normal que nos colonies en-

1. Congrès international de géographie économique et commerciale. Rapport de M. Aspe Fleurimont, p. 2.

voient à l'étranger pour 175.992.763 fr. 31 de leurs produits du cru, c'est-à-dire pour 17.017.620 fr. 81 de plus qu'en France.

Ces produits devraient venir directement dans notre pays, puisque des débouchés leur seraient assurés.

Il n'en est malheureusement pas ainsi.

Si nous examinons les importations françaises des principaux produits tropicaux, pour lesquels nos producteurs coloniaux pourraient entrer en concurrence avec leurs rivaux étrangers, nous trouvons, pour l'année 1898, que nos colonies nous ont fourni pour 67.943.003 fr., alors qu'elles ont vendu à l'étranger 638.075.037 fr., soit un peu plus de 10 %.

Pour plus de renseignements, voici un tableau qui montrera l'état de ce que la France, en 1898, a tiré de l'étranger en produits tropicaux que ses colonies pourraient et devraient lui fournir.

PRINCIPAUX PRODUITS EXOTIQUES ACHETÉS AUX PAYS ÉTRANGERS PAR LA MÉTROPOLE
ET PART DES COLONIES FRANÇAISES DANS CETTE MASSE

Année 1898

PRODUITS IMPORTÉS	IMPORTATIONS DES		PART PROPORTIONNELLE des COLONIES FRANÇAISES
	Colonies françaises	Pays étrangers	
Caoutchouc } bruts	1.741.159	30.280.372	5.62 %
et gutta-percha } ouvrés.	587.468	9.708.868	6.04
Café	1.274.243	105.943.024	1.20
Graines et fruits oléagineux	17.042.137	120.802.113	14.11
Huiles et sucs végétaux	4.778.013	38.469.863	12.42
Cacao	1.832.266	32.084.429	5.71
Jute brut		32.822.568	
Indigo	33.170	8.042.150	
Riz	29.167.158	6.961.150	419.01

— }
— }
— }

Ainsi, sur 32.000.000 de caoutchouc importés en France, nous n'avons acheté directement à nos colonies que pour 1.741.159 fr. C'est un chiffre dérisoire à côté de ce qu'elles en ont exporté dans leur ensemble ¹. D'où vient cette anomalie ?

M. Aspe Fleurimont, dans son rapport au Congrès international de géographie économique et commerciale, fait remarquer que, si nos colonies de l'Afrique occidentale, par exemple, écoulent leurs produits, non en France, mais en Angleterre ou en Allemagne, c'est que, dans ces pays, se trouvent de grands marchés et que les acheteurs y sont nombreux : les relations maritimes fréquentes, les conditions qui en résultent pour le prix du transport, les commodités plus grandes expliquent cette préférence.

« Les relations de Liverpool », dit-il ², en prenant ce port, entre autres, comme exemple, « avec le monde entier et notamment avec l'Afrique occidentale sont très fréquentes, le fret bon marché et les commodités plus grandes ; les navires anglais et allemands vont quérir le fret eux-mêmes, et

1. Voir le tableau donné plus haut.

2. Aspe Fleurimont, rapport déjà cité, p. 4.

au besoin , ils l'attendent, ne craignant pas de s'arrêter. Les bateaux français , presque tous postaux , au contraire , n'ont pas de temps à perdre, disent-ils ; ils doivent arriver au jour fixé ; et , pour ce faire , ils laissent le fret, que prennent leurs rivaux étrangers. Il faudra beaucoup de temps avant de pouvoir changer ces habitudes ; il faudrait surtout que nous ayons une marine de commerce vraiment digne de ce nom, qui puisse donner aux affaires d'outre-mer le concours que ses lourdes charges l'empêchent de leur accorder aujourd'hui. »

Nous étudierons, dans un autre chapitre, la création de marchés de matières premières en France. Pour l'instant, nous constaterons qu'il ne suffit pas de créer de grands marchés de matières premières; il faut encore y amener ces matières; or, bien plus que l'absence de ces marchés, les prix de transport élevés empêchent les produits coloniaux d'affluer chez nous. On est tenté d'en rejeter la faute sur les armateurs français qui voudraient trop gagner. Non; mettons-les sur un pied d'égalité avec les armateurs étrangers, et ils pourront baisser leurs prix et armer d'autres navires. Mais quelles transformations complexes à opérer !

M. Le Myre de Vilers indique quatre réformes à faire pour remédier à cet état d'infériorité de nos armateurs.

Ces quatre réformes sont relatives à la composition des équipages, aux primes à la navigation, à la francisation des navires et à la délivrance des brevets de capitaine et de mécanicien.

La loi de 1893 oblige nos armateurs à composer les équipages de leurs navires, pour les trois quarts, de Français ou de sujets français. Cette obligation les met dans une infériorité notoire vis-à-vis des armateurs allemands et anglais, qui peuvent composer leurs équipages comme ils l'entendent, et naviguent ainsi à des frais beaucoup moindres.

On objecte que le ministre de la Marine, par une circulaire du 25 novembre 1895, n'a laissé subsister la condition de nationalité qu'à l'égard du capitaine. C'est vrai, mais sans préjudice des deux autres conditions exigées par la loi : un permis de navigation annuel délivré par l'autorité consulaire, des capitaux aux deux tiers français. La facilité accordée par la circulaire ministérielle vise donc uniquement la délivrance du rôle d'équipage et du permis de navigation ; l'obli-

gation relative à la nationalité française des trois quarts de l'équipage subsiste, en ce qui concerne le droit des armateurs à la prime de navigation. Nos armateurs coloniaux sont donc placés dans l'alternative suivante : ou se soumettre à la condition de nationalité, d'où résultent pour eux des charges qui les mettent dans l'impossibilité de lutter avec leurs concurrents étrangers, mais conserver leur droit à la prime, ou profiter des tempéraments apportés à la loi par les circulaires ministérielles, mais alors perdre leur droit à la prime. Pris entre les deux termes de ce dilemme, ils préfèrent s'abstenir. Ne devrait-on pas leur permettre de recruter leurs équipages comme nos concurrents étrangers, en ne leur imposant que l'obligation de prendre les officiers parmi les nationaux ¹ ?

Ceci fait pour notre marine, une autre réforme qui serait tout au moins équitable resterait à faire. Nous voulons parler de l'entrée en franchise des produits coloniaux, que M. Le Myre de Vilers proposait dans son rapport sur le budget des Colonies en 1900. Il n'est

1. La loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande a amélioré la situation décrite dans les lignes qui précèdent.

pas juste que, à la fois, la France fasse payer aux colonies des droits différentiels à l'entrée chez elles, et des taxes élevées, à l'entrée chez nous, sur leurs produits, tels que les cafés, les vanilles et les cacaos. Cette réforme serait certainement le meilleur moyen d'attirer sur le marché métropolitain une quantité plus considérable de denrées coloniales et, par suite naturelle de cette augmentation, d'acheminer sur les marchés coloniaux une plus forte quantité de produits métropolitains.

Il y a, en effet, une corrélation évidente entre la quantité de produits français qu'achètent nos colonies, et celles de produits coloniaux que celles-ci nous vendent, la marchandise suivant le pavillon. Il faut, de plus, augmenter les facultés d'achat de nos clients indigènes. Ceux-ci, pris dans leur masse, ne sont pas accoutumés à l'épargne ; ils achètent dans la limite de leurs besoins immédiats.

Pour augmenter ceux-ci, il faut développer la production qui permettra de les satisfaire et, par conséquent, l'exportation des produits du cru, afin de créer une circulation de valeurs aujourd'hui absolument insuffisante. Mais, pour ouvrir largement le débouché de la France aux produits de nos colonies, nous devons admettre en franchise

leurs produits en France, comme nos marchandises nationales entrent dans les colonies.

Il faut établir les rapports commerciaux de la métropole avec ses colonies sur la base de la réciprocité, ainsi que (on l'a vu plus haut) d'éminents parlementaires le demandent depuis longtemps. De cette manière, les colonies, vendant davantage à la métropole, lui achèteront dans de plus fortes proportions.

M. Le Myre de Vilers, pour montrer quel développement prendraient nos colonies, si elles obtenaient enfin le libre accès de leurs produits dans la métropole, cite deux exemples frappants des effets qu'on peut attendre de ce régime.

Le premier exemple est celui de Ceylan. Il y a 25 ans, cette île ne produisait pas une once de thé ; aujourd'hui le thé y couvre 147.310 hectares, et son exportation a été de 57.078.000 kilogrammes en 1898. On pourrait essayer quelque chose de semblable dans notre possession de l'Annam, qui convient très bien à la culture de cette plante.

L'exportation totale du thé de l'Annam était de 10.000 kilogrammes en 1897 ; en 1899, cette exportation, pour une seule pro-

vince de l'Annam, a monté à 137.391 kilogrammes. Tout ce thé est à destination de la métropole. Mais ceux à qui ce résultat est dû éprouvent déjà des difficultés inouïes pour garder leur place sur notre marché. C'est que, moins heureux que le thé de Ceylan en Angleterre, le thé de l'Annam n'entre pas en franchise en France. Ces difficultés ne sont certes pas propres à encourager d'autres initiatives.

Le second exemple proposé par le député de l'Indo-Chine est celui de la Tunisie.

Avant 1890, la métropole importait pour 5 millions de marchandises en provenance du protectorat.

Après la loi du 19 juillet 1890, accordant l'admission en franchise ou des traitements de faveur aux principaux produits tunisiens à leur entrée dans la métropole, la Tunisie, avec son importation en France, atteint le chiffre de 30 millions, ce qui fait un gain de 25 millions.

Et, tandis que les marchandises qui bénéficient de la franchise prennent le chemin de la métropole dans la proportion de 78 %, 89 %, 92 % et 99 47 %, l'exportation des produits qui restent sous le régime du tarif minimum ne dépasse pas 25 %, comme avant la loi de 1890.

Quant à la France, en vertu d'une loi tant de fois vérifiée, elle a réalisé elle-même un gain de 11 millions à l'importation de ses produits dans la Régence.

Ainsi, voilà donc bien la preuve qu'il suffit de multiplier les rapports commerciaux d'une colonie avec la métropole pour que, en retour, les rapports de celle-ci avec celle-là s'accroissent également.

CHAPITRE IV

Des réformes à apporter au tarif douanier de 1892

La *réciprocité de franchise* étant admise entre la France et ses colonies pour leurs produits respectifs, on ne manquera pas d'objecter deux conséquences de ce libéralisme économique. Celles-ci, au premier abord, semblent assez graves pour faire reculer le législateur soucieux de sauvegarder les intérêts de la mère patrie.

La première objection est d'ordre financier :

« Par quoi comblera-t-on le déficit causé au budget en abolissant ainsi les droits de douanes payés par les produits coloniaux? »

M. Le Myre de Vilers a prévu cette objection ¹.

« En 1898, dit-il, les droits perçus sur les principaux produits en provenance des colo-

1. Rapport fait au nom de la Commission du budget par M. Le Myre de Vilers, député de la Cochinchine. (Annexe au procès-verbal de la séance du 10 juillet 1900, p. 30.)

nies, s'élevaient à 2.850.000 fr. Si tous ces produits entraient dans la métropole sans acquitter aucun droit de douane, il en résulterait, pour le budget de l'État, une perte égale à cette somme. Mais il y a lieu d'observer que, dès à présent, il est possible de diminuer, dans une proportion à peu près correspondante, la subvention que la métropole accorde aux colonies et que, dans l'avenir, cette subvention pourrait être réduite successivement pour permettre à l'État de réaliser chaque année des économies susceptibles de compenser exactement les pertes provenant de l'octroi de la franchise aux produits coloniaux. »

Et, parlant au nom des représentants des colonies, le député de la Cochinchine dit qu'ils applaudiraient à ces réductions successives, si elles avaient, comme contre-partie, les modifications qu'ils réclament au régime douanier actuel. Ils seraient même empressés à rechercher toutes les réductions de dépenses possibles pour alléger, par cela même, les charges de la mère patrie, qui leur aurait donné ainsi une preuve éclatante de sa sollicitude et de sa justice.

« Dans un autre ordre d'idées, dit-il encore, il ne doit pas échapper que la ques-

tion de l'autonomie financière réelle des colonies, est liée à celle de l'accroissement de leurs ressources propres.

Or, celles-ci n'augmenteront d'une manière notable que si l'on arrive à organiser l'exploitation intensive des richesses naturelles des colonies en leur ouvrant le débouché qui, en l'état, leur fait défaut... Il est essentiel de ne pas perdre de vue que le budget de l'État réalisera une économie annuelle de 50 millions, le jour où les colonies seront en mesure de faire face à toutes leurs dépenses ; puis, quand celles-ci connaîtraient enfin une prospérité assez grande, la question se poserait alors de savoir si, après avoir acquitté leurs dépenses de souveraineté, il ne serait pas juste de les appeler à participer aux dépenses générales de l'État. »

La seconde objection est d'ordre économique : « Les colonies pouvant nous envoyer en franchise leurs produits, elles viendront faire concurrence à notre industrie et à notre agriculture nationales. »

Cette objection a sa valeur, et nous étudierons cette question dans un autre chapitre. Pour l'instant, nous nous bornerons à résumer en quelques mots notre pensée à ce sujet, en disant que, si la réciprocité de fran-

chise à l'entrée dans les colonies et dans la métropole, pour leurs produits respectifs, est le but à atteindre, il faut que ce libéralisme économique ne permette pas aux colonies de faire concurrence à la métropole.

Le régime douanier du 1892 existe à peu près intégralement dans toutes nos colonies, sauf celles du groupe ouest africain. A ce propos, rappelons brièvement quel est ce régime.

Jusqu'au 1^{er} février 1892, la France avait deux tarifs : le « tarif général », — le plus élevé, — auquel étaient soumis les produits et marchandises originaires des pays n'ayant pas de traité de commerce avec la République ; — le « tarif conventionnel », sensiblement moins élevé, dont bénéficiaient les importations des pays liés avec le nôtre par des traités.

Ce système des traités synallagmatiques de commerce a été condamné par la majorité protectionniste de la Chambre, lorsqu'elle a voté la loi du 11 janvier 1892, qui a été mise en vigueur dès le 1^{er} février suivant. Elle a décidé que la France, afin de demeurer maîtresse de ses tarifs, ne conclurait plus de traités de commerce avec tarifs annexés. Ceci est le principe sur lequel repose le système.

Toutefois, nous possédons encore deux tarifs : l'un, le « *tarif général* », appelé couramment « *tarif maximum* », l'autre le « *tarif minimum*. »

Le « *tarif maximum* » est appliqué aux nations qui n'ont pas avec la France un « arrangement commercial », — arrangement temporaire et toujours révocable qui remplace les anciens traités ; — le « *tarif minimum* » à celles qui en ont un, ou qui, pour prendre les termes plus généraux de la loi, font bénéficier les marchandises françaises d'avantages corrélatifs et leur appliquent leurs tarifs les plus réduits.

L'Algérie, ainsi que nos autres colonies, et les pays de protectorat, à l'exception de la Tunisie, sont compris dans les arrangements commerciaux, de telle sorte que l'on peut rencontrer dans nos colonies les deux tarifs, « *général* » et « *minimum*. »

Les principaux pays avec lesquels la France a des « arrangements commerciaux » sont : la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Italie, l'Espagne. En outre l'Angleterre, en vertu de la loi du 27 février 1882, l'Allemagne, en vertu de l'article 11 du traité de Francfort, qui réclame le « traitement de la nation la plus favorisée », bénéficient de notre « *tarif minimum* ».

Nous disions plus haut que le régime de 1892 existe à peu près intégralement dans toutes nos colonies ; nous avons vu que l'article 3 de la loi de 1892 a cependant divisé nos possessions d'outre-mer en deux groupes. Il a mis à part celles de l'Afrique occidentale, par suite de motifs d'ordre géographique et diplomatique. (Convention franco-anglaise du 14 juin 1898.)

Dans le premier groupe, sont des colonies obligées à recevoir en franchise les marchandises métropolitaines et à imposer les marchandises étrangères. Ces dernières sont alors soumises, soit aux droits portés au « tarif minimum » ou au « tarif général », suivant que leur pays d'origine bénéficie ou non, en France, du « tarif minimum »,—soit à un régime spécial établi par un décret rendu en Conseil d'État, et formant une tarification unique qui se substitue aux droits du tarif général et du tarif minimum ». En compensation de l'obligation qui leur est faite, ces colonies voient leurs produits bénéficier dans la métropole d'une exemption soit totale, soit partielle.

Ces colonies sont: la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane, Saint-Pierre-Miquelon, le Gabon, Mayotte, les

Comores (depuis les décrets du 23 janvier et 23 mai 1896), Madagascar et ses dépendances (depuis la loi spéciale du 16 avril 1897), l'Indo-Chine et la Nouvelle-Calédonie.

Dans le second groupe sont les colonies libres d'imposer ou de ne point imposer les marchandises étrangères, c'est-à-dire de protéger ou de ne point protéger chez elles les marchandises françaises. La loi leur fait payer cette liberté en leur refusant le bénéfice des « droits et immunités » accordés à l'importation aux produits du premier groupe. Elles sont donc soumises aux droits inscrits au « tarif minimum », sauf le cas d'exemptions ou détaxes qui peuvent leur être accordées, à titre de faveur, par décrets en Conseil d'État.

Ces colonies sont : le Sénégal, la Guinée et tous les autres territoires de la côte occidentale d'Afrique, à l'exception du Gabon, puis Obock, les établissements de l'Inde, Taïti et ses dépendances.

Les raisons d'ordre géographique et diplomatique qui ont nécessité cette sélection entre nos colonies, ne dureront pas toujours. D'abord, les accords actuels avec différents États ne seront pas renouvelés, puisque tel a été le vœu du législateur de 1892. Ensuite,

les États colonisateurs ont intérêt à voir rectifier les frontières illogiques de leurs possessions africaines : alors, quand nos colonies de l'Afrique occidentale ne subiront plus les enclaves des possessions étrangères, il n'y aura plus de raison pour ne pas les assimiler à nos autres possessions au point de vue douanier. Il faut donc songer à cet avenir.

C'est alors que deux questions se posent : d'abord, il faut se demander si nous devons renoncer aux tarifs protecteurs en vigueur à Madagascar et en Indo-Chine ?

Cette question, pour nous, n'élève aucun doute. En effet, nous pensons que l'éloquence des chiffres des statistiques prouve assez clairement que les droits différentiels qui leur ont été appliqués, n'ont pas nui à leur développement.

En effet, de 1888 à 1899, le mouvement général du commerce extérieur de l'Indo-Chine, déduction faite des monnaies d'or et d'argent et des marchandises transitées, s'est élevé à une somme globale de 1 milliard 791.389.209 fr.

Depuis 1892, le mouvement du commerce de cette colonie a suivi une progression à peu près constante, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

1892..	162.646.359
1893..	156.170.781
1894..	171.300.594
1895..	185.119.759
1896..	169.605.829
1897..	205.231.545
1898..	229.955.325
1899..	253.361.781
1900..	341.644.772

Quant à la grande île de Madagascar, son commerce a suivi de même une progression continue ; mais les importations sont encore supérieures de 19.871.173 fr. aux exportations. Cela se comprend ; car il ne faut pas oublier que c'est un pays neuf qui construit son outillage.

Depuis 1896, date de l'annexion à la France, les exportations ¹ ont, d'ailleurs, suivi une marche ascendante en même temps que les importations, ainsi qu'on le verra dans le tableau ci-après :

1. Les principales exportations de Madagascar sont, par ordre d'importance :

La poudre d'or, qui atteint en 1900 3.229.081 ; — le rafia, 2.040.734 ; — le caoutchouc, 1.831.809 ; — les bovidés, 1.155.840 ; — les peaux brutes, 521.353 ; — la cire, 507.800 ; — l'or brut en lingots, 254.836 ; — les légumes secs, 245.462 ; — la vanille, 220.670, etc. etc.

Pour l'année 1901, voir les tableaux reproduits aux annexes.

IMPORTATIONS

1896.		13. 987. 931
1897.		18. 358. 918
1898.		21. 627. 817
1899.		27. 916. 614
1900.		40. 470. 813

EXPORTATIONS

1896.		3. 605. 951
1897.		4. 342. 432
1898.		4. 974. 548
1899.		8. 045. 441
1900.		10. 623. 869

COMMERCE GÉNÉRAL

1896.		17. 593. 882
1897.		22. 701. 350
1898.		26. 602. 365
1899.		35. 962. 055
1900.		51. 094. 682

Nous avons vu que les importations ¹ que ces deux colonies tirent du commerce métro-

1. Les principales importations de Madagascar en 1900 sont, par ordre d'importance :

Les tissus de coton, 10.461.462 fr.; — les vins ordinaires, 2.322.911; — les eaux-de-vie diverses, 2.263 577; — les riz décortiqués, 1.828.593; — les ouvrages en bois, 1.509.628; — la houille, 1.501.824; — les métaux, 1.121.762; — la farine de froment, 1.017.911; — les vêtements confectionnés, 887.496, etc...

politain, ainsi que leurs exportations vers la métropole, ont toujours augmenté d'une manière régulière et continue.

Devant ces résultats acquis, on ne peut songer un instant à saper par la base le tarif douanier actuellement en vigueur.

Nous ne prétendons nullement qu'il n'y ait pas des modifications importantes à apporter au régime actuel ; nous verrons d'ailleurs les réformes qui, à notre avis, sont nécessaires.

Il reste une autre question à élucider :

Serait-il possible et sage d'appliquer à nos cinq colonies de l'Afrique occidentale le système d'étroite protection, qui a donné des résultats à Madagascar et en Indo-Chine ?

Voici ce que disait à ce sujet M. Aspe Fleurimont, conseiller du Commerce extérieur de la France, dans un rapport qu'il adressait, en 1901, au ministre du Commerce et de l'Industrie sur *l'organisation économique de l'Afrique occidentale française*.

« En l'état actuel des conventions internationales, il n'y a guère que le Sénégal et la Guinée qui soient libres d'adopter un tarif protecteur, la Convention franco-anglaise du 14 juin 1898 nous liant, pour trente années, à la côte d'Ivoire et au Dahomey, d'une part,

et le Congo français étant, d'autre part, soumis aux stipulations de l'acte de Berlin du 26 février 1885.

Même si, par impossible, à la faveur d'arrangements diplomatiques, désirables à tous égards, nous recouvrions notre liberté, notamment pour nos deux colonies du golfe de Guinée, il y a lieu de se demander s'il serait prudent d'arrêter uniformément des mesures douanières. Pour le Sénégal, l'expérience a prouvé que celles-ci seraient sans inconvénients, le cercle de Casamance excepté, à cause de sa position entre la minuscule Gambie et la Guinée portugaise.

Quant à la Guinée française, la proximité de Sierra-Leone et la facilité extrême des communications avec cette colonie anglaise nous font un devoir d'être circonspects, pour le moment du moins : des taxes douanières élevées auraient probablement pour conséquence l'exode, chez nos voisins du sud, d'une partie du mouvement commercial qui constitue actuellement la vitalité de Conakry.

La côte d'Ivoire occupe une situation mixte : le voisinage de la côte d'Or anglaise et la fréquence des affaires de négoce de nos indigènes de la partie orientale avec cette colonie, nous obligent à nous abstenir

de toute mesure qui produirait le renchérissement des marchandises. Mais, eu égard à l'impénétrabilité de la forêt tropicale, nous croyons que, du N'Zi jusqu'au R. Cavally, on pourrait essayer d'un régime protecteur, sans avoir à craindre de voir nous échapper les affaires, jusqu'ici assez restreintes, de cette région, qui s'étend le long de l'Océan sur environ 300 kilomètres. En ce qui concerne le Dahomey, le *statu quo* s'impose impérieusement. Cette colonie n'est qu'un étroit couloir entre le TOGO *allemand* et le LAGOS *anglais*; il y a donc là une concurrence redoutable à surveiller.

Donc, si l'on ne peut qu'accepter incomplètement, dans l'ouest africain, le régime protecteur de Madagascar et de l'Indo-Chine, il faut chercher ailleurs la solution du problème.

Les noirs de l'Afrique sont pauvres et le seront longtemps encore, si l'on ne se résout pas à améliorer leur situation, en quelque sorte malgré eux, effort impossible au commerce; l'esprit d'épargne leur est inconnu, leur imprévoyance est proverbiale, leur paresse ne l'est pas moins. Or, leur niveau moral ne se relèvera que par le travail; dans leur intérêt comme dans le nôtre, il faut

donc les amener à s'y habituer, même à l'aide d'une douce contrainte, comme celle dont se servent chez nous les parents à l'égard de leurs enfants. Il est indispensable « d'augmenter la puissance d'achat de nos clients indigènes » ; mais, pour accroître cette faculté d'achat, il faut développer la production et, par conséquent, l'exportation des produits¹ ».

Nous sommes absolument de l'avis de M. Aspe Fleurimont. Quand on connaît tant soit peu les mœurs des noirs, on voit qu'il s'agit là d'une question d'ordre ethnique. Le besoin seul fait travailler les noirs, ils mesurent, en effet, leur peine à ce qui leur est nécessaire ; aussi, plus on leur vend bon marché, moins ils fournissent de labeur. L'augmentation des prix a donc pour effet direct de les obliger à dépenser plus d'efforts pour se procurer le minimum d'objets qui leur font défaut. Ce supplément de travail, pourvu qu'il soit convenablement réglementé et bien dirigé, ne pourra donc qu'être profitable à l'amélioration économique et morale de la colonie.

1. *L'Organisation économique de l'Afrique occidentale française*, par M. Aspe Fleurimont. — Rapport adressé à M. le ministre du Commerce et de l'Industrie, 1901, p. 33.

Il en serait différemment dans les pays civilisés, où la puissance de travail et de production de l'ouvrier a atteint son maximum; comme il ne peut pas produire davantage, la moindre élévation dans les prix diminue sa condition.

Le noir africain est très loin de ce maximum, et le sera encore pendant de longues années; la marge est donc considérable, et on ne doit pas craindre que l'élévation des prix l'appauvrisse, au contraire. Elle le forcera à s'habituer à travailler davantage.

En Afrique, qui est-ce qui profite de la baisse des prix qu'amène la concurrence? Sont-ce les indigènes producteurs, les gens des villages? Nullement; ce sont uniquement les marchands caravaniers, les colporteurs, qui se gardent bien de faire profiter l'hinterland de la bonne aubaine qu'ils trouvent auprès des comptoirs côtiers. Voilà la vérité. L'élévation des prix ne peut donc pas amoindrir les facultés d'achat des noirs; elle les forcera seulement à travailler davantage pour obtenir plus de produits d'échange. L'intérêt économique général y gagnerait donc en tous points.

Pour développer la production de nos colonies de l'Afrique occidentale, afin d'ac-

croître la faculté d'achat de nos clients indigènes, nous avons dit plus haut qu'il fallait développer l'exportation de leurs produits. Or, pour atteindre ce but, il ne suffira pas de donner l'entière franchise à celles de nos productions coloniales — cafés, vanilles, cacaos, etc. — qui paient encore chez nous à l'entrée le demi-droit. Ce sera certes là une amélioration : mais elle ne s'étend qu'à un nombre relativement restreint de produits ; on peut penser qu'il y a plus encore à faire.

Il conviendra encore de frapper, bien que légèrement, les produits étrangers, les matières premières qui entrent chez nous sans payer la moindre taxe. Cela poussera nos colonies à produire plus, sachant qu'elles auront la certitude d'écouler leurs produits en France.

La plupart des matières premières, telles que le caoutchouc, les amandes de palme, les arachides, etc., entrent en France sans acquitter de droits, quelle que soit leur provenance. Cette situation a fait dire à M. Camille Guy¹ qu'elle crée « un privilège dont bénéficient les produits étrangers au même

1. Camille Guy, *La mise en valeur de notre domaine colonial*, p. 364. (A. Challemei, 1900.)

titre que nos produits coloniaux ; c'est l'égalité dans le traitement, et nullement le privilège, qui leur serait nécessaire, et qu'il serait légitime de leur accorder ».

Si l'on veut considérer la France et ses colonies comme un tout à intérêts unis, il faut qu'on adopte un plan d'ensemble propre à développer nos produits coloniaux en grevant leurs similaires étrangers. Il nous semble bien qu'il serait possible de favoriser ainsi les produits de nos colonies, à leur entrée en France, sans léser sérieusement nos industriels. Tout le monde en profiterait : les armateurs français verraient enfin leur fret s'accroître ; l'administration des douanes trouverait aussi son compte de bénéfices dans les droits payés par les produits étrangers qui viendraient quand même en France, les droits n'étant pas prohibitifs. Les industriels français augmenteraient leurs achats dans nos colonies, et alors, celles-ci, par cela même, amélioreraient leur budget, et cesseraient de recourir aux subventions de la métropole.

Dans nos colonies, il y a beaucoup d'étrangers, soit planteurs, soit surtout négociants ; il faut faire en sorte que ces étrangers, qui viennent exploiter la fertilité du sol de nos colonies, n'en fassent pas bénéficier

exclusivement les États étrangers. Il faut les amener à expédier leurs produits en France. Pour atteindre ce but, il n'y a qu'à employer des mesures analogues à celle qui a été employée en Indo-Chine.

On pourrait décider que les produits destinés à la métropole paieront un droit moindre que ceux dirigés à l'étranger, à la sortie de chaque colonie. Ce système, qui a été mis en vigueur pour le riz non décortiqué en Indo-Chine, a suffisamment bien réussi. A la sortie de notre colonie, le paddy paie la moitié du droit à l'exportation, s'il vient directement en France sous pavillon français. On pourrait donc essayer son application dans nos colonies d'Afrique. Il présenterait cet avantage d'engager les comptoirs étrangers de nos colonies à changer leurs habitudes et à adresser leurs produits dans notre pays, qui bénéficierait ainsi d'un mouvement énorme d'affaires dont profite aujourd'hui l'étranger.

A la suite de cet afflux de marchandises vers la France, les marchés de matières premières, dont la création est si vivement réclamée aujourd'hui, naîtraient d'eux-mêmes et seraient facilement alimentés.

CHAPITRE V

L'industrie dans nos colonies

SECTION PREMIÈRE

Doit-on favoriser ou interdire, dans nos colonies, les industries qui seraient rivales de celles de la métropole ?

Tout récemment encore, il n'y avait pas d'industrie bien organisée dans nos colonies, et celles-ci étaient obligées d'avoir recours soit à l'industrie métropolitaine, soit à l'industrie étrangère. Mais la situation commence à se modifier.

M. Louis Vignon, qui combat les protectionnistes, expose ¹ ainsi leurs craintes : « Le Tonkin, où l'on récolte le coton, où des mines de charbon sont en exploitation, se prépare à fabriquer les fils et les tissus nécessaires à ses habitants ; d'ici peu, les hauts fourneaux y seront construits pour approvisionner le pays de fer marchand ; peut-être y cultivera-t-on demain du blé, comme aux In-

1. *Exploitation de notre empire colonial*, p. 322, Louis Vignon, 1900.

des, en vue de l'exportation ; dès maintenant, d'ailleurs, les riz de la Cochinchine et du Tonkin font concurrence en distillerie aux bettraves françaises. D'autres part, les immenses territoires de Madagascar, du Congo, du Soudan, de la côte d'Ivoire, ne peuvent-ils pas fournir, d'ici peu d'années, des quantités considérables de céréales, des millions de têtes de bétail ? Nos grands-parents ont vu avec effroi « les blés de la mer Noire » entrer dans nos ports : pourquoi nous-mêmes n'assistierions-nous pas à une invasion des « blés du Tonkin » ?

Il est de fait que cette nouvelle situation a attiré l'attention des gens qui ont à cœur de veiller aux intérêts de la France.

M. Méline exprimait ainsi son avis dans une réunion de la Société d'Économie politique nationale : « Si nous laissons les industries s'installer dans les colonies, les capitaux iront également s'y installer ; on y amènera des contremaîtres, des équipes d'ouvriers, et, dans ces conditions, rien ne sera plus facile que d'y faire fonctionner les industries exactement comme elles fonctionnent en France ¹. »

1. Ed. THÉRY, *Nécessité d'un régime douanier entre la France et ses colonies*. Brochure du mois de février 1899, à l'Economiste européen.

Dans une autre réunion, M. Méline, complétant son idée, tout en montrant que les impôts peuvent être moins lourds aux colonies qu'en France et la main-d'œuvre meilleur marché, a proposé d'entraver par des mesures spéciales le développement de l'industrie coloniale : « Il faudrait, dit-il, imposer, sous une forme quelconque, aux établissements industriels qui essaieraient de se fonder aux colonies, une taxe suffisante pour rétablir l'égalité dans la production entre eux et les établissements français de la métropole. »

M. Théry, qui rapporte ces paroles, estime qu'il faut orienter immédiatement le développement de nos colonies en les prévenant loyalement que certains de leurs produits seront frappés à leur entrée en France des mêmes droits que les produits similaires étrangers.

Le droit, pour les colonies, d'être placées sur un pied de réciprocité absolue avec la mère patrie, a été dénié par les esprits les plus libéraux. Dans son rapport, sur le budget du ministère du Commerce pour l'exercice 1896, M. Siegfried, déclarait formellement « qu'il faut, dans nos possessions, encourager l'exploitation de sol, mais non l'industrie ». Et M. Siegfried n'entendait évidemment, par

exploitation du sol, que les cultures exclusivement propres au sol de colonies et n'ayant pas de similaires en France.

Plus récemment, un autre rapporteur du budget, M. Thierry, constatant que, sur la somme de 8.845.129 fr. à laquelle se sont élevés, en 1896, les achats de farines de nos colonies, nous ne leur avons fourni que pour 1.628.634 fr., juge un tel fait exorbitant, et déclare que nul ne devrait trouver mauvais que nous émettions la prétention de suffire pour approvisionner nos possessions en blé, farines, pâtes alimentaires, etc. — Ces conclusions ont été adoptées par l'Économiste français, dont le libéralisme économique ne peut faire l'objet d'aucun doute.

M. Doumer, alors gouverneur général de l'Indo-Chine, à une conférence organisée par la Chambre de commerce de Rouen le 28 décembre 1898, disait que les seules industries coloniales qui peuvent être fondées, sont celles qui ne pourront jamais faire concurrence aux industries françaises.

Bref, il importait de prendre des mesures. C'est le but que voulaient atteindre MM. Méline, Krantz et Boucher dans la proposition de loi qu'ils déposèrent sur le bureau de la Chambre à la séance du 9 juillet 1900.

Cette proposition fut renvoyée à la commission des douanes. Elle vise un triple but :

1° Elle tend à réparer un oubli des législateurs de 1892, qui, après avoir très sagement stipulé que les produits naturels ou fabriqués originaires des colonies exclues du régime du tableau E, seraient en principe passibles, à l'entrée en France et en Algérie, des droits du tarif minimum, ont omis d'étendre cette règle au commerce entre ces colonies et celles soumises au tarif douanier.

2° Elle vise la suppression des abus auxquels a donné lieu l'exemption exceptionnelle de tous droits, accordée aux guinées d'origine française provenant des établissements français de l'Inde.

3° Elle provoque enfin l'inscription de notre colonie du Sénégal au tableau E du tarif douanier.

Voici d'ailleurs l'énoncé de cette proposition de loi :

ARTICLE 1^{er}

Au paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la loi du 11 janvier 1892, ainsi conçu :

« Les produits originaires d'une colonie française importés dans une autre colonie

française ne seront soumis à aucun droit de douane »,

Est ajoutée la disposition suivante :

« Sont exceptés de cette règle les produits de celles de nos colonies qui sont placées en dehors du régime du tableau E. Ces produits seront soumis au même régime que ceux des pays les plus favorisés. »

ARTICLE 2

Dans le paragraphe 2 de l'article 3 de ladite loi du 11 janvier 1892 est supprimée la disposition suivante :

« Toutefois, les guinées d'origine françaises provenant des établissements français de l'Inde sont exemptes de droits. »

ARTICLE 3

Dans ledit paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, il est ajouté dans la parenthèse :

« Sauf le Gabon » les mots suivants :
« et le Sénégal. »

L'exposé des motifs de la proposition explique comment est devenue nécessaire cette réforme :

« Notre législation douanière coloniale est née quelques mois trop tôt. A peine venait-elle d'être édictée que l'on a été frappé par un ordre d'idées auquel on était demeuré presque étranger jusqu'alors.

Un incident a été pour beaucoup dans cet éveil, c'est la recrudescence de la dépréciation de l'argent, déjà commencée depuis 1873, mais qui s'est brusquement manifestée avec plus d'intensité en 1893, à la suite de la fermeture des hôtels des monnaies de l'Inde. En présence de ce phénomène, où les pays d'Extrême Orient avaient une si grande place, on s'est pris à songer au péril qu'offriraient, pour la production européenne, des exploitations établies dans des contrées où tant de circonstances se réunissent pour réduire la main-d'œuvre à un prix infime.

Que nos colonies nous envoient des matières premières ou des produits qui n'ont pas de similaires chez nous, qu'en échange nous leurs vendions ce qui sort de nos usines et de nos manufactures, c'est-là, assurément, le but auquel doit tendre une bonne organisation coloniale. Mais, si, par les progrès qui de nos jours s'accomplissent partout, et grâce aux conditions dans lesquelles elle se trouve placée, la production

coloniale vient faire à la nôtre une concurrence ruineuse, quel parti devra-t-on prendre ?

Faut-il laisser nos colonies exercer librement leur activité dans toutes les voies où il leur plaira de la diriger, et leur donner toute facilité de nous infliger une concurrence désastreuse.

Telles sont les graves questions qu'on est amené à se poser.

La réponse ne saurait être douteuse : « Nous ne pouvons avoir, au prix de nos richesses et de la vie de nos soldats, initié à la civilisation des peuples tout entiers pour en faire ensuite nos plus dangereux adversaires. »

M. Méline et ses collègues, signataires de cette proposition, ne faisaient que reprendre dans cet exposé les idées déjà émises, deux ans auparavant, par M. d'Estournelles, à la séance de la Chambre des députés le 8 février 1898, dans une question qu'il adressait à M. le Ministre des Colonies, qui était alors M. Lebon :

« L'on doit prévoir le jour où, dans une certaine limite, la production coloniale mal dirigée deviendrait une rivale de la production nationale. Je ne demande pas que

nous prohibions les importations de nos colonies ; il faut encourager au contraire nos colonies à multiplier leurs relations avec la métropole ; elles doivent nous envoyer le plus possible ce dont nous manquons, les produits spéciaux ou complémentaires que nous serions obligés, sans leurs envois, de faire venir de l'étranger. C'est ainsi que nous faisons venir avec avantage de Tunisie des blés durs, de l'huile, du vin, que nous avons grand intérêt à ce qu'une administration prévoyante oriente notre production coloniale de façon que nos possessions s'organisent pour vendre ailleurs qu'en France les marchandises dont nous sommes déjà surabondamment pourvus, et pour nous envoyer au contraire celles dont nous avons besoin...

« Si nous ne prenons pas ces précautions élémentaires, notre domaine colonial serait, non seulement une charge, au lieu d'être une ressource, mais une cause de graves déceptions. La colonisation ne serait plus qu'un malentendu, et ne tarderait pas à devenir justement très impopulaire. » (Très bien ! Très bien !)

Donc, depuis déjà quelques années, on demande des mesures tutélaires pour notre production, vis-à-vis de celle de nos colo-

nies. Il restera encore à l'activité coloniale un champ assez vaste pour que la plus large prospérité puisse lui être promise.

La France achète, en effet, à l'étranger pour 850 millions de produits agricoles que notre sol ne saurait donner, et que nos colonies peuvent, sans nul inconvénient pour nous, entreprendre de nous fournir. Si l'on considère le total des importations coloniales de la métropole, c'est un accroissement de richesses de 80 % que nos colonies ont à réaliser.

M. Méline et ses collègues regardaient comme insuffisants des droits à l'entrée en France, ou bien des droits de sortie frappant les expéditions des colonies à destination de la France. En effet, ces droits pourraient défendre nos produits sur le marché métropolitain, mais non sur les marchés coloniaux. Ils proposaient donc l'établissement d'un droit, sorte de patente coloniale, qui serait imposé dans chaque colonie à toutes les exploitations industrielles ou agricoles dont les produits seraient de nature à concurrencer les nôtres sur les marchés métropolitains.

Ils pensaient que ce droit rétablirait, entre la métropole et la colonie, l'égalité des conditions de production. D'autre part, il encou-

gerait les exportations de nos colonies vers l'étranger, s'il était remboursé pour les expéditions destinées à un port étranger.

Ce qui rend encore les mesures de protection à prendre plus urgentes, c'est l'établissement d'industries étrangères dans les colonies françaises, dans l'Inde principalement.

SECTION II

*Application du tarif minimum aux exportations
des colonies exclues du tableau E
dans les autres colonies qui y sont inscrites*

Le législateur de 1892 a eu le tort de tenir compte, au regard de la seule métropole, de la situation privilégiée des colonies non inscrites au tableau E.

Ne voulant pas que les importations étrangères ou les produits fabriqués sous le régime de la franchise puissent venir faire, en France et en Algérie, à l'abri de notre pavillon, une concurrence désastreuse à la production nationale, il a sagement soumis aux droits minimum du tarif, à l'entrée de nos ports métropolitains, les importations ayant cette origine.

L'oubli qu'il a fait en n'appliquant pas les mêmes règles aux échanges intercoloniaux, devait produire ses conséquences nocives à partir du moment où l'ingéniosité de nos concurrents a compris qu'elle pouvait faire de nos propres territoires, imprudemment dénationalisés au point de vue économique, le siège de leurs entreprises pour la conquête de notre marché colonial.

Ils ne pouvaient mieux choisir qu'en s'installant dans nos établissements des Indes. « Ce n'est un mystère pour personne que des industries étrangères, à peine dissimulées sous quelque dehors français, se sont installées dans nos établissements de l'Inde, à Pondichéry et à Chandernagor ¹. »

Véritables enclaves, dont le territoire ne suffirait pas à leur propre entretien, nos établissements de l'Inde, souvenir presque platonique de notre grandeur coloniale d'autrefois, ne sont plus, au point de vue économique, que des dépendances des Indes anglaises. Ils participent à tous les avantages résultant de leur situation géographique, de leur population si douce et si sobre, des produits variés de leur sol, qui fournit notam-

1. *Exposé des motifs* de la proposition de loi de MM. Méline, Krantz et Boucher.

ment à l'industrie européenne le jute et le coton.

Pouvant recevoir en franchise les machines anglaises, les combustibles anglais, voire même les filés anglais, tandis que l'*Indian act* du 10 mars 1894 frappe les produits anglais eux-mêmes d'un droit de 5 % à leur entrée dans les Indes, nos territoires sont, au point de vue de l'industrie textile, dans une situation plus favorable encore que celle du centre industriel de Bombay, dont la concurrence redoutable, même pour l'industrie anglaise, faillit faire sombrer le libéralisme traditionnel, mais sujet à toutes les compositions, de l'école de Manchester.

Est-il besoin d'insister sur les dangers que devait faire courir aux importateurs français l'installation, à Pondichéry ou à Chandernagor, de filatures et de tissages puissamment outillés, dirigés par des ingénieurs ou des contremaîtres anglais, disposant d'une réserve incalculable d'ouvriers indigènes, qui se contentent d'un salaire dérisoire de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 par jour, et qui peuvent compenser la mollesse, la paresseuse indépendance de ces ouvriers, par l'organisation d'équipes et de relais, non interdits par les lois coloniales, et permettant d'assurer, avec la continuité de

leur travail, la réduction indéfinie de leurs frais généraux ?

Comment lutter contre cette production intensive, favorisée par la proximité de la matière première, ne supportant aucune des charges fiscales de l'industrie métropolitaine, aucune des entraves résultant de notre législation sociale, ne connaissant ni la loi sur les accidents, ni les lois protectrices du travail des enfants, ni celles limitant les heures de travail, assez rapprochée enfin de nos principales colonies consommatrices, l'Indo-Chine, le Tonkin et Madagascar, pour y faire leurs exportations en droiture, avec des frais qui deviendront très inférieurs à ceux payés par l'industrie métropolitaine.

Le législateur s'est donc justement préoccupé de défendre, sur notre propre territoire, la main-d'œuvre et la fabrication françaises contre cette importation privilégiée; mais, par une singulière anomalie ou par un oubli plus inexplicable, il les a laissées sans protection sur les marchés coloniaux que leur proximité ouvre plus largement encore à leurs concurrents.

Les capitaux anglais ne tardèrent pas à apercevoir le défaut de la cuirasse et à y frapper.

Quelques années à peine s'étaient écoulées depuis la promulgation de la loi douanière que Chandernagor voyait se créer une usine de jute, et qu'une société s'y fondait, sous le nom de « Société générale industrielle de Chandernagor, pour la fabrication des toiles de gonys et des sacs ».

Jusqu'alors, l'industrie française du jute, si importante, spécialement dans le département de la Somme, avait été garantie contre les exportations de Chandernagor par l'inexistence de la Droiture, les produits de cette origine devant rompre charge à Calcutta, et être traités par conséquent comme s'ils provenaient de l'Inde anglaise.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et le gouvernement général de Madagascar, interprétant d'une façon certainement erronée les règles douanières de la Droiture, règles aussi importantes que générales, a déclaré, le 14 janvier 1901, qu'il avait concédé l'entrée en franchise aux produits de Chandernagor, et qu'il entendait passer outre à la rupture de charge dans le port anglais. Cette mesure injustifiée rend encore plus urgente la réformation de l'erreur législative qui l'excuse.

Mais le principal effort de nos concurrents anglais devait nécessairement se porter

sur la fabrication des étoffes de coton. Déjà à l'abri de la franchise douanière, les filés et les tissus anglais et suisses sont venus ruiner l'industrie indigène de la filature, qui faisait vivre une population féminine abondante, appartenant surtout aux basses classes de la race soudras.

La remarquable monographie de l'Inde française publiée par le ministère des Colonies, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, nous apprend que la production locale n'a pu résister à la concurrence des filés et des cotonnades de Manchester et de Winterthür. Le nombre des métiers à tisser à la main, dans Pondichéry et aux environs, est réduit à 400.

Alors que, dans l'intérêt des populations indigènes, des malheureuses peuplades Tamoul et Telunga, nous prenions en leur faveur cette mesure exceptionnelle et généreuse d'admettre en franchise les guinées, produits de leur fabrication manuelle, tandis que nous les assurions pour ainsi dire contre la concurrence de nos propres ouvriers, nous les laissions livrés à celle mieux armée de nos concurrents européens et de l'industrie étrangère fixée sur leur territoire, à l'abri de cette franchise douanière que quelques-uns saluaient comme un bienfait !

Tandis que les étroites frontières de nos établissements restent ouvertes aux importateurs du monde entier, les portes du marché indien se ferment sur eux, l'INDIAN ACT frappant, nous l'avons dit, leurs produits comme ceux venant d'Europe d'un droit de 5 % *ad valorem*. Nous avons voulu leur donner la vie par la liberté commerciale; nous les avons condamnés à l'isolement au profit des seuls importateurs étrangers, et des industriels qui s'installent sur leur territoire profitent de notre générosité mal inspirée !

Trois établissements mécaniques se sont successivement fondés: la Société *Savana*, la Société de filature *Gœbelé et C^{ie}*, dont heureusement les capitaux sont français et qui occupe 400 ouvriers; la Société industrielle de *Cassapoléon*, dont les capitaux sont exclusivement anglais et qui occupe déjà aussi 400 ouvriers. Ces manufactures semblent s'être bornées à la fabrication des guinées du type ancien, et, si leur concurrence a été fatale à la main-d'œuvre familiale indigène, elle n'a menacé qu'indirectement, jusqu'ici, la main-d'œuvre française.

Mais il en est tout autrement d'une très importante Société anglaise, l'ANGLO-FRENCH TEXTILE COMPANY LIMITED, qui, comprenant

tous les avantages présentés par la position de Pondichéry à l'industrie anglaise pour la conquête de notre marché colonial, s'installa à Modeliarpett, dans la banlieue de la ville, avec l'intention de fabriquer, non plus seulement les articles spéciaux dont les Indes françaises avaient besoin, mais tous les tissus que notre industrie nationale a réussi, après maints sacrifices, à introduire à Madagascar et dans nos possessions indochinoises.

Nous n'en sommes plus au temps où le climat de l'Inde semblait protéger la filature et le tissage européens contre une semblable entreprise. En effet, les progrès de la mécanique et de la physique industrielles ont permis désormais d'entretenir dans les ateliers, quels qu'ils soient, et sous toutes les latitudes, au moyen de ventilateurs, de pulvérisateurs d'eau ou de vapeur, une atmosphère réglée au degré hygrométrique usagé par les fabrications les plus diverses, qui ne relèvent plus désormais que de l'importance des capitaux engagés, du choix du personnel et de la perfection des machines.

Or, les capitaux de la Société nouvelle, presque exclusivement anglais, sont considérables ; ils représentent comme entrée de

jeu, la somme de cinq millions. Son personnel, soigneusement trié parmi l'élite professionnelle des ingénieurs et contre-maîtres de Manchester, recrute avec la plus grande facilité sur place des ouvriers déjà habitués, par la pratique du tissage à la main, à leur rôle nouveau, et qu'elle paie à vil prix.

Elle importe directement d'Angleterre, sans payer de droits de douanes, toute la partie métallique de ses bâtiments, ses chaudières, ses machines à vapeur fournies par la maison Hick Hargreave and C^o de Bolton, ses métiers à filer et à tisser qui viennent de Manchester, transportés à charges pleines sur bateaux anglais et sur radeaux à Pondichéry.

L'outillage dont dispose l'ANGLO-FRENCH est très complet; il répond à toutes les exigences les plus modernes de la fabrication de tous les filés et tissus, depuis les plus communs jusqu'aux plus fins; ses moyens d'exécution sont rapides et assurés.

Les usines dont la construction commence à la fin de 1898, sont en pleine marche quelques mois après, avec 40.000 broches et 450 métiers; 200 autres métiers sont expédiés dès l'année 1900, et le nombre en doit

être porté à 1.000 ou davantage, ainsi que l'annonce la direction.

Les moyens dont dispose la Société nouvelle, le but qu'elle poursuit, ne sont pas d'ailleurs dissimulés.

Dans un rapport présenté à la troisième assemblée générale de ses actionnaires, réunis dans les bureaux de la SOCIETY OF CHARTERED ACCOUNTANTS, 65, Ring Street, à Manchester, M. Isaac Beaufort, son président, expose triomphalement les avantages économiques et techniques de l'entreprise, son développement certain. « Nous avons, dit-il, dans tous les marchés importants, appointé des agents routinés pour la vente de la production de notre usine dans les colonies françaises. MM. Best and Co, à Madras, sont nos représentants qui agissent pour nous à Pondichéry, et nous pensons que nous avons eu de la chance de nous assurer les services de cette maison de premier ordre. »

Ainsi, tandis que nous croyons naïvement avoir réservé au travail national notre marché colonial, lorsque nous croyons l'avoir garanti contre la redoutable concurrence anglaise, et qu'à l'abri de cette prétendue protection, nous élaborons, avec une imperturbable sérénité, toute une organisation sociale factice,

les capitaux de Manchester, les ingénieurs de Manchester, les machines anglaises, les marchands de Madras, exempts des charges que nous imposons à nos producteurs, comme de celles que leur imposerait leur mère patrie, travaillent tranquillement chez nous à la destruction de notre œuvre et à la péréquation des salaires de l'ouvrier français avec celui des ouvriers hindous, nourris d'une poignée de riz !

En présence d'une concurrence si intelligemment agressive, nous ne trouvons rien de mieux que de lui offrir une véritable prime, pour que tous ses efforts se portent sur nos colonies, dans lesquelles ses produits peuvent entrer en franchise, tandis que, pour pénétrer dans les Indes anglaises, ils devraient payer 5 % *ad valorem*, et qu'à l'entrée de l'empire chinois, ils paieront les droits de douane qui doivent gager nos indemnités de guerre.

Le péril est certain, il est redoutable ; car il ne faut pas nous dissimuler que l'ANGLO-FRENCH n'est, en quelque sorte, qu'une première compagnie de débarquement qui vient, en avant-garde, prendre position au cœur même de notre empire colonial et en commencer, au profit de l'Angleterre, la conquête commerciale.

Son exemple aurait déjà été certainement suivi, si l'industrie anglaise n'avait constaté que l'attention de la France était appelée sur son entreprise, et si les protestations de nos Chambres de commerce et de nos syndicats industriels ne l'avaient avertie que nous saurions combler la brèche laissée ouverte dans notre régime douanier.

Le mal déjà fait est considérable, et, pour l'apprécier, il suffit de lire le passage suivant du rapport de la direction des douanes et régies de l'Indo-Chine, sur le commerce extérieur de notre grande possession d'Extrême Orient, pendant le premier semestre de l'année 1901 :

« L'importation des fils progresse de 793.700 fr. ; dans cet ensemble, les fils de coton simple écrus s'incrivent pour 480.000 fr., et il faut noter qu'une grande partie de cette somme appartient aux cotons filés de Pondichéry, dont l'entrée au Tonkin s'est rapidement développée. (Il en a été importé 107 tonnes dans le premier semestre.) Des fils de coton retors écrus ont été également importés pour la première fois de l'Inde française par une maison de Saïgon. »

Ce passage ne concerne que les fils introduits en Indo-Chine; mais on peut calculer

proportionnellement les importations des filés à Madagascar, l'importance autrement considérable des importations de tissus dans les deux colonies, et mesurer les progrès faits dans notre clientèle par la concurrence anglaise, abritée sous notre pavillon.

Il n'est pas nécessaire d'insister davantage pour démontrer combien il est urgent de réparer l'oubli commis en 1892, et d'imposer aux produits provenant de nos colonies privilégiées, à l'entrée dans nos colonies soumises au tarif, tout au moins les droits du tarif minimum, qu'ils paieraient à leur entrée en France.

SECTION III

Les guinées de Pondichéry

Les auteurs de la proposition de loi demandent la suppression de l'exemption de droits accordée aux *guinées*¹ d'origine française provenant des établissements français de l'Inde. C'est la sanction qu'ils proposent

1. On sait qu'on dénomme ainsi un tissu de coton assez grossier, teint à l'indigo, et dont se servent les indigènes du Sénégal et du Soudan, principalement pour s'en faire des vêtements plus ou moins flottants. La Hollande s'est également essayée dans la fabrication de cet article.

devant le développement de l'industrie dans nos établissements de l'Inde, notamment et surtout à Pondichéry. On sait qu'après l'Angleterre, la concurrence la plus sérieuse que l'industrie cotonnière métropolitaine ait rencontrée sur les marchés du Sénégal et des îles de l'Océan Indien, est celle de Pondichéry.

Cette colonie possède, au point de vue de l'industrie cotonnière, une situation presque unique au monde. Placée au centre de la production du coton et de l'indigo, qu'elle reçoit sans aucuns frais, elle bénéficie d'une main-d'œuvre excessivement bon marché : 40 centimes par jour pour les hommes et 20 centimes pour les femmes. De plus, sa position sur la mer lui crée, au point de vue des transports, une situation hors de pair.

Outre ces avantages naturels, elle jouit de cette faveur inouïe de recevoir en franchise tout ce qui est nécessaire à son industrie : machines, matériaux, matières, produits de toute nature, si bien qu'il en coûte moins aux industriels de Pondichéry qu'à ceux du Nord ou des Vosges pour recevoir les marchandises nécessaires à leur industrie, que les uns et les autres tirent en grande partie de l'Angleterre.

Or, Pondichéry est le grand centre de la fabrication des guinées. Ces tissus spéciaux, à mailles lâches, dont les fils sont gros et irréguliers et de numéros qui ne sont pas supérieurs au n° 18, sont généralement d'une largeur de 90 centimètres, et teints en bleu foncé à l'aide de l'indigo de second choix résultant du triage opéré au moment de l'expédition en Europe de la fleur d'indigo, produit tinctorial qu'on ne trouve qu'à l'état sélectionné et à un prix relativement élevé sur le marché français.

Ce mode de teinture est favorisé par la nature des eaux, et plus encore par l'ardeur du soleil, qui permet de sécher rapidement à l'air les tissus, qui gardent ainsi un aspect spécial, brillant, et une épaisseur relative que l'emploi des sècheuses mécaniques leur fait perdre. Il leur donne une véritable marque de fabrique, un certificat d'origine presque inimitable, exigé longtemps par les populations africaines qui les consomment.

Les prix de revient de la teinture à Pondichéry sont si réduits, que des commerçants de la métropole y envoient à teindre des tissus qui reviennent en France à l'état de guinées à des prix tels, que, malgré les frais de

transports, aller et retour, nos teinturiers ne peuvent arriver à les concurrencer.

L'industrie française s'était résignée au privilège exceptionnel accordé au tissage à la main des guinées, parce qu'elle ne fabriquait pas d'articles exactement semblables, et qu'une population nombreuse recueillait le bénéfice de cette concession généreuse.

Mais la substitution presque complète de la fabrication mécanique à la fabrication manuelle, dans nos possessions, est venue ébranler cet argument sentimental, et, d'autre part, deux faits économiques se sont produits, qui ont rendu plus onéreux pour la fabrication métropolitaine un privilège qui cessait d'être justifié.

D'une part, le tissage français, invité depuis longtemps à adapter sa fabrication aux goûts et aux besoins de sa clientèle, si rudimentaires ou si raffinés qu'ils puissent être, sait aujourd'hui produire les tissus les plus chers comme ceux dont la réduction de prix est extrême, en sorte que rien ne s'oppose désormais à ce qu'il fabrique les guinées à l'état écru dans les mêmes conditions de prix et de qualité que l'Inde elle-même.

D'autre part, les populations africaines ont commencé à se rendre compte que les tissus

européens, plus réguliers et moins grossiers que les anciens tissus de l'Inde, étaient d'un meilleur usage, et celles mêmes qui exigent encore la teinture à l'indigo abandonnent de plus en plus leurs préjugés.

Elles acceptent désormais et tendent à rechercher la fabrication mécanique européenne, en sorte que, sur le marché africain, on vend aujourd'hui concurremment les guinées façon de l'Inde et les guinées façon européenne.

Cette question des guinées et de la concurrence de Pondichéry en amène une autre. On sait que le principal marché d'écoulement de ces guinées est le Sénégal ; or, cette colonie fait exception au tableau E. Les auteurs de la proposition de loi portant réforme à notre régime douanier, demandent que le Sénégal soit séparé des autres colonies de l'Afrique occidentale, comme l'est déjà le Gabon, et inscrit au tableau E.

Il est de fait que, maintenant que les frontières de cette colonie sont délimitées, rien ne s'oppose à son entrée dans le droit commun. La perception régulière des octrois de mer qui alimentent son budget, démontre bien que l'application des droits de douane pourrait y être tout aussi normale, et que

l'introduction en fraude de marchandises par voie de terre, à travers les immenses espaces presque vides qui forment son hinterland, paraît problématique, sinon invraisemblable.

La proposition de loi de MM. Méline, Krantz, Henri Boucher, Colle et Marcette-Ledieu, qui avait été déposée sur le bureau de la Chambre à la séance du 9 juillet 1900, a subi le sort de la plupart des autres propositions. Elle fut renvoyée à la commission compétente qui était, en l'espèce, la commission des douanes.

La loi du 11 janvier 1892 avait été l'objet d'un travail opiniâtre au sein de la commission des douanes de 1889 à 1892; la proposition Méline n'occupa guère moins longtemps la même commission. Enfin, le 5 février 1902, M. Henri Boucher, député, qui était justement l'un des signataires de la proposition, déposait sur le bureau de la Chambre des députés un rapport fait au nom de la commission des douanes. Naturellement, après cette nouvelle étape, la proposition devait rentrer pour quelque temps dans l'ombre. On se contenta de décider que le rapport serait imprimé et distribué. Maintenant, à quand la discussion et le vote ?

En attendant, examinons quelles étaient les conclusions de la commission des douanes.

Au sujet de l'application du tarif minimum aux exportations des colonies exclues du tableau E, dans les autres colonies qui y sont inscrites, nous lisons dans le rapport : « La faculté laissée au Gouvernement d'accorder, par voie de décret, des décharges et des exemptions au profit des produits non similaires à ceux de la métropole, et les exceptions consenties à la règle générale, en ce qui concerne les guinées et les sucres, garantiront dans une large mesure les intérêts avouables de ces colonies, et c'est avec l'assentiment de tous les représentants que la commission des douanes vous propose de voter l'article 1^{er} de la proposition de loi qui vous est soumise, et qui est ainsi conçu :

« Au paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la loi du 11 janvier 1892 ainsi conçu :

« Les produits originaires d'une colonie française importés dans une autre colonie française ne seront soumis à aucun droit de douane »,

« Est ajoutée la disposition suivante :

« Sont exceptés de cette règle les produits de celles de nos colonies qui sont placées en dehors du régime du tableau E.

« Ces produits seront soumis au même régime que ceux des pays les plus favorisés. »

Puis le rapporteur examine l'article 2 de la proposition Méline; qui demande la suppression de l'exemption de droits accordée aux guinées. Après avoir montré le développement de l'industrie cotonnière dans nos établissements de l'Inde, et reconnu la concurrence qu'elle fait à notre industrie nationale sur les marchés coloniaux, il conclut cependant ainsi :

« On comprend dès lors que les auteurs de la proposition de loi aient demandé l'abrogation d'un privilège qui, ne tenant pas compte de ces faits économiques nouveaux, devait profiter surtout à l'industrie récemment créée dans les Indes, à l'abri de toute répercussion douanière.

« Votre commission n'a pas cru cependant devoir sanctionner une proposition aussi radicale. Elle a estimé que, si réduite que soit la fabrication manuelle, il était généreux d'en ménager les derniers représentants, et que les établissements qui s'y étaient substitués, bénéficiant d'une sorte de possession d'état, ne pouvaient pas être sacrifiés sans transition.

« Elle a considéré d'autre part, qu'il était bon que les guinées du type ancien, constituant une marque de fabrique encore recherchée par les populations de l'ouest africain, soient encore sollicitées à se rendre dans les ports français par un privilège que le transport en droiture seul peut leur assurer, procurant ainsi à nos commerçants une précieuse marchandise de traite et un complément de leurs assortiments.

« Elle propose, comme une solution transactionnelle protégeant équitablement tous les intérêts en présence, et acceptée par les représentants des colonies comme par les auteurs de la proposition de loi, le maintien de la franchise accordée aux guinées de type ancien, dit type de l'Inde, et sa limitation à une quantité maximum fixée par décret sur la base de l'importation moyenne des dix dernières années, à l'exclusion des guinées du type nouveau et mécanique, dit européen.

« Les échantillons de ces produits très distincts qui lui ont été communiqués par l'Office colonial et l'Office national du commerce extérieur permettent à la commission d'affirmer que cette différence de traitement douanier ne peut donner lieu à une méprise.

« Nous faisons également remarquer que la rédaction du texte adopté par la commission, permet aux tissus français d'aller à Pondichéry recevoir la teinture et d'en sortir en franchise. »

Voici quel est l'article 2 de la proposition de loi adopté par la commission des douanes :

ARTICLE 2

« Le paragraphe 2 de ladite loi du 11 janvier 1892 est maintenu en ce qui concerne l'exemption des droits pour les guinées du genre dit de l'Inde, tissées et teintes à Pondichéry, ou tissées en France et teintes à Pondichéry.

« La quantité maximum des guinées jouissant de cette franchise sera déterminée par un décret, sur la base de la moyenne des exportations similaires des dix dernières années.

« Cette exemption ne s'applique pas aux guinées du genre dit d'Europe, tissées à Pondichéry; ces guinées seront soumises au tarif douanier. »

Quant à l'article 3 de la proposition Méline, demandant l'inscription du Sénégal au tableau E, la commission n'a pas cru devoir le sanctionner.

Elle a pensé que la question ne se rattachait que d'une façon lointaine aux faits nouveaux qui nécessitent la modification du régime fait aux colonies non inscrites au tableau E.

Elle a estimé, d'autre part, que les considérations générales invoquées pour légitimer le retour du Sénégal au droit commun, pouvaient l'être en ce qui concerne Taïti, et étaient de nature à provoquer une revision collective du régime d'exceptions plutôt qu'une mesure séparée.

Elle a tenu compte enfin du régime de franchise garanti par les traités à nos établissements de l'ouest africain autres que le Gabon et le Sénégal, et du déplacement d'intérêts, comme du trouble dans les relations commerciales, qui résulterait d'un régime différent imposé subitement à cette dernière colonie, en faveur de laquelle elle propose le maintien du *statu quo*.

Nous sommes de l'avis de la commission des douanes. En effet, s'il était urgent de soumettre tous les articles originaires d'une colonie française non comprise dans le tableau E, qui seraient importés dans une autre colonie française, aux tarifs douaniers appliqués aux produits similaires des pays

étrangers les plus favorisés, il ne l'était pas autant de supprimer l'exemption de droits dont jouissent les guinées d'origine française provenant des établissements de l'Inde, ni de faire rentrer le Sénégal dans le droit commun par l'application du tarif général aux importations de cette colonie.

L'industrie des tissus de coton existe depuis de longues années à Pondichéry; elle s'y est développée, et elle constitue actuellement, à très peu de chose près, tout le commerce de nos établissements de l'Inde. Antérieurement à la promulgation de la loi du 11 janvier 1892, les guinées d'origine française provenant de nos établissements de l'Inde bénéficiaient, à leur entrée au Sénégal, d'un traitement de faveur qui leur a été conservé par les législateurs de 1892. On demande aujourd'hui de le supprimer brutalement et sans compensation.

L'adoption de cette proposition aurait pour résultat immédiat de détourner une notable partie du trafic du Sénégal vers les colonies étrangères voisines (Gambie, Sierra-Leone, etc.) et vers le Maroc; car, si notre colonie de la côte occidentale d'Afrique est actuellement le point de transit des marchandises destinées aux colonies côtières voisines, et si elle est devenue le grand marché de péné-

tration du Soudan et des autres régions de l'intérieur jusqu'au lac Tchad, elle le doit uniquement au traitement de faveur dont elle jouit depuis de nombreuses années.

Au point de vue des intérêts métropolitains, la loi du 11 janvier 1892 a donné des résultats favorables. De 1897 à 1900, les importations de la France au Sénégal ont augmenté de plus de 16 millions, pendant que les importations de l'étranger dans notre colonie ne progressaient que de 3 millions et demi.

Dans leur proposition de loi, M. Méline et ses collègues signalaient seulement à l'attention du gouvernement le danger qui pourrait survenir de l'industrie coloniale; mais ils ne demandaient pas de réforme immédiate.

« Nous avons cru, disaient-ils dans l'exposé des motifs, devoir indiquer dans ses grandes lignes le problème de la production coloniale et la solution qu'il nous paraît comporter. Toutefois, nous ne nous dissimulons pas les difficultés et les lenteurs de telles mesures. Nous devons reconnaître aussi que, si la nécessité d'une réforme complète de notre législation douanière coloniale est un besoin inéluctable, à échéance sans doute assez

rapprochée, elle demande une étude d'ensemble qui n'est pas encore faite, et que nous attendons du gouvernement lui-même. »

Nous avons dit plus haut quelle était la solution indiquée par les auteurs de la proposition de loi. C'était l'établissement d'un droit, sorte de patente coloniale, qui serait imposé dans chaque colonie à toutes les exploitations industrielles ou agricoles dont les produits seraient de nature à concurrencer les nôtres.

Il est certain que, si le profit des colonies à l'établissement d'industries sur leur sol n'est pas douteux, encore faut-il mettre, en regard de leur intérêt, celui des producteurs métropolitains. Ceux-ci demandent qu'on ne leur crée pas, dans des pays acquis par la France, souvent à grands frais, des concurrences insoutenables et désastreuses.

Il est de fait que tel n'est pas le rôle des colonies et l'objet qu'on a eu en vue dans leur acquisition. Aussi, si l'installation d'industries doit y être encouragée, c'est dans la limite où elles ne peuvent nuire aux industries métropolitaines. Celles-ci doivent être complétées et non pas ruinées par celles-là. En d'autres termes, l'industrie coloniale est à créer pour faire ce que l'industrie française

ne peut faire, pour envoyer ses produits là où les produits métropolitains ne peuvent pas aller.

« Les colonies sont pour la France, à tous les points de vue et même en matière industrielle, des bases d'opération qui lui permettent d'étendre au loin son action dans le monde. » Ainsi s'exprimait, en 1902, M. Doumer, gouverneur général de l'Indo-Chine¹.

Le rapport présenté par M. Doumer à la fin de son gouvernement nous donne quelques renseignements intéressants sur la marche de la colonisation industrielle en Indo-Chine.

L'industrie de la métallurgie métropolitaine ne peut fournir et ne fournit pas, en fait, la moindre partie du fer que l'Extrême Orient demande en quantités considérables et croissantes. Or, il y a, en Indo-Chine, tous les éléments d'une production métallurgique à bon marché; on doit donc inviter et encourager les industriels français à créer des établissements en Indo-Chine, qui joue bien pour eux, dans ce cas, le rôle de base d'action nouvelle. Un établissement métallurgi-

1. Rapport de M. Doumer, gouverneur général de l'Indo-Chine, sur la situation de l'Indo-Chine (1897-1904), p. 61.

que fondé sur terre française, avec des capitaux, des ingénieurs, des contremaîtres français, pour substituer, en partie au moins, ses rails, ses fers de construction, ses machines aux produits similaires des usines étrangères, donnerait à la France des bénéfices indéniables.

L'exemple donné pour le fer s'applique aux ciments, aux filés de coton, à cent autres produits que l'industrie nationale ne peut exporter en Asie. C'est dans cette voie que la colonisation industrielle doit être engagée.

Elle n'a pas pris encore, en Indo-Chine, une importance bien grande. Pourtant, des établissements dont la création ou la prospérité est récente peuvent être cités. Les charbonnages de Hongay (Tonkin) sont, depuis quelque temps, en pleine réussite. Leur production de charbon et de brique augmente d'année en année, et a déjà atteint 300.000 tonnes. Les bénéfices de la Compagnie sont sérieux et doivent être bientôt considérables.

Une filature de coton, créée antérieurement à Hanoï, et dont les affaires avaient périclité, a été rouverte il y a deux ans, et répand au Tonkin ses produits. Une autre importante filature de coton, tout entière tran-

çaise par ses capitaux et par son personnel, a été ouverte en 1899, à Haïphong. Une troisième est en construction à Nam-Dink. Ces établissements industriels sont bien dans les conditions indiquées plus haut; ils ne font en rien concurrence à l'industrie métropolitaine qui non seulement ne fournit pas de filés de coton en Extrême Orient, mais, malgré les droits de douane, n'en fait pas entrer la moindre quantité en Indo-Chine.

A signaler également une fabrique de chaux hydraulique et de ciment qui vient de commencer sa fabrication à Haïphong. Les produits semblent devoir être de première qualité, et sont appelés à faire une heureuse concurrence aux produits peu appréciés de la plupart des usines similaires de l'Asie.

L'industrie de la décortiquerie du riz, nécessaire entre toutes à l'Indo-Chine, qui existe déjà et qui prospère à Cholou (Cochinchine), est sur le point de s'établir au Tonkin.

Voici pour l'Indo-Chine; mais nos autres colonies ne sont pas si en avance au point de vue industriel, et ne sont pas près de concurrencer l'industrie métropolitaine, tant s'en faut. Dans l'ouest africain, par exemple, nos produits tropicaux n'ont du reste pas de similaires en France, et les quelques tentatives

industrielles — les huileries d'arachides — faites au Sénégal ont toujours échoué.

Le danger signalé par M. Méline et ses collègues n'est donc pas si grand que l'on veut bien nous le montrer; en tout cas, il n'est pas imminent. Le temps est encore éloigné où le Tonkin, pour citer celle de nos possessions qui la première entre dans la période industrielle, sera en situation d'exporter en Europe. Lorsque cette heure sera venue, il se pourra, d'ailleurs, que nous ayons intérêt à recevoir les produits tonkinois plutôt que les marchandises similaires de l'Inde, du Japon ou de la Chine; d'autre part, notre industrie fabriquera certainement des produits nouveaux ou perfectionnés que notre colonie sera disposée à recevoir en échange.

Mais une autre face de la question doit nous préoccuper: il ne faut pas que l'industrie étrangère continue à s'implanter au sein de nos colonies.

A l'heure actuelle, dans plusieurs de nos possessions, les maisons étrangères sont plus riches et plus importantes que les françaises; c'est ce que nous avons vu pour nos établissements de l'Inde. Cette situation se perpétuera-t-elle? Ces maisons ne se sont établies dans nos colonies et n'y ont prospéré que

parce que, nous autres Français, nous leur avons laissé le champ libre. Elles ne seraient pas venues s'installer là où une autre maison aurait été florissante.

NOTA. — Dans le n° du 25 janvier 1903 du *Travail national*, organe de l'association de l'industrie et de l'agriculture françaises, son président, M. Méline, annonce qu'il vient de déposer une nouvelle proposition de loi remplaçant celle qu'il avait présentée au cours de la dernière législature, et qui était devenue caduque par suite du renouvellement de la Chambre.

Il s'agit, on s'en souvient, de la réglementation du régime douanier des tissus de Pondichéry et des guinées dans nos colonies africaines. Une démarche, à laquelle ont pris part un certain nombre de sénateurs, de députés et d'industriels, a été faite auprès de M. Étienne, président *du groupe colonial* de la Chambre, qui a manifesté pour cette question le plus bienveillant intérêt.

Il ajoute que l'on peut, dès aujourd'hui, compter sur une entente à ce sujet entre les principaux députés coloniaux et les représentants de nos grandes régions industrielles, pour assurer une solution favorable à la sauvegarde de notre industrie métropolitaine.

CHAPITRE VI

Les grands marchés de matières premières et les ports francs

SECTION I^{re}

Nécessité de la création de grands marchés

Nous avons déjà eu l'occasion de dire, dans un précédent chapitre, que, lorsque l'on examine les statistiques coloniales, on remarque que nos colonies ne fournissent à la métropole qu'une faible part de son approvisionnement en produits exotiques, tandis qu'elles en exportent une grande quantité sur les marchés étrangers. Cela tient à ce que les produits de nos colonies s'en vont vers les grands marchés de matières premières. En effet, il ne suffit pas d'avoir des produits coloniaux, il faut pouvoir les écouler. On les conduira donc là où on sera sûr de trouver des acheteurs.

Nos industriels vont trop souvent acheter à l'étranger les matières premières dont ils

ont besoin, ne les ayant ainsi que de seconde main et payant des frais et des commissions assez inutiles. Il faut que nous arrivions à nous affranchir, dans la mesure du possible, des marchés de l'étranger. C'est pour cela que la création de grands marchés de matières premières s'impose chez nous, comme il y en a ailleurs : Liverpool, Londres, Anvers, Rotterdam, Hambourg.

Dans notre pays, Marseille a bien le marché des produits oléagineux et du riz, le Havre celui du café et du coton. Mais nous n'avons pas de marché sérieux pour les bois exotiques : c'est Liverpool.

Les marchés du caoutchouc, par exemple, qui est devenu de nos jours un si grand produit d'importation, sont Liverpool, Anvers et Hambourg ¹.

Nous avons sous les yeux la statistique coloniale de 1898 ; nous voyons qu'il est entré en France pour 32.700.000 fr. de caoutchouc, dont seulement 1.700.000 fr. venus des colonies françaises. C'est sur les places que nous venons de citer que nos industriels vont acheter ce produit, qui, souvent, provient

1. Le caoutchouc, importé en France par le port du Havre, ne nous arrive guère que de seconde main, après avoir transité à Liverpool ou à Anvers.

de nos propres colonies, payant ainsi au commerce étranger un tribut élevé et inutile.

Si nous examinons comment les choses se passent à Liverpool, par exemple, qui est le principal marché pour le caoutchouc et les bois, nous voyons qu'aussitôt qu'un lot de caoutchouc arrive dans ce port, il trouve immédiatement preneur à un cours toujours normal, parce qu'il y a de nombreux acheteurs. Ceux-ci sont généralement de grands commissionnaires ayant de multiples clients dans l'industrie européenne; il leur arrive même souvent d'acheter à livrer aux importateurs, soit une quantité de tonnes déterminée, soit toute leur production pendant plusieurs mois; au besoin, ils leur font des avances. En même temps, ils classifient les lots de caoutchouc qu'ils reçoivent, les échantillonnent avec soin — chose impossible à obtenir sous les tropiques — et les offrent à leur clientèle. Ils s'arrangent même de manière à composer des types moyens toujours à peu près identiques, et ils accordent de longs termes pour le paiement.

Les industriels trouvent donc là de grands avantages, sauf cependant pour le prix; car ces services de classement, ce terme, on ne leur donne pas pour rien. Et cependant, s'ils

voulaient s'en donner la peine, ils pourraient souvent réaliser l'économie des intermédiaires. Toutefois, à certains moments, les recherches peuvent être longues, eu égard à l'obligation de célérité qu'on est forcé de mettre aujourd'hui dans les affaires.

« Il faut le dire franchement, ce qui nous manque dans notre pays, c'est un grand centre où importateurs, vendeurs et industriels consommateurs puissent se retrouver chaque jour à une heure déterminée. Notre bourse de commerce ne répond pas à ce besoin: il ne s'y traite que des affaires en alcools, grains, farines, etc. Il est donc nécessaire qu'on songe à la création d'une BOURSE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION.

Cette bourse devrait être, suivant nous, une annexe de l'Office national du commerce extérieur, fonctionnant comme à Hambourg et à Anvers. Nous dirons même que c'est la première institution à créer à Paris ¹. »

Ceci étant dit pour les produits coloniaux que doivent nous fournir nos propres colonies, il faut reconnaître que celles-ci ne peuvent nous fournir toutes les espèces de bois

1. Congrès international de géographie économique et commerciale de 1900, *Rapport* de M. Aspe Fleurimont.

et de caoutchouc, ou autres produits qui nous sont nécessaires.

Il faut donc compléter les marchés de matières premières par des « ports francs », afin d'attirer un grand nombre d'affaires et beaucoup d'acheteurs.

SECTION II

Création de ports francs

L'idée des ports francs et des zones franches est aussi vieille que le commerce lui-même. Elle a été appliquée dans tous les pays civilisés, et elle l'est encore, sauf dans le nôtre, non seulement en Europe, mais aussi en Chine.

Cependant, en France, la question est à l'ordre du jour depuis de longues années déjà. Elle a été exposée assez complètement dans deux ouvrages déjà anciens. Le premier a été publié en 1833 par M. J. Julliany¹, ancien membre de la Chambre de commerce de Marseille ; le second en 1845, par M Sébastien

1. *Essai sur le commerce de Marseille*, par Jules Julliany
2^e édition. Paris, 1842, 3 vol.

Berteaut ¹, secrétaire archiviste de la même Chambre. M. Paul Masson ², docteur ès lettres, lui a consacré un chapitre dans son histoire du commerce français dans le levant au XVII^e siècle.

Cette question est devenue à la mode dans ces derniers temps; on s'en est beaucoup occupé dans plusieurs ports français et chambres de commerce. Elle est, du reste, par la multiplicité des intérêts de toutes sortes qu'elle embrasse, une des plus importantes qui puissent retenir l'attention.

Trois propositions de loi ont été, depuis deux ans, déposées à ce sujet sur le bureau de la Chambre :

1^o Celle de M. Louis Brunet, député de la Réunion, en date du 30 mars 1899, qui invite le gouvernement à créer des ports francs à Marseille, Bordeaux, le Havre, Dunkerque, Djibouti, Madagascar, en Algérie, en Tunisie, et sur tous autres points où cela paraîtra nécessaire dans l'intérêt du commerce et de la marine de commerce.

1. *Marseille et les intérêts nationaux qui se rattachent à son port*, par Berteaut. Marseille 1842, 2 vol.

2. *Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e siècle*, par Paul Masson, docteur ès lettres, Paris, librairie Hachette 1898.

Après une étude fort intéressante des diverses primes maritimes et de leur inefficacité au point de vue de notre commerce général, après avoir signalé l'anomalie de voir les produits des colonies françaises, « contre lesquelles la métropole n'a rien à protéger », grevés à leur entrée en France de droits élevés qui découragent les colons, et après avoir constaté les inconvénients graves qui résultent de la possibilité de pouvoir discuter chaque année le tarif de 1892, ce qui met le commerce « sous le coup d'une instabilité constante, et l'empêche d'entreprendre des opérations de longue haleine », M. Louis Brunet démontre que le port franc est le seul remède pratique à cette fâcheuse situation.

2° Celle de MM. Thiery, Rispal, Brindeau et Jourde, en date du 4 mai 1899, tendant à la création de zones franches, est ainsi formulée :

ARTICLE 1^{er}

Il pourra être établi par décret, dans les villes dont les municipalités ou les chambres de commerce en feront la demande, des zones franches dénationalisées au point de vue douanier, sur lesquelles pourront s'effectuer en toute liberté toutes manipulations ou transformations de marchandises.

ARTICLE 2

Les zones franches sont concédées aux municipalités ou aux chambres de commerce pour une durée de 20 ans au minimum.

ARTICLE 3

La douane n'a aucun droit de surveillance ni de contrôle sur les manipulations ou transformations de marchandises effectuées à l'intérieur des zones franches.

Son rôle se borne à surveiller le périmètre de ces zones, et escorter les marchandises entre le navire importateur ou la gare d'importation et la porte du quartier affranchi, et inversement de la porte dudit quartier au navire exportateur ou à la gare d'exportation.

L'entrée des marchandises destinées aux zones franches et la sortie des marchandises en provenant, sont libres de tous droits.

ARTICLE 4

Les zones franches étant créées uniquement en vue de faciliter les manipulations et transformations de produits destinés à l'exportation, le tarif maximum, augmenté de

la surtaxe d'entrepôt, sera appliqué à tout produit sortant de la zone franche pour être introduit en France à la consommation de douane.

ARTICLE 5

Pour permettre l'application immédiate du principe dans les villes non encore pourvues de zones franches, et pendant la période des formalités et travaux, il pourra être affranchi, à titre provisoire par arrêté préfectoral, des emplacements terrestres ou maritimes restreints.»

Enfin, la troisième proposition est celle de M. Antide Boyer, également du 4 mai 1899, « autorisant le gouvernement à négocier la création de ports francs avec les départements, communes et chambres de commerce qui en feront la demande, des règlements d'administration publique devant déterminer les conditions dans lesquelles seront installés et gérés les ports francs.

Ces trois propositions ont été renvoyées devant la commission du commerce et de l'industrie, qui a délégué plusieurs de ses membres pour se rendre à Hambourg, à l'effet d'étudier le fonctionnement des *frei Hafen*. Le gouvernement, de son côté, a envoyé un

inspecteur des finances à Hambourg et à Copenhague pour étudier la question. Les chambres de commerce des ports intéressés ont accueilli avec empressement ces propositions, ainsi que plusieurs revues spéciales. La Chambre de commerce du Havre, cependant, tout en réclamant le maintien des facilités existantes, aussi bien dans l'entrepôt réel que dans l'entrepôt fictif, et en souhaitant l'extension de l'admission temporaire à un plus grand nombre d'articles, a protesté avec énergie contre la création des zones franches partout où les municipalités et les chambres de commerce en feraient la demande.

Par contre, la Chambre de commerce de Marseille, rappelant qu'un simple décret avait suffi à convertir en zone franche tout le terrain couvert par l'Exposition de 1900, réclamait du gouvernement la création d'une zone franche à Marseille par simple décret.

Une étude de la matière est donc d'actualité. Qu'est-ce donc d'abord qu'un port franc ?

Le port franc, dit une délibération de la Chambre de commerce de Marseille, en l'an XIII, c'est un port établi hors de la ligne des douanes, ouvert à tous les bâtiments de commerce sans distinction, quels que soient leurs

pavillons et la nature de leurs chargements. C'est un point commun où vient aboutir, par une sorte de fiction, le territoire prolongé de toutes les nations. Il reçoit et verse de l'un à l'autre toutes les productions respectives sans gêne et sans droits.

Voici une autre définition : « le port franc est un port qui, avec ses bassins, ses quais, ses magasins, est placé, au point de vue de la douane, en dehors de la ville même à laquelle il appartient. »

Suivant nous, le port franc est une zone exterritorialisée, sur laquelle pourront s'effectuer, en toute liberté et en franchise des droits de douane, toutes opérations, manipulations, transformations sur toutes marchandises, et qui sont interdites sur le sol national si on n'acquitte pas les droits.

Cette définition ne distingue pas entre les ports francs et les zones franches. En effet, nous ne comprenons pas, en la matière qui nous occupe, un port franc sans une zone franche qui est son accessoire inévitable et essentiel.

SECTION III

Historique des ports francs

Dès le moyen âge, les souverains, pour faciliter l'exportation et les échanges de marchandises, décidèrent qu'à de certains jours, marqués par la fête de tel saint, patron d'une cité, un marché libre serait ouvert. Ce jour-là, il n'existait plus ni droits d'entrée pour les marchandises, ni péages sur les fleuves, ponts et routes ; les personnes, comme les choses, jouissaient d'une pleine et entière liberté.

C'est là l'origine des foires, qui ne tardèrent pas à devenir le centre d'un grand mouvement commercial et présentaient le double attrait de la dévotion et du gain. Philippe de Valois, en rétablissant, en 1349, les foires de Champagne et de Brie, les instituait, disait-il, dans toutes leurs franchises et libertés, pour le bien et le profit commun de tous pays, tant de notre royaume comme dehors. La célèbre foire de Beaucaire date du XI^e siècle ; elle était fréquentée, non seulement par des marchands de toutes les parties de la France, mais par ceux des bords du Rhin, de l'Es-

pagne, de la Grèce et de l'Italie. M. Berteaut fait observer fort judicieusement, dans son livre, que ces sacrifices consentis par le trésor royal n'étaient qu'apparents, et créaient, au contraire, de précieuses compensations, en élargissant le cercle productif. S'il n'en avait pas été ainsi, des souverains aussi rapaces et aussi mal conseillés que Charles VI, Philippe de Valois, Charles VIII et Charles IX n'auraient certainement pas accordé de pleines franchises aux marchés de Champagne, de Lyon, de Provence et à d'autres.

La franchise concédée à certains ports répondait aux mêmes besoins, et celle de Marseille remonte à la plus haute antiquité. Les historiens en font mention dès les VI^e, VII^e et VIII^e siècles. Le bon roi René, qui, à toutes ses vertus, joignait celle d'être très libéral, même en matière économique, adressait des appels chaleureux à tous les étrangers pour les inviter à venir commercer dans son port. Il passait même, avec les rois riverains de la Méditerranée, des traités de commerce et de navigation, dans lesquels il était stipulé que les sujets des deux États contractants pourraient circuler librement, et qu'ils seraient réciproquement exempts de tous droits.

Ces franchises furent respectées jusque sous le règne de François I^{er}, qui commença à y porter atteinte, et Henri II les viola entièrement par un édit du 10 septembre 1549, par lequel il prescrivait que les épiceries n'entreraient en France que par Lyon, Rouen et Marseille, à la charge par ces villes de payer les gabelles, et que des receveurs y seraient établis pour cet objet. La suppression de cet abus ne fut obtenue qu'en 1583, et Marseille, ayant eu à souffrir plus qu'aucune autre ville de France des guerres de religion, Henri IV en fut ému. Son édit du 22 juillet 1596 visait directement la franchise du port :

« Notre dicte ville de Marseille », disait Henri IV, « recepvant ses principales commodités du commerce et négoce, par le moyen duquel elle s'était rendue, avant ces troubles, une des plus riches et des plus florissantes de ce royaume, et désirant donner moyen aux habitants d'icelle de se remettre de leurs pertes passées, nous voulons et entendons qu'ils puissent continuer leur dit négoce et trafic avec les mêmes franchises, exemptions et immunités qu'ils ont toujours fait par cy devant. »

Elles ne furent cependant que de courte durée. Les troubles de la Fronde amenèrent

une anarchie telle, que la franchise du port était presque anéantie à l'avènement de Louis XIV, et c'est alors que Colbert fit rendre par le roi le fameux édit de mars 1669, que nous reproduisons presque intégralement, parce que c'est un véritable petit traité d'économie politique, et qu'il indique bien que le protectionnisme de Colbert était singulièrement mitigé par la conception très juste et très large du rôle du commerce et de la marine, dont personne, plus que lui, n'a recherché le développement et la prospérité.

« Prenez garde », mandait Colbert à un de ses agents, M. de Souzy, « de ne rien faire qui puisse troubler ni diminuer le commerce... Il est de très grande conséquence que les marchands ne soient vexés pour quelque prétexte que ce soit. Ne décidez jamais rien sans les avoir entendus. Soyez plutôt un peu dupe avec eux que de gêner le commerce, parce que ce serait anéantir leurs produits. »

Voici maintenant l'édit pour l'affranchissement du port de Marseille, rendu au mois de mars 1669 :

« Comme le commerce est le moyen le plus propre pour concilier les différentes nations et entretenir les esprits les plus opposés

dans une bonne et mutuelle correspondance ; qu'il apporte et répand l'abondance par les voyes les plus innocentes ; rend les sujets heureux et les Estats plus florissants ; aussy n'avons nous rien obmis de ce qui a dépendu de nostre autorité et de nos soins pour obliger nos sujets de s'y appliquer, le porter jusques aux nations les plus éloignées pour en recueillir le fruit et en retirer les avantages qu'il amène avec soy, et establir partout en même temps, aussy bien en paix comme en guerre, la réputation du nom françois ; c'est encore pour l'exécution du même dessein que nous avons donné beaucoup d'application à la construction de quantité de vaisseaux et de bastiments propres pour le commerce ; que nous avons faict visiter et restablir les ports, excité nos sujets de se perfectionner à la navigation , convié les étrangers les plus expérimentés d'y concourir par les grâces que nous leur avons faictes, et que même nous avons formé diverses compagnies puissantes pour soutenir la despense des entreprises nécessaires à cet effet. Et comme les roys nos prédécesseurs ont bien connu les avantages qui peuvent arriver à leurs Estats par la voye du commerce et que l'un des principaux moyens pour l'attirer est d'esta-

blir quelqu'un des principaux ports de nostre royaume libres et exempts de tous droits d'entrée et autres impositions ; la ville de Marseille leur ayant semblé la plus propre pour y establir cette franchise, ils luy auroient accordé un affranchissement général de tous droits. Mais, comme par succession de temps, les meilleurs establissemens et plus profitables au public desgénèrent et s'affaiblissent aussy, nous avons trouvé la dicte ville autant surchargée de droits d'entrée et de sortie qu'aucune autre de notre royaume, bien que les nostres n'y fussent pas établis, et l'application que nous avons donnée au commerce depuis que nous prenons nous-même le soin de nos affaires, nous ayant faict clairement connoître les avantages que notre royaume recepvait de la franchise de la dicte ville, lorsqu'elle était observée ; combien les estrangers ont profité, en attirant chez eux le commerce qui s'y faisoit, nous avons bien voulu, pour ajouter encore cette marque à tant d'autres que nous avons données à nos peuples, non seulement en les soulageant sur toutes sortes d'impositions, mais encore en donnant nos soins et employant même de notables sommes des deniers de nostre trésor royal pour le restablisement des anciennes ma-

nufactures, l'establisement des nouvelles et pour l'augmentation du commerce par eau et par terre, nous priver d'un revenu considérable que nous apportent lesdicts droits, et même pourvoir au remboursement de ceux qui étaient aliénés ou donnés depuis longtemps pour causes très favorables pour restablir entièrement la franchise dudict port, et convier par de si extraordinaires avantages tant nos sujets que les estrangers d'y continuer et d'en augmenter le commerce, et le porter dans son plus grand éclat ;

« Nous aurions à cet effet, après de grandes et mûres délibérations de notre conseil sur cette affaire, et faict examiné les mémoires qui nous ont été présentés par les desputés dudict commerce, résolu l'affranchissement général de tous vaisseaux et marchandises entrant et sortant de la ville de Marseille, aux clauses, charges et conditions portées par ces présentes ;

« A ces causes et autres considérations, à ce du mouvant, de l'avis de nostre dict conseil et de nostre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons desclaré et par ces présentes, signées de notre main, desclarons le port et havre de nostre ville de Marseille, franc et libre à tous marchands et

négociants, et pour toutes sortes de marchandises de quelque qualité et nature qu'elles puissent être, ce faisant, voulons et nous plaît que les estrangers et autres personnes de toutes nations et qualitez, puissent y aborder et entrer avec leurs vaisseaux, bastiments et marchandises, les charger et décharger, y séjourner, magaziner, entreposer, et en sortir par mer librement quand bon leur semblera, sans qu'ils soient tenus de payer aucuns droits d'entrée ny de sortie par mer.

« Et de la même grâce et autorité que dessus, voulons et nous plaît que les marchandises qui seront cy-après transportées par mer, de la ville de Marseille hors notre royaume, soyent et demeurent exemptes de tous droits, sans que les vaisseaux et bastiments qui en sortiront soient tenus de raisonner aux bureaux des forains et douanes établis dans les ports. Et en cas que, par violence du temps, par la crainte des corsaires ou autres nécessités, même en cas de naufrage, et pour réparer les vaisseaux, il y ayt nécessité de mettre les marchandises à terre pour les changer de vaisseaux, lesdites marchandises seront exemptes de toutes sortes de droits, à condition toutefois que les commis de nos fermes en seront avertis pour tenir compte des-

dictes marchandises mises à terre, lesquelles seront mises et disposées dans les magasins, auxquels il y aura deux clefs, et en cas qu'elles y demeurent plus de 24 heures, les commis desdicts fermiers auront l'une des clefs et le maître du navire l'autre, et seront tenus, lesdicts commis d'être présents aux chargements qui se feront dans d'autres navires, le tout sans aucuns frais; lesquels chargements les marchands seront obligés de faire dans deux mois pour toutes préfixions et deslais. Et pour convier les estrangers de fréquenter le port de Marseille, même de s'y venir establir, en les distinguant par des grâces particulières, « voulons et nous plaict que lesdits marchands estrangers y puissent entrer par mer, charger et décharger et sortir leurs marchandises sans payer aucuns droits, quelque séjour qu'il y aient faict et sans qu'ils soient sujets au droit d'aubeyne, » ny qu'ils puissent être traités comme estrangers. En cas de décès, lequel arrivant, leurs enfants, héritiers ou ayans cause, pourront recueillir leurs biens et successions comme s'ils étaient vrayes et naturels Français; et même qu'en cas de rupture et desclaration de guerre avec les couronnes et Estats dont ils seront sujets, ils

soient et demeurent exempts du droit de représailles, et qu'ils puissent faire transporter leurs biens, effets et facultés en toute liberté, hors notre royaume, pendant 6 mois. « Voulons aussi que les estrangers qui prendront party à Marseille et espouseront une fille du lieu ou qui acquierront une maison, dans l'enceinte du nouvel agrandissement, du prix de 10.000 livres et au-dessus, qu'ils auront habitée pendant le temps de trois années, ou qui en auront acquis une du prix de 5 jusqu'à 10.000 livres, et qui l'auront habitée pendant cinq années, même ceux qui auront establi leur domicile et faict un commerce assidu pendant le temps de douze années consécutives dans ladicte ville de Marseille, quoiqu'ils n'y aient acquis aucuns biens ni maisons, soient censez naturels Français, réputés bourgeois d'icelle et rendus participants de tous droits, privilèges et exceptions. »

Le but de Colbert était de faire définitivement de Marseille le seul et principal centre du commerce français avec le Levant, et de mettre ce port en situation de lutter avantageusement avec ses concurrents italiens, Livourne et Gênes principalement, qui avaient accaparé une grande partie du mouvement commercial, grâce aux libertés dont ils jouis-

saient. Ses faveurs, du reste, n'étaient pas localisées à Marseille, car il avait également accordé la franchise à Dunkerque; et, par une ordonnance de septembre 1654, il avait concédé aux étrangers, dans les ports du Ponant, le droit d'entrepôt, sans payer de taxes. Il avait également créé un port franc à Bayonne. Le grand ministre ne vécut malheureusement pas assez longtemps, et, dès 1686, le gouvernement appliqua une série de mesures restrictives qui prouvent combien sont précaires les faveurs du pouvoir absolu. Cela ne fit que croître et embellir sous Louis XV: la franchise de Marseille ne résista pas à l'avidité des fermiers auxquels la Cour vendait les revenus de l'État. En 1786, le corps des marchands écrivait aux ministres du roi.

« Nous sommes réduits au même état d'accablement et de solitude dont Louis le Grand avait voulu nous délivrer; car, quoique les bureaux des fermes soient placés aux limites du territoire franc, une cohorte de commis de tous grades et de toute espèce inonde les rues de Marseille et exerce dans le port l'inquisition la plus sévère.

« Une licence extrême a succédé aux invitations paisibles de l'autorité; les négociants,

à Marseille, voient tous les jours des brigades de la ferme se transporter à bord des navires qui arrivent dans le port, y bouleverser toutes les marchandises par force et les transporter dans le bureau de poids et casse, malgré les représentations d'un capitaine étranger, qui leur fait observer qu'il n'est que de relâche à Marseille... »

Comme on le voit, c'est le régime du bon plaisir qui a succédé aux sages et libérales idées de Colbert ; l'édit de 1669 n'est plus qu'une chimère, et la franchise du port de Marseille un vain mot. Il en était de même pour Dunkerque, Bayonne et pour les facultés d'entrepôt dans les ports du Ponant, et la révolution de 1789 éclata au milieu de cet épouvantable désarroi. La situation est très exactement présentée dans un des cahiers envoyés aux états généraux par le commerce de Marseille.

« La ville de Marseille aurait pu devenir la première ville de l'univers, si les ministres qui succédèrent à Colbert avaient su peser comme lui les véritables intérêts du commerce. Elle était appelée à devenir la reine des cités ; mais, bien loin d'avoir vu remplir ses hautes destinées, dans quel état de ruine n'est-elle pas tombée de nos jours ?

« Lefardeau des impositions s'est appesanti sur sa tête ; la circulation animée de ses manufactures s'est arrêtée par degré, et cette même ville qui, dans des temps plus heureux, versait dans les royaumes étrangers les ouvrages nombreux de son industrie, est aujourd'hui rivalisée par les établissements que ces mêmes royaumes ont formés des débris même de notre ruine. Les princes étrangers ont su profiter de nos fautes ; ils ont ouvert un asile à nos infortunés ouvriers, ils ont protégé leurs travaux, et déjà leurs nouvelles fabriques fleurissent en livrant à des prix moindres que les nôtres ; nous ne citerons que l'Allemagne pour ses draps.

« Peut-on voir sans gémir une grande cité déchue de ses prospérités et de ses espérances, surtout quand on a droit de dire que ses maux proviennent de l'absurde régime des Finances, des extorsions et des rapines des financiers ? Désolés par les grandes régies de l'État, il ne nous fallait plus que l'inconcevable manière d'imposer sur les aliments de première nécessité pour les subsides particuliers de notre ville..... C'est à nous manufacturiers qu'il appartient de parler sciemment des misères publiques, et nous puisons les exemples dans la seule sphère

de notre profession. Le nombre des ouvriers de l'un et l'autre sexe que la chapellerie occupait il y a 15 ans, s'élevait à près de 2.000 ; à peine pouvons-nous aujourd'hui fournir du travail à 500. L'excessive cherté de nos ouvrages, causée par une imposition locale de 30 % sur les peaux de lièvre que nous recevons d'Italie ; l'excessive cherté des denrées de première nécessité qui font élever de moitié nos propres dépenses et les salaires de nos ouvriers, n'est-ce pas là ce qui justifie nos plaintes ? N'est-ce pas cette dure nécessité qui nous a fermé les portes de l'Espagne, comme elle les a fermées à tant d'autres fabrications ?

« Le ministre immortel qui sut peser les vrais intérêts du commerce avait obtenu la franchise de notre port ; qu'on nous dise aujourd'hui en quoi consiste cette franchise ¹ ? »

L'Assemblée nationale maintint la franchise des ports de Dunkerque, Bayonne et Marseille ; mais la Convention les supprima, et ne laissa subsister que l'entrepôt, dont la durée fut limitée à dix-huit mois. Le 6 messidor an X, un arrêté du gouvernement pro-

1. Archives de l'hôtel de ville de Marseille.

longea la durée de l'entrepôt de six mois, et en créa deux sortes , l'entrepôt réel et l'entrepôt fictif.

La Chambre de commerce n'en réclamait pas moins le retour à la franchise de son port, et ses nombreuses pétitions n'obtinrent aucun succès, ni sous le Directoire ni sous le Consulat. En 1806, elle envoya à Paris des députés spéciaux qui furent reçus par l'Empereur, auquel ils exposèrent leurs doléances et demandèrent le rétablissement de l'édit de 1669. Napoléon , après les avoir écoutés avec grande attention, leur proposa une solution essentiellement pratique , qu'ils eurent le grand tort de ne pas accepter. Il jugeait très sagement que la situation avait grandement changé depuis Colbert. Les barrières qui s'élevaient entre chaque province ayant été abattues par la Révolution, Marseille n'avait plus avantage à être déclarée ville franche, parce que la France lui offrait un vaste débouché, dont elle n'avait aucun intérêt à s'isoler. Napoléon donna donc ordre à M. Collin, directeur général des douanes, de présenter un projet de décret pour que, dans l'espace de trois mois, il fût établi à Marseille une zone franche, comme il en existait une à Gênes. Les députés ne voulurent rien

entendre, et décidèrent la Chambre à repousser cette proposition et à demander le rétablissement de l'entière franchise, telle qu'elle existait avant la Révolution, et elle n'obtint rien.

Le retour des Bourbons, en 1814, ramena les espérances. Quand le comte d'Artois vint à Marseille, il y fut accueilli avec un grand enthousiasme, aux cris de « vive la franchise ! » Le roi s'empressa de l'accorder, et la loi fut présentée aux Chambres, où M. Delaville, reprenant l'argumentation de Napoléon, fit ressortir les inconvénients de la franchise étendue à la ville entière, et demanda seulement un quartier franc. Sa proposition ne fut pas appuyée, et la franchise du port de Marseille fut déclarée en principe par la loi du 16 décembre 1814. Mais la loi fut accompagnée d'une sorte de règlement d'administration publique, hérissé de tant de restrictions, que de violentes réclamations ne tardèrent pas à se produire, et Napoléon, au retour de l'île d'Elbe, et malgré les embarras que lui suscitait l'attitude de l'Europe entière, trouva le temps d'écrire, le 29 avril 1815, à la Chambre de commerce, pour l'engager, comme il l'avait fait neuf ans plus tôt, à abandonner le système créé par l'ordonnance

royale et à adopter celui pratiqué à Gènes. Cette proposition fut repoussée comme la première. Deux ans plus tard, Marseille reconnut enfin que les changements apportés par le temps à son commerce, que les nouvelles exigences de son industrie convertissaient la franchise étendue à la ville entière en une véritable ruine, et en demanda la suppression. Elle lui fut accordée par ordonnance royale du 20 septembre 1817, dont voici le texte :

« Les rois, nos prédécesseurs, ont accordé une attention constante à la situation avantageuse du port de Marseille et à l'utilité que l'industrie nationale peut en retirer. C'est dans l'intérêt général du royaume qu'ils ont établi des règlements spéciaux, nécessaires à l'exploitation du commerce du Levant et favorables au concours des navigateurs de toute nation dans ce premier des marchés de la mer Méditerranée. »

« Tel fut l'édit du port franc donné l'an 1669, par Louis XIV, de glorieuse mémoire : heureusement adaptée au temps, cette concession de franchise fit fleurir Marseille, et se maintint jusqu'à nos jours avec les modifications successives que les circonstances avaient rendues nécessaires. Mais, la fran-

chise ayant été supprimée en 1793, le commerce de Marseille avec le Levant et les côtes de la Méditerranée éprouva une réduction considérable ; toutefois, aussitôt que les barrières qui restreignaient la franchise furent enlevées, de nouveaux rapports s'établirent entre Marseille, les manufactures et les consommateurs de l'intérieur, et ces relations sont aujourd'hui d'un grand intérêt pour cette ville.

« En 1814, nous nous sommes empressés d'accéder au désir de notre bonne ville de Marseille. La loi du 16 décembre a rétabli la franchise. Par notre ordonnance du 20 février 1815, nous en avons provisoirement réglé le régime. L'expérience qui a suivi cet essai a démontré aux habitants que les anciennes barrières, telles qu'elles existaient autrefois et que la loi de 1814 les avait remplacées, contrariaient les intérêts de notre industrie dans l'état actuel des rapports avec le reste du royaume. Ils ont reconnu que le commerce extérieur ne trouvait pas actuellement une compensation suffisante de cette gêne dans un régime qui avait déjà reçu d'anciennes modifications, et auquel il avait été indispensable d'en ajouter de nouvelles pour la protection de l'industrie française.

« Une commission nombreuse, formée à Marseille, où tous les intérêts divers ont été appelés et conciliés, nous a supplié de permettre que la franchise fût réglée, quant à présent, sur un mode d'entrepôts combinés de telle manière que le commerce jouisse de toute la faveur et de toutes les facilités dont il a besoin, en laissant néanmoins au commerce intérieur la liberté indéfinie sans laquelle Marseille ne peut prospérer.

« A quoi voulant pourvoir :

« Sur le rapport de notre ministre, secrétaire d'État au département de l'Intérieur,

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« Article 1^{er}. — A compter de la publication de la présente ordonnance, les lois et règlements généraux relatifs au service des douanes seront remis en vigueur à Marseille, sous les exceptions et les modifications suivantes :..... »

Ces exceptions et modifications portaient sur le système de la perception, sur un régime spécial pour les entrepôts, et sur le rétablissement d'une prime de sortie pour les savons.

A partir de cette époque, il n'est plus question en France de ports francs ou de

zones franches, et toutes les fois qu'on en a vanté l'utilité, les divers gouvernements qui se sont succédé au pouvoir ont répondu que ce système avait été avantageusement remplacé par celui des entrepôts. Nous allons, du reste, maintenant, passer en revue les critiques que l'on fait des ports francs, en essayant d'y répondre.

SECTION IV

Réfutation des critiques adressées aux ports francs

Les adversaires des ports francs allèguent que l'admission temporaire, les entrepôts réels et fictifs répondent à tous les besoins du commerce d'exportation. Ce sont des palliatifs, il est vrai, mais qui sont très loin de répondre à tous les besoins, les facilités de l'admission temporaire ne s'appliquent qu'à un très petit nombre d'articles. Elle consiste en une suite d'opérations ayant pour but de placer le fabricant, pour l'achat de ses produits bruts destinés à être transformés en marchandises qui plus tard seront exportées, dans la situation où il se trouverait si les lignes de douane n'existaient pas. Ce régime a été

inauguré en France par la loi du 5 juillet 1836, et a malheureusement subi, depuis, bien des modifications. Loin d'en restreindre les effets, un gouvernement soucieux des intérêts du pays devrait, au contraire, en multiplier les applications.

Les entrepôts réels sont des magasins publics spécialement affectés à cette destination. Les marchandises, après vérification, sont placées sous la garde des employés des douanes, l'administration étant responsable des avaries qui proviendraient du fait de ceux auxquels sont confiées la garde, la surveillance et la manutention de ces marchandises. La sortie des marchandises doit être précédée d'une déclaration faite à la douane par l'entrepositaire ou son représentant, qui en donne décharge sur les registres de l'entrepôt, le cas échéant ; les droits doivent être immédiatement acquittés.

Une redevance très élevée, et variant suivant la nature des marchandises, est acquittée par l'entrepositaire comme frais de séjour dans les magasins, manutention et surveillance.

Lorsque les marchandises soumises aux droits sont placées dans les magasins mêmes du négociant auquel elles appartiennent, ces

magasins constituent des *entrepôts fictifs*. L'entrepositaire doit déclarer les marchandises qu'il entend entreposer, désigner les magasins qu'il affecte à cet usage et qui doivent être disposés de façon à rendre la fraude facile à découvrir. En outre, il doit s'engager à payer les droits sur les marchandises qu'il aura à faire sortir après déclaration, et sur toutes les quantités qu'il ne pourra pas représenter à toute réquisition.

Cet engagement est cautionné par une autre personne acceptée par l'administration, et tout entrepositaire est obligatoirement doublé de sa caution en douane. La durée de l'entrepôt fictif est d'une année.

Pour édifier ceux qui, très sincèrement d'ailleurs, pensent que, dans nos institutions nationales le régime de l'entrepôt réel et celui de l'admission temporaire répondent à tous les besoins, et que, par conséquent, les entrepôts francs sont superflus, à ceux-là, nous dirons que cette opinion, si logique qu'elle paraisse, n'est pourtant pas exacte.

Il ne faut pas perdre de vue que le principe de l'entrepôt réel est que les marchandises doivent sortir dans le même état où elles y ont pénétré, c'est-à-dire que toute manipulation y est, en règle générale, interdite.

Les nécessités du commerce ont amené quelques légères tolérances pour l'entrepôt réel, mais entravées par combien de formalités ! Ce n'est donc qu'en vertu de ces tolérances, plus ou moins difficilement obtenues, que l'on peut pratiquer à l'entrepôt réel, à titre exceptionnel, avec des frais onéreux et le plus souvent d'une manière incomplète, en tout cas toujours incommode, quelques-unes des opérations de coupage ou de dénatura-tion, lesquelles s'effectuent, au contraire, d'une façon générale, avec aisance et économie dans les locaux francs.

En veut-on la preuve ? Elle nous est four-nie par M. Estrine, l'un des membres les plus éclairés de la Chambre de commerce de Mar-seille, et en même temps un partisan très convaincu des ports francs. On va voir qu'il n'est pas toujours possible d'obtenir ces au-torisations, de jouir de ces tolérances.

Voici, à ce sujet, ce que nous lisons dans un journal de Marseille, le *Soleil du Midi*, n° du 1^{er} août 1899 :

« M. Estrine nous cite un fait tout récent qui s'est passé à Marseille il y a quelques jours à peine, et qui prouvera combien s'im-pose la nécessité d'un port franc. Un indus-triel de notre ville, M. X..., reçut de la côte

occidentale d'Afrique une commande de 30.000 kilos de berlingots. Étant donné le prix de vente, il fallait que M. X... obtînt l'autorisation de fabriquer ces berlingots à l'entrepôt réel, pour ne point payer les droits d'entrée sur les sucres, qui ne pourraient, autrement, lui être remboursés dans la proportion voulue, malgré le régime de l'admission temporaire, les parfums nécessaires à la fabrication des bonbons annihilant la plus grande partie du sucre. M. X... fit donc les démarches voulues auprès de la douane. La direction de Marseille déclara ne voir aucun inconvénient à la chose.

M. X... accepta alors la commande ; mais il avait compté sans la direction centrale des douanes, à Paris, qui refusa net l'autorisation demandée.

Notre industriel se trouva donc forcé de refuser cette importante commande, qui, étant donnée la supériorité incontestable des bonbons français sur les produits similaires étrangers, n'aurait pas manqué de lui en procurer de nouvelles. Et le même fait se reproduit chaque jour, soit pour les toiles d'emballage, que l'on ne peut couper, coudre et transformer en sacs, ce qui donnerait un aliment constant à des ateliers de couture

mécanique ; soit pour le triage des cafés, le coupage des vins, etc., le tout au seul profit des concurrents allemands, anglais ou italiens.

Après avoir déclaré inutiles les ports francs, les adversaires de cette institution se sont efforcés d'en montrer les dangers. C'est ainsi qu'ils invoquent l'inconvénient qu'il y aurait à déplacer, au détriment des régions où elles sont actuellement établies, un certain nombre d'industries.

Voici la réponse que l'on peut faire : les industries dont les produits se consomment en France, n'auront aucun intérêt à se déplacer ; quant aux autres, il est de toute évidence que, si elles emploient des matières premières entrant en franchise, elles ne bougeront pas non plus ; que si, au contraire, elles manipulent et transforment, en vue de la réexportation, des matières premières soumises aux droits de douane, celles-ci ont le bénéfice de l'admission temporaire, dont on pourrait étendre les applications. On le voit, en allant au fond des choses, il ne reste à peu près rien de ce fameux danger du déplacement des industries, qui entraînerait comme conséquence la ruine des chemins de fer.

On invoque encore l'inconvénient grave qu'il y aurait, pour notre industrie nationale,

de voir ses produits, si appréciés du monde entier, fraudés, imités et contrefaits par des gens sans scrupules, et à l'encontre desquels elle resterait impuissante. L'argument est spécieux, mais sans valeur, attendu que, *dénationalisée uniquement au point de vue douanier*, la zone franche restera soumise à toutes les lois de la République ; la contre-façon des marques de fabrique, les tromperies sur la provenance, la concurrence déloyale y seront réprimées comme le seraient les actes de vol ou de meurtre. Il va de soi que, pour armer les représentants de l'autorité d'une manière suffisante, un règlement d'administration publique indiquera les règles de visites auxquelles les bénéficiaires de la zone franche devront se soumettre.

Enfin, on craint qu'il ne s'élève une rivalité des grands ports et des ports secondaires entre eux.

Il est certain que l'éparpillement des millions que l'on a fait sans profit, à cause de leur émiettement dans une multitude de villes maritimes, dont aucune n'a pu réaliser des aménagements grandioses comme ceux d'Anvers, de Hambourg, etc., est de nature à nous faire nous demander s'il serait sage de commettre la même faute quand

le moment de créer des ports francs sera venu.

Chaque grande ville, Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre, Dunkerque, voudra posséder une zone franche ; d'autres ports secondaires réclameront la leur : Cette, Bayonne, la Rochelle, Cherbourg, Caen, Boulogne, etc. Les représentants de toutes ces localités au Parlement plaideront dans l'intérêt de leurs commettants. Mais, la question étant plus haute, il y a lieu de ne la considérer qu'au point de vue de l'intérêt général et de l'efficacité de la réforme.

SECTION IV

Les ports francs existants de nos jours et leur fonctionnement

A Hambourg, les « *frei Hafen* » sont situés dans les ports. Ils sont entourés d'un vaste terrain sur lequel sont construits des quais, des hangars, des magasins, des établissements industriels et des chantiers de construction de navires. Une palissade en borne les limites, et il n'est pas permis de demeurer dans les ports libres. On ne peut y

séjourner que dans le jour pour s'y livrer à ses occupations, et seules y restent la nuit les personnes qui sont chargées de la surveillance des quais, magasins et usines.

Les navires, dans l'enceinte des ports libres, se livrent à leurs mouvements et à la manutention de leurs marchandises sans aucune espèce de contrôle.

Tout produit ne peut naturellement quitter les ports libres, et pénétrer sur le sol allemand sans acquitter les droits prescrits par les tarifs douaniers, ce qui n'empêche pas, bien entendu, les entrepôts de douane et l'admission temporaire de fonctionner dans l'intérieur de la ville, en dehors du port franc, sur les bases les plus étendues.

En d'autres termes, les « frei Hafen » de Hambourg ne sont neutralisés ou exterritorialisés qu'au point de vue douanier. Ils sont soumis, sous tous les autres rapports, aux lois de l'Empire allemand. Les quais sont régis par la « Quai Verwaltung », qui est sous la dépendance directe du Sénat et a la police du port, des quais et des rues.

L'Allemagne, ayant un tarif général des douanes et un tarif conventionnel, applique ce dernier à toutes les puissances avec lesquelles elle est liée par des traités de com-

merce. Les marchandises déposées dans les « frei Hafen », sont régies à leur entrée par le tarif du pays de leur provenance, et la douane se contente de la production du connaissement ou document similaire pour établir l'origine. En cas de contestation, elle en appelle au conseil de la douane, composé de douze négociants choisis dans les diverses branches du commerce.

Quant aux produits fabriqués ou manipulés dans le port franc, et que leurs propriétaires ne réexportent pas, mais qu'ils désirent introduire sur le sol allemand, ils sont admis au régime de la nation la plus favorisée.

A Brême, le port franc ne se compose que d'un seul bassin, et il fonctionne exactement comme à Hambourg. Il en est de même à Lubeck.

La Russie a récemment ouvert un port franc à Kola, sur la mer Blanche.

L'ancien « *porto franco* » de Gênes s'intitule aujourd'hui « *deposito franco* ». C'est une enceinte dépendant de la chambre de commerce, et renfermant des magasins qu'on loue aux négociants.

La douane n'y pénètre pas, et les négociants peuvent manipuler comme ils l'en-

tendent les marchandises introduites ; ils se bornent à déposer un manifeste à la douane, qui, naturellement, tient compte des entrées et des sorties.

Il y a des catégories de marchandises dont l'introduction n'est pas permise dans le « *deposito franco* » ; on n'y admet pas davantage les marchandises qui proviennent de pays n'ayant pas de traité de commerce avec l'Italie.

Trieste n'est plus port franc depuis le 30 juin 1891 ; il n'y existe que des entrepôts où les marchandises peuvent être emmagasinées sans être soumises aux prescriptions de la douane, si elles sont destinées à l'exportation. Ce sont en somme des sortes de magasins généraux.

Un des plus récents ports francs est celui de Copenhague. Il comprend en tout 61 hectares, dont 36 sur terre et 25 en surface d'eau ; il a 4.000 mètres de quai, une belle et solide grille l'entoure.

Toutes les issues sont gardées par la douane, et, à l'entrée principale, se trouve le bureau où se font toutes les opérations pour les marchandises importées en Danemark. Les seuls droits prélevés sur les navires entrant dans le port franc sont les droits de quai,

à raison de 25 centimes par tonne de 1.000 kilos embarquée et débarquée, sans toutefois que ces droits puissent excéder le montant du même droit sur la jauge nette du navire.

Les industries qui sont venues s'établir dans la zone du port franc sont les suivantes :

- 2 rôtisseries de café,
- 2 fabriques à nettoyer et colorer le café,
- 1 rôtiserie de cacao,
- 1 marbrerie,
- 2 fabriques de liqueurs,
- 1 fabrique de bicyclettes,
- 1 fabrique de chocolat,
- 4 fabriques de machines agricoles ;
- 1 fabrique de machines en tous genres ;
- 1 fabrique de bois de placage ;
- 7 dépôts de bois , ateliers d'ébénisterie, etc. ,
- 6 chaix de vin ,
- 4 fabriques de porcelaines.

Gibraltar , possession anglaise depuis 1704, a été déclaré port franc le 19 février 1706, par un décret de la reine Anne, et cela à l'époque où le système protecteur sévissait, même en Angleterre.

Dans l'âpre lutte que les puissances européennes soutiennent actuellement pour assu-

rer de nouveaux débouchés à leurs industries, elles se sont tournées, après le partage de l'Afrique, vers l'empire chinois. Elles ont obtenu diverses concessions territoriales sur le littoral, sous forme de location à bail, et le droit de construire des chemins de fer et d'exploiter les usines dans les arrière-pays de ces concessions. L'Allemagne est installée à Kia-Tchéou, aujourd'hui déclaré port franc, sur la partie méridionale de la presqu'île de Chang-Toung. Le port est excellent, commande une province de 20 à 25 millions d'habitants, et se trouve suffisamment près du golfe Pe-Tchi-Li, pour permettre à ses maîtres de se faire entendre éventuellement à Pékin. La Russie occupe Port-Arthur et Talien-Wan, qui vient d'être également déclaré port franc.

SECTION VI

Régime douanier applicable aux marchandises provenant d'un port franc

L'examen du régime applicable aux marchandises provenant d'un port franc, constitue une question assez délicate. Cette question offre un intérêt tout particulier en France,

à cause de notre régime douanier assez compliqué.

Que devront payer les marchandises provenant d'un port franc à leur entrée à la consommation aux divers lieux de destination ?

La solution dépend essentiellement de la législation douanière des pays considérés : le droit variera selon que cette législation édictera ou non des tarifs différentiels.

Supposons qu'un navire, ayant pris son plein chargement dans le port franc de Hambourg, arrive dans le port d'Alger et y débarque toute sa cargaison, destinée à être consommée en Algérie.

La douane ne s'inquiétera pas de savoir si ce navire, parti de Hambourg, est sorti du port ordinaire ou du port franc. (On sait qu'à Hambourg, le port franc est indépendant du port proprement dit.) Les droits seront appliqués conformément aux traités internationaux en vigueur entre la France et l'Allemagne pour toutes les marchandises de provenance allemande ou reconnues telles; tandis que les produits réputés exotiques, par exemple : le café, le thé, le poivre, l'indigo, les gommes, le coton, etc., articles que l'Allemagne ne produit pas, mais qu'elle

importe des pays d'origine seront passibles des droits prévus au tarif maximum, augmentés de la surtaxe applicables aux produits étrangers ayant transité par les entrepôts d'Europe, et cela sans rechercher si lesdites marchandises sont parties d'un port franc ou non, ou même proviennent de colonies françaises.

Nous avons envisagé le cas de marchandises venant par mer d'un port franc dans un port non franc. Mais il faut envisager une autre face de la question.

Si des marchandises qui seront entrées dans un port franc français pénètrent en territoire douanier, pour être mises à la consommation en France, au lieu d'être réexportées, quel tarif leur appliquera-t-on ?

Afin d'éviter tout ennui, toute discussion, il faudra toujours appliquer le même régime, quelle que soit la provenance. En leur appliquant le tarif maximum avec la surtaxe d'entrepôt, les critiques les plus difficiles seront alors désarmés.

Si l'on repousse ce tarif unique pour les marchandises entrant en zone douanière, il faut alors se résoudre à faire fonctionner la douane à l'intérieur du port franc, ce qui sera une gêne continuelle pour les bénéfi-

ciaires. Ce serait, en effet, le seul moyen de n'être pas trompé sur l'origine des produits; alors, connaissant leur provenance, on pourrait leur imposer le régime qui leur est appliqué dans les ports non francs.

Il n'y a pas de difficulté lorsque, comme en Danemark, il n'y a qu'un tarif douanier. Dans ce pays, en effet, les Danois peuvent, dans le port franc, travailler les produits étrangers de tous pays, destinés à l'intérieur, sans avoir à craindre un supplément de droit.

La conclusion qui se dégage des observations qui précèdent, est la suivante : pour que les produits de nos colonies, traités équitablement, s'acheminent vers la France de préférence aux places étrangères, il faut qu'ils aient la certitude d'y trouver de nombreux acheteurs. Dans ce but, la création de grands marchés de matières premières s'impose donc; mais ceux-ci ne se développent pratiquement que s'ils ont pour moyen d'action des ports francs. C'est un tout dont les diverses parties se tiennent étroitement, et desquelles il ne doit être rien distrait.

CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de l'étude que nous nous proposons de faire.

Suivant pas à pas l'évolution de notre régime douanier, nous avons vu avec quelles difficultés la loi du 11 janvier 1892 est venue régler les rapports de la France et de ses colonies.

Avec cette loi, une ère nouvelle commençait, car on se rappelle les souffrances que valut à nos colonies l'ancien Pacte colonial, dont M. Depincé a donné la définition rigoureuse :

« Tout de la métropole, tout à la métropole, tout par la marine métropolitaine ».

Nous avons montré quels étaient les avantages du régime inauguré en 1892, et quels en étaient les inconvénients.

Plusieurs remèdes ont été indiqués par MM. Méline, Krantz et Boucher dans leur proposition de loi du 9 juillet 1900. Nous avons dit ce que nous pensions de ces remèdes.

Dans son application à nos colonies, le régime de 1892, s'il est conservé, doit, selon nous, pour être équitable, être complété par la réciprocité de franchise. Nous consommons, en effet, chaque année, pour plus de 1.200 millions de denrées coloniales, dont les neuf dixièmes proviennent des nations étrangères, alors que nos colonies, avantagées par la détaxe, devraient et pourraient aisément d'ici peu nous les fournir.

« On doit désormais considérer la France et ses colonies, a dit fort justement M. Le Myre de Villers, comme un tout à intérêts unis, les colonies étant, au point de vue commercial, le complément de la production de la France. Il faut que les produits de nos colonies entrent en France en franchise, comme les produits de la métropole entrent en franchise dans nos colonies. »

Il saute aux yeux que l'effort de notre législation coloniale doit tendre à la dérivation de ce prodigieux courant de richesse, qui sera tout naturellement amené, en présence des digues élevées devant lui, à faire son lit sur notre territoire colonial, pour peu qu'on se donne la peine de l'y creuser méthodiquement et patiemment.

A mesure que nos colons encaisseront les millions que représente le prix de ces denrées, leur faculté d'achat s'exercera nécessairement en faveur de nos marchandises, selon le principe : « qui vend, achète », singulièrement favorisé, dans l'espèce, par les avantages constitués à notre commerce métropolitain vis-à-vis de cette clientèle de famille, qui nous devra sa prospérité, si nous savons en user raisonnablement avec elle durant les années difficiles de son adolescence économique. Nous avons envisagé la difficulté fiscale qui résulterait de l'admission en franchise des produits coloniaux, et nous y avons répondu.

Il est, en outre, nécessaire d'enrayer l'exportation vers l'étranger, faite par les colons étrangers qui ont des exploitations dans nos propres colonies. Pour ce faire, nous pensons qu'il suffirait de taxer les marchandises sortant de nos Colonies d'un droit assez élevé, dont seraient dispensés les produits à destination de la France ou de ses colonies. On pourrait, d'ailleurs, apporter quelques exceptions à la rigueur de cette règle pour certains produits qui auraient leur débouché naturel à l'étranger.

Nous avons aussi constaté que nos exportations vers nos colonies sont concurrencées

par l'étranger, qui arrivait à fabriquer à bien meilleur compte que nos industriels nationaux, qui sont grevés de lourdes charges fiscales. C'est pour cela que nous avons, dans un dernier chapitre, insisté sur la nécessité qu'il y avait pour la France de créer des marchés de matières premières et des ports francs.

La marchandise coloniale, comme toutes les autres marchandises, se dirige vers les points où elle a chance de trouver une vente assurée et lucrative. Il faut pour cela de grands marchés, et nous avons, jusqu'à présent, restreint les marchés existants, en négligeant systématiquement les moyens les plus élémentaires et les seuls aptes à développer notre marine marchande et son aliment indispensable, le fret de sortie.

Pourquoi donc le port d'Anvers est-il devenu le principal marché de l'ivoire, du cacao et du caoutchouc ? Pourquoi Hambourg est-il parvenu à détrôner Bordeaux et Marseille comme grand marché des graines oléagineuses ? Parce que les Belges et les Allemands ont profité de nos inconséquences économiques et de l'indifférence du Parlement à l'égard des questions commerciales, pour détourner ces marchandises à leur pro-

fit. Pourtant, la formation des grands marchés est nécessaire, aussi bien dans les colonies que dans la métropole. Comment ne s'est-on pas préoccupé plus sérieusement de cette question majeure dans les Chambres et dans le Gouvernement ?

Maintenant que cette question est à l'ordre du jour dans toutes les sociétés commerciales et coloniales, ainsi que dans le monde savant en général, nous pouvons formuler l'espoir que le Parlement se décidera enfin à lui donner la solution qui s'impose aussi bien dans l'intérêt de nos colonies que dans celui de la métropole.

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,

EDMOND VILLEY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.



ANNEXES

Mouvement général du Commerce

Va

	IMPORTATIONS			
	1900	1901	Différence en faveur de	
			1900	1901
	francs	francs	francs	francs
Sénégal.	46.803.147	64.073.960	»	17.268.813
Guinée.	14.273.452	7.754.587	6.520.865	»
Côte d'Ivoire.	9.080.873	7.285.993	1.794.880	»
Dahomey.	15.221.449	15.752.650	»	531.201
Congo.	10.554.863	7.985.301	2.569.562	»
Mayotte.	510.780	486.395	24.395	»
Madagascar.	40.470.813	46.032.759	»	5.561.946
Réunion.	22.029.364	23.775.967	»	1.746.583
Côte des Somalis.	5.929.107	7.334.682	»	1.405.575
Inde.	4.037.936	3.792.680	245.256	»
Indo-Chine.	186.044.387	202.477.670	»	16.433.283
Nouvelle-Calédonie.	12.162.251	13.681.939	»	1.519.688
Taïti.	3.511.026	4.556.052	»	1.045.026
Saint-Pierre et Miquelon.	9.326.037	9.829.775	»	503.738
Martinique.	24.929.348	26.973.431	»	2.044.083
Guadeloupe.	21.373.293	20.592.816	780.477	»
Guyane.	9.762.044	12.224.340	»	2.462.296
TOTAUX.	436.024.140	474.610.977	11.935.435	50.522.272
				38.586.837

I

onies en 1901. — Résultats généraux

francs

EXPORTATIONS				TOTAUX GÉNÉRAUX			
1900	1901	Différence en faveur de		1900	1901	Différence en faveur de	
		1900	1901			1900	1901
francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
32.932.142	38.205.304	»	5.273.219	79.737.289	104.279.321	»	22.542.032
10.154.619	7.982.599	2.172.020	»	24.430.071	45.747.186	8.682.885	»
8.074.589	6.542.703	1.531.886	»	17.155.462	13.828.696	3.326.766	»
12.755.894	10.478.946	2.276.978	»	27.977.313	26.231.566	1.745.747	»
7.339.545	7.321.767	217.748	»	18.094.378	15.307.068	2.787.310	»
806.430	1.001.233	»	194.803	1.317.230	1.487.648	»	170.418
10.623.869	8.975.473	1.648.396	»	51.094.682	55.008.232	»	3.913.550
17.461.282	18.200.522	»	739.240	39.490.646	41.976.469	»	2.485.823
2.318.826	6.845.105	»	4.526.279	8.247.933	14.179.787	»	5.931.854
10.722.234	22.253.187	»	11.530.953	14.760.170	26.045.867	»	11.285.697
155.600.385	160.608.377	»	5.007.992	344.644.772	363.086.047	»	21.441.275
8.869.716	11.053.872	»	2.186.156	21.031.967	24.737.811	»	3.705.844
3.597.357	3.026.011	571.346	»	7.108.383	7.582.063	»	473.680
13.467.453	11.752.580	1.714.873	»	22.793.490	21.582.355	1.211.135	»
27.460.890	24.016.649	3.444.241	»	52.090.238	50.990.080	1.100.158	»
15.716.838	17.476.469	»	1.759.631	37.090.131	38.069.285	»	979.154
6.383.513	8.775.638	»	2.192.125	16.345.557	8.775.638	»	4.654.421
344.385.572	364.518.482	13.277.488	33.410.398	780.409.712	839.129.459	26.972.534	33.410.398
			20.132.940				58.719.747

TABLEAU II

Mouvement général du commerce des colonies en 1901

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS			
	de France	des colonies françaises	de l'étranger	pour la France	pour les colonies françaises	pour l'étranger	TOTAL
	francs	francs	francs	francs	francs	francs	francs
Sénégal	39.266.324	3.883.393	20.933.833	31.338.290	104.840	6.742.231	32.203.361
Guinée	3.096.322	98.761	4.539.504	1.235.786	498.544	6.558.269	7.982.599
Côte d'Ivoire	4.995.683	179.321	5.110.789	2.130.290	555	4.891.858	6.512.703
Dahomey	2.151.481	141	13.601.028	4.006.283	3.412	6.469.221	10.478.916
Congo	4.046.601	16.343	3.922.153	2.110.906	770	4.880.091	7.321.767
Mayotte	67.195	400	418.800	835.200	466.053	»	1.001.253
Madagascar	35.582.015	5.298.182	5.152.362	6.083.946	398.757	2.492.770	8.975.473
Réunion	42.563.498	3.917.175	7.293.274	17.284.896	671.721	243.903	18.200.522
Côte des Somalis . .	3.231.107	81.144	4.022.431	242.054	19.010	6.584.011	6.815.105
Inde	858.481	29.785	2.907.414	13.021.542	2.989.315	6.242.334	22.253.187
Indo-Chine	100.466.982	» (1)	102.310.688	39.618.074	» (1)	120.990.303	160.608.377
Nouvelle-Calédonie .	7.377.598	183.701	6.120.640	2.885.805	»	8.170.067	11.055.872
Taïti	688.221	»	3.867.831	814.699	»	2.211.312	3.026.011
S ^t -Pierre et Miquelon	1.368.818	70.151	5.390.773	9.152.295	1.156.058	1.444.227	41.752.580
Martinique	14.596.295	1.395.735	10.981.401	22.078.432	832.820	1.705.397	26.016.649
Guadeloupe	10.685.580	953.659	8.983.577	16.667.364	761.220	17.885	17.476.469
Guyane	8.424.750	358.026	3.441.564	8.104.290	181.391	880.937	8.775.538
TOTAUX	249.169.191	16.466.522	208.975.204	177.940.152	7.522.490	179.055.840	361.518.482

(1) Les chiffres du commerce de l'Indo-Chine avec les colonies sont compris dans ceux du commerce avec la Métropole.

TABLEAU III

	COMMERCE DES COLONIES EN 1901								
	AVEC LA FRANCE			AVEC LES COLONIES			AVEC L'ÉTRANGER		
	Importation	Exportation	Moyenne	Importation	Exportation	Moyenne	Importation	Exportation	Moyenne
	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %	p. %
Sénégal	61 »	82 6	71 8	6 »	0 03	3 »	33 »	17 37	25 2
Guinée.	40 »	15 3	27 6	1 2	2 6	1 9	58 8	81 1	70 5
Côte d'Ivoire. . . .	27 4	32 9	30 2	2 5	0 1	1 3	70 1	67 »	68 5
Dahomey.	13 7	38 2	25 95	»	0 1	0 05	86 3	61 7	74 »
Congo	50 6	33 3	41 6	0 4	0 1	0 2	50 »	66 6	58 2
Mayotte.	13 8	83 4	48 6	»	16 4	8 2	86 2	»	43 2
Madagascar.	77 3	67 9	72 6	11 5	4 4	8 »	11 2	27 7	19 4
Réunion.	53 »	94 9	73 9	15 »	3 6	9 3	32 »	1 5	16 8
Côte des Somalis. .	44 »	3 »	23 6	1 3	0 8	1 »	54 7	96 2	75 4
Inde.	22 6	58 4	40 5	1 »	13 6	7 3	76 4	28 »	52 »
Indo-Chine.	49 4	24 6	37 »	(1) »	»	»	50 6	75 4	63 »
Nouvelle-Calédonie. .	54 »	26 »	40 »	1 4	»	0 7	44 6	74 »	59 3
Taïti.	15 1	26 9	21 »	»	»	»	84 9	73 1	79 »
St-Pierre et Miquelon	44 5	77 8	61 2	0 7	10 »	5 4	54 8	12 2	33 4
Martinique.	54 »	91 1	72 6	5 3	4 3	4 8	40 7	4 6	22 3
Guadeloupe.	51 6	95 3	73 4	4 7	4 3	4 5	43 7	0 4	22 1
Guyane.	69 »	92 3	80 6	2 8	2 2	2 5	28 2	5 5	16 9
Ensemble. . .	52 4	48 7	50 06	3 8	2 3	3 54	43 8	49 »	46 1

(1) Les chiffres du commerce de l'Indo-Chine avec les autres colonies sont compris dans ceux du commerce avec la métropole.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉAMBULE	1
CHAPITRE I ^{er} . — L'ANCIEN PACTE COLONIAL ET SES MODALITÉS.	5
SECTION I ^{re} . — <i>Définition. — Historique. — Avantages et inconvénients respectifs pour la métropole et les colonies.</i>	5
SECTION II. — <i>Le régime libéral inauguré en 1861 : ses avantages pour les colonies, ses inconvénients pour la métropole.</i>	17
SECTION III. — <i>Circonstances qui amenèrent l'opinion à une conception de la politique économique à suivre avec nos colonies.</i>	28
CHAPITRE II. — LE RÉGIME PROTECTIONNISTE DE 1892	35
SECTION I ^{re} . — <i>Faits et discussions qui ont précédé ce régime.</i>	35
SECTION II. — <i>Discussions au Parlement et vote de la loi de 1892</i>	47
SECTION III. — <i>Économie de la nouvelle loi</i>	56
SECTION IV. — <i>Conséquence de la loi du 11 janvier 1892.</i> . .	61
CHAPITRE III. — L'ÉCOULEMENT DES PRODUITS COLONIAUX SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS	73
CHAPITRE IV. — DES RÉFORMES À APPORTER AU TARIF DOUANIER DE 1892	87
CHAPITRE V. — L'INDUSTRIE DANS NOS COLONIES	105
SECTION I ^{re} . — <i>Doit-on favoriser ou interdire, dans nos colonies, les industries qui seraient rivales de celles de la métropole ?</i>	105

	Pages.
SECTION II. — <i>Application du tarif minimum aux exportations des colonies exclues du tableau E, dans les autres colonies qui y sont inscrites.</i> . . .	115
SECTION III. — <i>Les guinées de Pondichéry.</i>	127
CHAPITRE IV. — LES GRANDS MARCHÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET LES PORTS FRANCS	147
SECTION I ^{re} . — <i>Nécessité de la création de grands marchés.</i> . .	147
SECTION II. — <i>Création de ports francs.</i>	151
SECTION III. — <i>Historique des ports francs</i>	158
SECTION IV. — <i>Réfutation des critiques adressées aux ports francs.</i>	177
SECTION V. — <i>Les ports francs existant de nos jours et leur fonctionnement</i>	184
SECTION VI. — <i>Régime douanier applicable aux marchandises provenant d'un port franc.</i> . .	189
CONCLUSION	193



